

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I
THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

CENTRE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
SCIENCES HUMAINES, SOCIALES ET
ÉDUCATIVES

UNITÉ DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

DÉPARTEMENT D'HISTOIRE



POSTGRADUATE SCHOOL FOR THE
SOCIAL AND EDUCATIONAL
SCIENCES

DOCTORAL RESEARCH UNIT FOR
SOCIAL SCIENCES

DEPARTMENT OF HISTORY

**IMPACT DES ONG INTERNATIONALES SUR LES
CONDITIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES DES POPULATIONS
DE L'EXTRÊME-NORD DU CAMEROUN : LE CAS DE CARE
ET PLAN INTERNATIONALES (1990-2020)**

Mémoire présenté et soutenu publiquement le 16 janvier 2023, en vue de l'obtention du
diplôme de Master recherche en Histoire

Spécialité : Histoire des Relations Internationales

Par

Francky IYA

Titulaire d'une Licence en Histoire

MEMBRES DU JURY

Président	: André TASSOU (Pr.)	Université de Yaoundé I
Rapporteur	: Jérémie DIYE (MC)	Université de Yaoundé I
Examineur	: Faustin KENNE (Pr.)	Université de Yaoundé I



Année académique 2022- 2023

À
ma chère mère, Pauline Zoumakay
et
mon père, Kitikil

REMERCIEMENTS

Ce travail est le fruit de diverses contributions que nous ont offertes plusieurs personnes à qui nous exprimons ici notre reconnaissance.

Nous remercions particulièrement notre directeur de mémoire, Pr Jérémie Diyé, à qui nous devons beaucoup pour ses conseils, ses critiques et ses suggestions. Ses conseils nous ont permis d'éviter certaines dérives méthodologiques et des erreurs préjudiciables à la qualité de notre travail.

Nos remerciements aux, Pr Philippe Blaise Essomba, Pr André Tassou, Pr Virginie Wanyaka, Pr Faustin Kenné, Pr Willibroad Dze-Ngwa, Pr Cyrille Bekono, Pr Kum Georges Fuh et Dr Keming David Nchinda qui ont participé à notre formation académique.

Notre reconnaissance va également à l'endroit de nos informateurs et ceux qui nous ont soutenu lors de nos enquêtes de terrain. Ils ont été incontestablement de grands collaborateurs dans la réalisation ce travail.

Nous exprimons notre gratitude au Dr Adamou Medjemiké et M. Joseph Yamissina pour leurs conseils et suggestions. Nos remerciements vont aussi à l'endroit de nos camarades de promotion, en l'occurrence Djibrilla Boubakari, Zakariaou Saïdou, Ella, Victor Kaïba Bouba et Jonas Moulna pour leurs encouragements.

Merci à tous nos amis, frères et connaissances pour leur soutien indéfectible et les encouragements à persévérer dans les études malgré les difficultés. Nous pensons ici à : François Atchoukana, Simon Bada, Karimou Galdima, Jacob, Malloum, Sylvain Yada et Zizakay.

Nous disons surtout un grand merci à nos frères et sœurs de sang pour leur soutien multiforme afin de subvenir à nos besoins, notamment pour ce travail.

SOMMAIRE

DÉDICACE _____	i
REMERCIEMENTS _____	ii
SOMMAIRE _____	iii
LISTE DES ACRONYMES ET SIGLES _____	v
LISTE DES ILLUSTRATIONS _____	vii
RÉSUMÉ _____	viii
ABSTRACT _____	ix
INTRODUCTION GÉNÉRALE _____	1
CHAPITRE I : PANORAMA DES ONG INTERVENANT DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD CAMEROUN _____	30
I- UN PROFIL PLURIEL DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON GOUVERNEMENTALES PRÉSENTES DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD CAMEROUN _____	31
II- PRÉSENTATION DES ONG PLAN ET CARE _____	40
CHAPITRE II : PARTENAIRES DES ONGS PLAN ET CARE DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD _____	48
I- COLLABORATION ENTRE ONG PLAN, CARE, ÉTAT ET POPULATIONS LOCALES _____	49
II- PARTENARIAT ENTRE PLAN, CARE ET OING ET OI _____	53
CHAPIRE III : RÉALISATIONS DE CARE ET PLAN INTERNATIONAUX DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD _____	60
I- LES DOMAINES D'INTERVENTION DU PLAN ET CARE DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD _____	61
II- IMPACTS DES APPUIS DU CARE ET PLAN SUR LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS DE LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD _____	71
CHAPITRE IV : ENJEUX DES APPUIS DES ONG PLAN ET CARE DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD CAMEROUN _____	83
I- CRITIQUES DES APPUIS DES ACTIONS DES ONG _____	84
II- PLAN ET CARE COMME INSTRUMENTS AUX INTÉRÊTS DES PUISSANCES OCCIDENTALES _____	88
CHAPITRE V : FORCES ET LIMITES DES ONGS PLAN ET CARE DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD CAMEROUN _____	95
I- FORCES DES ONG PLAN ET CARE DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD CAMEROUN _____	96

II- LIMITES DES ACTIONS DES ONG PLAN ET CARE DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD CAMEROUN _____	103
_____	109
CONCLUSION GÉNÉRALE _____	109
ANNEXES _____	114
SOURCES ET RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES _____	123
TABLE DES MATIÈRES _____	132

LISTE DES ACRONYMES ET SIGLES

AAEDC	:	Association des animateurs et encadreurs en développement communautaire
ACF	:	Action Contre la Faim
AEPHA	:	Approvisionnement en Eau Potable, l'Hygiène et l'Assainissement
ALDEPA	:	Action Locale pour un Développement Participatif et Autogéré
ALIMA	:	<i>Alliance for International Medical Action</i>
ALVF	:	Association de Lutte contre les Violences Faites aux Femmes
ANJE	:	Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant
APIPDA	:	<i>Association for Promotion and the Insertion of Persons Livings with Disabilities</i>
ATPC	:	Assainissement Total Piloté par la Communauté
AVEC	:	Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit
CARE	:	<i>Corpration for American Relief Everywhere</i>
CCCM	:	<i>Camp Coordination and Camp Management</i>
CFW	:	<i>Cash For Work</i>
CIA	:	<i>Central Intellectual Agency</i>
CLiRA	:	<i>Children Life in Rural Area</i>
CPFF	:	Centre de Promotion de la Femme et de la Famille
DDC	:	Direction du développement et de la coopération
DRSP	:	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
DTM	:	<i>Displacement Tracking Matrix</i>
ECHO	:	<i>European Community Humanitarian Office</i>
EFA	:	<i>Association Education Fights Aids</i>
FAO	:	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation
FDS	:	Fiche des Données de Sécurité
FICR	:	Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
GFFO	:	<i>Geraman Federal Foreign Office</i>
GIRE	:	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
GIZ	:	<i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i>
GWP-CAF	:	<i>Global Water Partnership Central Africa</i>

IDTR	:	Identification, documentation, recherche des familles et réunification
IEDA	:	<i>International Emergency and Development Aid</i>
IMC	:	<i>International Medical Corps</i>
INTEROS	:	<i>International Save Our Soul</i>
IRC	:	<i>International Rescue Committee</i>
LWF	:	<i>Lutheran World Federation</i>
MAM	:	Malnutris Aigüs Modérés
MINEE	:	Ministère de l’Eau et de l’Energie
MINFOF	:	Ministère des forêts et de la faune
MSF	:	Médecins Sans Frontière
OCHA	:	<i>Office for the Coordination of Humanitarian Affairs</i>
OCSD	:	Organisation Canadienne pour la Solidarité et le Développement
ODD	:	Objectif de Développement Durable
OIM	:	Organisation Internationale d’Immigration
OING	:	Organisation Internationale Non Gouvernementale
OMD	:	Objectif du Millénaire pour le Développement
ONG	:	<i>Organisation Non Gouvernementale</i>
PAM	:	Programme Alimentaire Mondial
PC	:	<i>Public Concern</i>
PDI	:	Personnes Déplacée Interne
PHAST	:	<i>Participatory Hygiene And Sanitation Transformation</i>
PNACC	:	Plan National d’Adaptation aux Changements Climatiques
PNUD	:	Programme des Nations Unies pour le Développement
PUI	:	Première Urgence Internationale
RI	:	Relations Internationales
SAILD	:	Service d’Appui aux Initiatives Locales de Développement
SDPE	:	Soins et Développement de la Petite Enfance
SIDA	:	Syndrome d’Immunodéficience Acquise
UNFPA	:	<i>United Nations Population Fund</i>
UNHCR	:	Haut-Commissariat des Nations Unies
UNICEF	:	United Nations Children’s Fund
VBG	:	Violences Basées sur le Genre
VIH	:	Virus de l’Immunodéficience Humaine
WT	:	<i>Water trucking</i>

LISTE DES ILLUSTRATIONS

CARTE

- 1** : Localisation de la zone d'étude : l'Extrême Nord du Cameroun en rose 18

FIGURE

- 1** : Composition des Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit en 2018 69

IMAGES

- 1** : logo de Peace Corps 32
2 : Logo de l'OCSD 33
3 : Logo de l'Unicef 39
4 : Slogan de l'UNICEF 39

PHOTOGRAPHIES

- 1** : Le parrainage, le fondement de toute action de Plan International 40
2 : Un représentant du HCR et des acteurs humanitaires visite l'atelier de couture du centre de formation 57
3 : Des enfants sensibilisés sur l'hygiène et la Salubrité à Gazawa, Extrême-Nord 63
4 : Session de soutien psychosocial dans un espace ami d'enfant mobile, camp de Minawao, Extrême Nord, Cameroun 65
5 : Des enfants joyeux dans un espace ami d'enfant au camp des réfugiés de Minawao, Extrême Nord, Cameroun 65
6 : Des jeunes filles reçoivent des certificats et des kits de démarrage à la fin d'une formation professionnelle de 6 mois, Camp de Minawao, Extrême-Nord 70
7 : Sensibilisation des femmes par le PLAN sur la santé sexuelle et reproductive 74
8 : Le personnel Santé et Nutrition de Plan International sensibilise les mamans sur les bonnes pratiques de nutrition pour leurs enfants 77
9 : Une maman nourrit son enfant avec des compléments alimentaires à la suite d'une sensibilisation de l'équipe nutrition de Plan International 77
10 : Les jeunes filles bénéficiaires des kits octroyés par le PLAN au camp de Minawao présentent leurs premières réalisations 79

RÉSUMÉ

Le présent travail porte sur l'impact des appuis des ONG internationales sur les conditions socioéconomiques des populations de l'Extrême-nord qui connaît une précarité outrancière. Face à cette situation, l'État camerounais et la communauté internationale se sont mobilisés et ont apporté des réponses multiformes pour venir en aide aux populations vulnérables. Dans ce contexte, PLAN et CARE internationaux se sont illustrées de par leurs actions multiformes en faveur des populations de l'Extrême-nord. Dans cette perspective, l'on peut s'interroger en quoi les ONGs PLAN et CARE impactent les conditions de vie des populations de l'Extrême-nord ? Il est question ici d'analyser l'impact de ces ONGs sur les conditions de vie des populations de l'Extrême-nord. La réalisation du travail s'est basée sur la collecte des informations et des à partir des sources primaires et secondaires. Celles-ci sont constituées des témoignages oraux, les ouvrages généraux, des thèses, des mémoires, des articles, des périodiques etc. En ce qui concerne la méthode théorique convoqué pour l'analyse de ce travail, nous avons convoqué la théorie de la dépendance de Samir Amin, André Gunder Frank, Pierre Jalée, Enzo Faletto, etc, et la théorie du centre et de la périphérie de Bookchin Murray. Les résultats auxquels nous sommes parvenus montrent que les ONGs PLAN et CARE interviennent dans divers domaines notamment, sanitaire, éducatif, environnement. Toutefois, ces actions de ces ONGs ne sont pas suffisantes car, elles ont des faiblesses. Il devient donc impérieux pour ces ONGs d'accompagner leurs actions avec des conseils pour un meilleur usage des soutiens qu'elles accordent aux populations.

Mots-clés : impact, appuis, conditions socioéconomiques, Extrême-Nord.

ABSTRACT

The présent work focuses on the impact of the support of international NGOs on the socio-economic conditions of the populations of the Far North, which is experiencing extreme precariousness. Faced with this situation, the Cameroonian State and the international community have mobilized and provided multifaceted responses to help vulnerable populations. In this context PLAN and CARE international have distinguished themselves through their multifaceted action in favor of the populations of the Far North. In this perspective, one can wonder how the NGO PLAN impact the living conditions of the far norther? It's a question here of analyzing the impact of these NGOs on the living conditions of the populations of the Far North. The realization of the work was based on the collection of the issues of the main and secondary sources made up of oral testimonies, general works, theses, dissertations, articles, peripherals etc. With regard to the theoretical method summoned for the analysis of this work, we summoned the theory of independence if Samir Amin, André Gunder Frank, Pierre Jalée, Enzo Faletto etc and the periphery of Bookchin Murrdy. The results we have reached show that the NGOs PLAN and CARE intervene in various fields, in particular health, education and the environment. However Thèse actions of these NGOs are not sufficient because they have weakness. It therefore becomes imperative for these NGOs to accompany their actions with advice for better use of the support they grant to the populations.

Keywords: *impact, support, socioeconomic conditions, Far-North.*

INTRODUCTION GÉNÉRALE

1. Présentation du sujet

La solidarité humaine est aussi vieille que l'humanité elle-même. Celle-ci a toujours fait partie intégrante de la vie en société. Témoin de l'histoire sociale et culturelle, l'aide apportée à autrui a juste évolué dans son fond et dans sa forme. Pour tous les peuples en effet, les actions visant à alléger les souffrances et à améliorer les conditions de vie des démunis ont toujours existé. Partie de la solidarité familiale pour s'étendre au développement des mouvements caritatifs, l'histoire de l'assistance humanitaire est le plus souvent indissociable de celle de la pauvreté ou des souffrances. L'évolution de cette conception philanthropique de notre monde est ainsi passée des familles aux nations¹.

En effet, le mouvement de décolonisation des années 1960 a soumis l'ordre international à une nouvelle structuration, due à l'accès à l'indépendance de nouveaux acteurs étatiques, dont les pays en voie de développement et parmi lesquels le Cameroun. Ces nouveaux sujets de droit international intègrent la collectivité des nations souveraines et au vu des difficultés rencontrées, ils réclament une participation de la société internationale à leur processus de développement. Les organismes des Nations Unies furent progressivement créés à cet effet. L'expression Organisation Non Gouvernementale (*ONG*) apparaît alors dans le vocabulaire international, à l'article 71 de la Charte des Nations Unies², qui reconnaît au Conseil Économique et Social le pouvoir de consulter les organisations non gouvernementales qui s'occupent des questions relevant de sa compétence².

Les organisations de la société civile du Nord expriment aussi un élan de solidarité à l'endroit des populations vulnérables de ces jeunes États. Les premières d'entre elles s'installent au Cameroun au cours des années soixante. Leur émergence témoigne tout d'abord de la compassion de ces acteurs non gouvernementaux, mais aussi du faible niveau de développement du jeune État. Leurs actions couvrent des domaines variés et ont pour but commun le développement.

Par le passé, l'intervention des ONG dans le processus de développement et l'évolution des sociétés était discrète, que ce soit dans l'urgence humanitaire ou en réponse à des situations ponctuelles de détresse. De nos jours, les ONG s'impliquent désormais de plus en plus dans le

¹N. Mouelle Kombi, « Coopération internationale, Action humanitaire et Développement Durable », Master, Droit International Public, IRIC, 2011, p. 24.

²Département de l'Information des Nations Unies, *Charte des Nations Unies et statut de la Cour internationale de justice*, Article 71, réimpression de juin 1998, New-York, p.45.

champ des interventions sociales et économiques et revendiquent, à ce titre, leur identité et leurs conceptions propres dans le monde des acteurs du développement et des bailleurs de fonds³. La région de l'Extrême-nord apparaît, de ce point de vue comme une terre favorable à l'investissement de ces organisations, ce d'autant plus que cette partie, selon Atsuyuki Kado, « reste la plus pauvre du pays, avec 74.3% de la population vivant sous le seuil de pauvreté (la moyenne nationale du taux de pauvreté étant de 34.5%). La population de l'Extrême-Nord est estimée à environ 4.3 millions d'habitants, avec environ 1.5 million de jeunes, soit 35.2 % de la population de la région »⁴.

Selon le rapport de l'action contre la faim⁵, la situation humanitaire dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun reste toujours préoccupante en raison de la persistance de l'insécurité liée aux violences de groupes extrémistes armés. Cela entraîne d'importants mouvements de population. Ces déplacements concernent essentiellement des mouvements à l'intérieur du Cameroun, les populations des zones frontalières se déplaçant vers des zones plus sûres, plus à l'intérieur du département ou à proximité d'une caserne militaire. Selon le dernier rapport de l'OIM, sur le suivi des déplacements de populations dans la région (DTM round 25 mai-10 juin 2020), le nombre de déplacés dans la région de l'Extrême-Nord était estimé à 494,144 individus (dont 321,886 Population Déplacée Interne (PDI), 48,769 réfugiés hors camp et 123,489 retournés) soit une augmentation respectivement de 8% pour les PDI, 6% pour les retournés et 3% pour les réfugiés hors camp par rapport au round 19 (Décembre 2019). 89 % de ces déplacements sont liés au conflit armé, 11% aux catastrophes naturelles (sécheresse, inondations) et moins de 1% aux conflits intercommunautaires. Le département du Logone et Chari par sa situation frontalière avec le Nigeria et le Tchad, est l'un des plus affectés par ces mouvements de populations dus pour la plupart à des attaques récurrentes de Boko Haram. Il concentre à lui seul 41% du total des personnes déplacées dans la région et ces déplacés représentent 41% de la population totale du département. Ces importants mouvements de populations en nette augmentation exercent ainsi une pression supplémentaire sur les maigres ressources disponibles et sur les services sociaux de base.

³Y., Faur, « Les ONG : de l'action à la recherche, de la compréhension à la banalisation », in J-P Deler, (dir) *ONG et développement*, Karthala, ORSTOM, 1998, p. 34.

⁴Atsuyuki Kado, « Etudes des filières économiques et de formation à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes », PNUD, 2018, p. 24.

⁵ACF, « Rapport final, enquête SMART, 4 aires de santé des districts sanitaires de Goulfey, de Makary et Kousseri, département du Logone-Chari, Région de l'Extrême Nord- Cameroun », ACF, 2020, p. 8.

Le système d'alerte précoce aux crises humanitaires et aux désastres de l'Union Européenne de Septembre 2020 donne le plus important score de risque dans la région de L'Extrême-Nord comparé aux autres régions du Cameroun : une exposition plus importante aux hasards climatiques et humains, une vulnérabilité socio-économique des ménages et des personnes à risque très élevé (enfants de moins de 5 ans, femmes et personnes âgées) et un faible potentiel d'adaptation des ménages face aux crises. De plus, l'accès à l'eau potable demeure un problème majeur surtout pour les personnes déplacées⁶.

Face à cette situation, l'État camerounais et la communauté internationale se sont mobilisés et ont apporté des réponses multiformes pour sauver la vie des populations victimes et fragilisées. Ces réponses comprennent un volet nutrition. Selon le rapport d'évaluation multisectorielle⁷, depuis l'aggravation de la crise sécuritaire en 2014 dans la région de l'Extrême-Nord, le nombre des déplacés internes et des réfugiés n'a cessé d'augmenter, pour être à 81 693 déplacés internes et environ 55 000 réfugiés en juin 2015. Cette augmentation constante suppose des besoins humanitaires importants pour des populations qui se sont souvent déplacés en abandonnant leurs biens et leurs récoltes. Il s'agit essentiellement de déplacés en familles d'accueil, de déplacés ayant loué un logement ou de déplacés en site spontané. L'UNHCR a dénombré 7815 réfugiés hors camp dans l'ensemble de la région (au 23 mai 2015) et 37 171 réfugiés dans le camp de Minawao (au 25 mai 2015) ; ce qui fait un total de réfugiés de 44986.⁸

Sur le plan externe, Atsuyuki souligne que le Nigéria et le Tchad ont été depuis quelques décennies le théâtre de conflits sociopolitiques et armés qui ont forcé plusieurs milliers de personnes à fuir leurs pays et à chercher asile au Cameroun principalement dans la région de l'Extrême-Nord. Ces déplacements ont eu pour conséquence, la perturbation de l'ordre économique et social, et ont provoqué une pression énorme sur les ressources existantes et ont accru les vulnérabilités.⁹

Sur le plan interne, le même auteur explique que la fragilité du système social n'a pas résisté à l'afflux des populations et aux déplacements internes. La vulnérabilité provoquée par la pauvreté, la malnutrition et l'insécurité alimentaire chronique, les épidémies récurrentes, et

⁶<https://fews.net/fr/west-africa/cameroon/food-security-outlook-update>, consulté le 08 novembre 2021.

⁷PNUD, « Rapport sur le développement humain », PNUD, 2020, p. 24.

⁸ACF, « Rapport d'Evaluation Multisectorielle, 2015, Région de l'Extrême-Nord, Cameroun Première Urgence – Aide Médicale Internationale », ACF, 2015, p. 2.

⁹Ibid., p. 3.

les inondations affectent des millions de personnes qui font aussi face à de multiples chocs (sécheresse en 2009 et 2011 ; inondations en 2010, 2012 et 2014 ; invasion de sauterelles...) qui compromettent l'évolution des cultures¹⁰.

Au plan socio-économique, Atsuyuki explique que le problème de la province de l'Extrême-Nord apparaît d'abord dans sa sous-scolarisation : d'après les données du recensement de 1976, le taux d'analphabétisme est de 90%. De plus, le niveau élevé de mortalité de cette contrée traduit aussi son faible niveau de développement social : d'après les résultats de l'Enquête Nationale de 1978 la région enregistre une mortalité infantile la plus élevée¹¹.

Au plan de l'activité économique, la pauvreté relative des sols de la région entraîne une insuffisance de la production, si bien que la sous-nutrition et la malnutrition sont caractéristiques de cette région. Dans les zones affectées par des crises sécuritaires, on note aussi une forte prévalence des problèmes de protection et la perturbation du système scolaire. Dans le domaine de la protection des personnes, la majorité des enfants sont affectés par des violences sexuelles ou discriminés par des pratiques sociales néfastes comme les mariages précoces, le travail des enfants, etc.¹² La question sur les violences basées sur le genre est une réalité dans cette partie du pays. La violence domestique est de plus en plus courante dans les abris familiaux.

En plus, l'insécurité grandissante a eu un impact sur la saison agricole 2014 et le risque d'une dégradation de la situation alimentaire n'est pas à écarter en 2015. Au-delà de ces facteurs climatiques et environnementaux, d'autres facteurs sous-jacents aggravent la vulnérabilité des populations vivant dans ces zones. Il s'agit de la pauvreté accrue qui touche essentiellement les populations rurales avec un taux de 13, 56% selon les données recueillies dans le Plan de réponse stratégique Cameroun en Janvier 2015¹³. L'accès aux services sociaux de base demeure un défi énorme pour les populations de la région où on compte 1 médecin pour 42 968 habitants. Le taux d'accouchements assistés par un médecin est parmi les plus faibles du pays (entre 25 et 49%), 54% des femmes accouchent à domicile. La mortalité infanto-juvénile est aussi alarmante avec 168%.

¹⁰Atsuyuki Kado, « Etudes des filières... », p. 25.

¹¹*Ibid.*, p. 26.

¹²C. Barbieri et al., « L'exode rural au Cameroun », Travaux et Documents de l'ISH, N°11, 1978, p. 32.

¹³Plan de réponse stratégique Cameroun, 2015, p. 3.

De même, l'Extrême-Nord a enregistré une létalité de 98,2% (novembre 2014). Quant à la malnutrition, la prévalence de malnutrition aigüe globale est de : 9%. Les formes sévères y montrent une situation d'urgence avec 2% suivie d'une situation inquiétante à l'Adamaoua avec 1,5% et au Nord avec 1,4%. Le pic de malnutrition aigüe est attendu au moment de la période de soudure entre juillet et septembre, mais avec vulnérabilité et l'évolution des crises actuelles le statut nutritionnel des femmes et des enfants pourraient rapidement se détériorer avec une soudure précoce (Mai-Juin)¹⁴.

C'est cette situation qui pousse les ONG internationales à investir dans l'amélioration des conditions de vie des populations d'où le sujet : « impact des ONG internationales sur les conditions socioéconomiques des populations de l'Extrême-nord Cameroun (1990-2020) ». Il convient de justifier le choix de cette recherche.

2. Motivations du choix du sujet

Trois motivations justifient le choix de ce sujet. Les motivations personnelles qui soutiennent le choix du sujet sur l'impact des ONG internationales sur les conditions socioéconomiques des populations de l'Extrême-Nord Cameroun résultent de la passion que nous développons vis-à-vis des relations internationales.

En effet, les relations internationales furent et demeurent un domaine passionnant pour nous. Depuis, notre formation en cycle licence, nous avons suivi avec beaucoup d'intérêt et de passion les cours des relations internationales. Ce d'autant plus que la compréhension du comportement des grandes puissances et des États sur la scène internationale passe par la connaissance et la compréhension des cours de Relations Internationales. Le goût porté pour les RI a pris naissance depuis fort longtemps notamment avec les communications et les interventions des spécialistes des RI lors des émissions radiophoniques et télévisées. C'est d'ailleurs ce goût qui a sous-tendu notre choix pour l'histoire politique et les RI. Travailler sur l'impact des ONG dans l'amélioration des conditions de vie de population entretient la flamme de cette passion.

Sur le plan académique, cette étude apporte des éclaircissements sur l'impact des apports des ONG internationales sur les conditions socio-économiques des populations de l'Extrême-Nord. Ce travail permet de faire la lumière sur l'implication des ONG internationales

¹⁴ Résultats de l'enquête SMART (MINSANTEUNICEF) octobre 2014, p. 6.

dans la lutte contre la pauvreté et la famine dans la région de l'Extrême- Nord et nous donne l'occasion de soutenir un master II.

S'agissant des motivations scientifiques, il s'agit pour nous d'apporter notre contribution à l'historiographie de l'impact des apports des ONG dans l'amélioration des conditions d'existence des populations de l'Extrême-Nord.

3. Intérêts du sujet

L'intérêt de ce travail est d'appréhender la contribution des ONG internationales dans l'amélioration des conditions socioéconomiques des populations de l'Extrême-Nord. Nous situons l'intérêt de notre étude au double plan scientifique et professionnel :

Sur le plan scientifique, notre travail se veut être l'investigation d'une partie de l'histoire postcoloniale du Cameroun en général et de la région de l'Extrême-Nord en particulier. L'examen de la coopération entreprise avec les ONG dans la région de l'Extrême-Nord par la première république dès 1960, permettra d'appréhender les enjeux politiques, économiques, sociaux et culturels de cette coopération et de définir des mesures concrètes utiles à sa réorientation. Lucien FEBVRE, magnifiant l'histoire ne dira-t-il pas que « L'oubli du passé est mortel pour le progrès »¹⁵ ? Mis donc à disposition de la communauté scientifique, les résultats de cette étude constitueraient un outil nécessaire à la compréhension du contexte du déploiement des organisations non gouvernementales au Cameroun.

Sur le plan professionnel, sans occulter les différents efforts déployés par toutes les parties engagées dans la coopération ONG /Acteurs locaux, nous pensons que notre recherche, fort de ses axes d'étude, contribuera à mettre en exergue, les enjeux d'une meilleure traçabilité de leur œuvre dans la région de l'Extrême-Nord. De plus, cette étude qui se veut pratique, est basée sur des données palpables aboutira à des propositions concrètes applicables sur le champ de la coopération entre les instances gouvernementales, les populations de la région de l'Extrême-Nord et les ONG qui y sont installées.

C'est en effet à partir du cadrage de cette recherche dans le domaine de la coopération au développement et l'action humanitaire, que nous définissons l'intérêt professionnel et la légitimité de notre étude.

¹⁵ L. Febvre, *Combats pour l'Histoire*, Armand Colin, Paris, 1992, p. 179.

4. Cadre conceptuel

Ce travail recèle des concepts qu'il convient de clarifier. Il s'agit des termes impact, conditions socioéconomiques, population.

Le mot impact découle du latin *impactum*, participe passé du verbe *impingere*, qui signifie heurter, frapper, jeter contre. Selon le dictionnaire le Robert, l'impact renvoie à l'effet produit par quelque chose.¹⁶

L'organisation non gouvernementale est un concept d'une nature hybride, dont la définition ressort à la fois du droit, de la sociologie et de la science politique ; mais il n'intéresse véritablement aucune de ces disciplines, ainsi qu'en atteste le fait qu'aucun ouvrage théorique relevant de l'une de ces dernières ne lui a jamais été consacré, du moins en langue française.

La définition juridique commune est une sorte de plus petit commun dénominateur issu de l'interprétation de deux documents. L'acte fondateur de l'expression même est l'article 71 de la Charte des Nations Unies, document plus politique que juridique :

Le Conseil Economique et Social peut prendre toutes dispositions utiles pour consulter les organisations non gouvernementales qui s'occupent de questions relevant de sa compétence.

Ce même Conseil a ultérieurement précisé qu'une ONG *est* «une organisation qui n'est pas créée par voie d'accords intergouvernementaux »¹⁷ et *qui*

n'a pas été constituée par une entité publique (...), même si elle accepte des membres désignés par les autorités publiques mais à condition que la présence de tels membres ne nuise pas à sa liberté d'expression.

D'autre part l'unique convention internationale qui en traite est la convention 124 du 24 avril 1986 du Conseil de l'Europe portant sur la reconnaissance de la personnalité juridique des organisations internationales non gouvernementales. Par croisement des principes définis par ces deux textes, ainsi qu'une certaine pratique institutionnelle, les juristes retiennent pour caractéristiques de l'ONG (en fait de l'OING, organisation internationale non gouvernementale) :

- un but non lucratif d'utilité internationale,
- une création par un acte relevant du droit interne privé d'un pays,

¹⁶ Dictionnaire *Le Robert*, 2000, Paris, p. 83.

¹⁷ Résolution 288 B (X) du 27 février 1950.

- l'exercice d'une activité effective dans plusieurs pays répartis sur plusieurs continents.

Cette définition abstraite doit être complétée par des références au droit relatif aux sociétés à but non commercial existant en droit positif national, ce qui revient, le plus souvent à assimiler les ONG aux associations, fondations et « autres institutions privées¹⁸ » dès lors qu'elles exercent une activité de dimension internationale. Certains droits nationaux reconnaissant les « associations de fait », c'est à dire constituées sur la base du seul engagement implicite de leurs membres à poursuivre une œuvre commune, la famille des ONG se trouve potentiellement fortement dilatée à une époque où les communications électroniques permettent la constitution facile de communautés virtuelles.

Une approche sociologique constate que le sigle « ONG », porté par la mode anglo-saxonne des acronymes, est utilisé pour décrire des réalités très différentes et que les médias jouent un rôle clé dans sa diffusion. La presse occidentale, qui a popularisé le sigle, oscille entre plusieurs significations : elle en fait un usage restrictif lorsqu'elle assimile le concept d'ONG au petit nombre des grandes organisations de réputation mondiale intervenant dans le domaine des droits de l'homme, de l'environnement et de l'action humanitaire. Dans un autre emploi plus récent, les médias élargissent la notion d'ONG à tous les acteurs qui participent à la contestation de la mondialisation libérale (y compris les syndicats, mouvements sociaux et même les réseaux éphémères de militants réunis autour d'un mot d'ordre) ; enfin sous la plume des journalistes, l'acronyme est souvent utilisé en synonyme de l'expression « association caritative » (petite ou grande), voire simplement d'association.

La littérature sociologique utilise d'autre part fréquemment les expressions *organisations de la société civile* et *ONG* comme équivalents. Evelyne Baumann, traitant du marché du travail au Sénégal dans le cadre d'un ouvrage consacré aux « sociétés civiles en chantier » en Afrique signale que

l'apprentissage citoyen se fait (...) à travers les nombreux regroupements à caractère plus ou moins fonctionnels et les associations de type ONG. Leur prolifération s'explique, d'un côté par la nécessité de compenser les coûts sociaux des politiques d'ajustement, de pallier l'absence des institutions de l'Etat providence et d'acheminer l'aide directement aux populations bénéficiaires¹⁹.

D'autres vont plus loin encore et considèrent les ONG comme une partie des

¹⁸ M. Merle, *Un imbroglio juridique : le statut des OING, entre le droit international et les droits nationaux*, Bulletin de l'UATI, n°1, 1996, p. 7.

¹⁹ E. Baumann, « *Marché du travail, réseaux et capital social* », in *L'Afrique des citoyens, sociétés civiles en chantier* (Abidjan, Dakar), F. Leimdorfer et A. Marie, Karthala, 2003, p. 277.

mouvements contestataires » : « L'une des curiosités du paysage actuel de l'action collective tient au caractère multiforme de ses acteurs : groupes héritiers des nouveaux mouvements sociaux ; syndicats ; associations diverses, locales ou *transnationales* ; *promoteurs de causes classiques, renouvelées ou inédites*; *organisations non gouvernementales*²⁰.

Et Isabelle Sommier se réfère à Erik Neveu pour définir « *l'action collective* » à laquelle participent les ONG comme : « Agir-ensemble intentionnel marqué par le projet explicite des protagonistes de se mobiliser de concert (qui) se développe dans une logique de revendication, de défense d'un intérêt matériel ou d'une "cause"²¹».

Le Conseil Economique et Social français, dont les composantes majeures sont les *partenaires sociaux*, syndicats et patronat, a proposé de distinguer, de façon pertinente,

la société civile, (qui) ne peut être conçue comme une simple réalité passive, réactive et diffuse, (de ce) qu'il est convenu d'appeler 'l'opinion publique' : un ensemble dynamique impliquant mouvement et initiative de la part des individus qui la constituent.

Et le CES distingue en son sein deux grandes composantes : d'une part

la société civile organisée, (qui) peut se définir comme couvrant l'ensemble des entités organisées sur une base volontaire et exprimant la volonté des citoyens de se rassembler autour de valeurs propres et de la défense d'intérêts, et de s'organiser ou d'agir en vue d'atteindre un but commun. (D'autre part) des mouvements plus ou moins spontanés et structurés qui, soit regroupent des individus liés par des centres d'intérêts communs, soit expriment des revendications protestataires dont la pérennité n'est pas assurée... (auxquels) il faut ajouter les réseaux informels qui peuvent se développer du fait des nouvelles technologies de l'information...²²

L'observation en termes de sociologie des organisations permet d'autre part de distinguer que les organisations non gouvernementales, même si elles constituent une famille en évolution perpétuelle, respectent un certain nombre de lois qui répliquent partiellement le fonctionnement d'autres systèmes institutionnels et définissent le territoire où va s'exercer une recherche d'autonomie : une organisation pyramidale sur des bases principalement nationales, structurée par des « coordinations » plus ou moins formelles qui se légitiment par leurs relations avec d'autres acteurs, un pouvoir concentré entre très peu d'individus, la construction de rapports complexes avec les États et institutions publiques, des rivalités entre elles, en particulier dans la recherche de ressources financières et l'accès à l'expression publique, des stratégies de coopération à travers des coalitions plus ou moins éphémères autour de campagnes de dénonciation ou de revendications, s'appuyant sur les médias traditionnels (intégrant leurs contraintes) et sur le réseau Internet (dont elles explorent les capacités de mobilisation), des

²⁰ I. Sommier, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation* – Champs, Flammarion, 2004, p. 25.

²¹ E. Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, La découverte, 1996, p. 10.

²² Conseil Economique et Social : *Contribution au débat* - mai 2002.

efforts de séduction vis-à-vis des intellectuels, chercheurs, et autres fabricants d'image et d'idéologie, la pratique récurrente du questionnement sur leurs rapports aux autres acteurs.

La branche de la science politique qui se consacre aux relations internationales nous enseigne que les grandes familles d'institutions intergouvernementales, dans le giron desquelles est apparue l'expression au lendemain de la Seconde guerre mondiale, manifestent à son sujet de profonds désaccords sur le sens qu'il convient de lui donner : les unes s'attachent à l'idée qu'être « non gouvernemental », c'est être d'une dimension et d'une représentativité supérieures à celles des institutions d'un pays géographiquement limité ; pour d'autres c'est, à l'inverse, être capable d'exprimer le point de vue de catégories marginales que les organismes publics négligent. Quant aux États, dont les législations sont généralement ignorantes du concept, leurs hauts responsables y recourent dans une grande variété de sens, dont le dénominateur commun semble être celui du sentiment d'altérité : les ONG sont pour eux toujours cet « autre » qui les interpelle ou les défie, souvent identifié à ou soupçonné d'être une institution étrangère.

La similitude de certaines attitudes en dépit des différences est même frappante : *Transparency International* soupçonnée par certain ministre occidental d'être financée par la CIA, et les *french doctors* régulièrement expulsés de certains pays en développement à direction autoritaire sur le motif qu'ils se livreraient à des activités d'espionnage et de propagande.

Bertrand Badie et Marie Claude Smouts, soulignant la conflictualité de celles-ci avec les États, retiennent une définition très large de la notion d'ONG :

Ces organisations peuvent être de nature religieuse et inclure alors autant les Eglises que les sectes, rivales de plus en plus marquées de l'Etat dans les espaces sociaux au sein desquels l'allégeance à celui-ci est en régression ; elles peuvent être aussi de nature séculière et regrouper des familles politiques ou syndicales, des associations de pensée ou des clubs de réflexion, des associations humanitaires, voire, enfin une infinité de réseaux de solidarité liant, par-delà les frontières, des individus sortis des mêmes universités prestigieuses et dotées d'un rayonnement international ou relevant simplement des mêmes coteries²³.

James N. Rosenau élargit encore un peu plus le concept lorsqu'il souligne la capacité d'action internationale des « *membres d'organisations sujets à l'agrégation, la mobilisation et au contrôle* ²⁴ », mais aussi des « *agrégations sans* » mobilisations éphémères et spontanées autour d'une idée, et des

²³ B. Badié et M-C. Smouts, *Le retournement du monde, sociologie de la scène internationale*, Presses de Sciences Politiques et Dalloz, 1999, p. 23.

²⁴ J-N. Rosenau, *Turbulence in world politics*, Princeton paperbacks, 1990, p. 126.

mouvements (...) agrégats d'individus et d'organisations partageant les mêmes idées qui cherchent à exercer une influence sur un ou plusieurs aspects des affaires humaines, en général sous-évaluées par le monde des autorités institutionnelles. Les mouvements peuvent avoir des leaders ou porte-parole reconnus de manière informelle, mais leur position sociale est fondée non sur une autorité déléguée mais sur l'importance 'morale' des buts poursuivis. (...) Ils tendent à être transnationaux dans leur composition et leurs objectifs

Juristes, sociologues et politistes proposent donc des définitions aussi différentes qu'extensives de l'ONG.

Une approche par le dénombrement et le classement s'avère d'autre part impossible puisque, selon les définitions, la population observable, extrêmement hétérogène, oscille entre quelques milliers à des dizaines de millions, que ses activités couvrent des champs très divers (de l'action concrète au combat pour imposer des idées) et que les scènes où elle joue différents types de parties sont multiples : champ des relations entre États et sociétés civiles nationales, organes des institutions multilatérales de dimension mondiale et régionale, manifestations qu'elles créent autour de réunions diplomatiques, médias nationaux et de dimension planétaire...

S'interrogeant sur le concept d'ONG, Marcel Merle a remarqué que c'est l'un des plus difficiles à cerner. Qualifiant cette quasi-impossibilité de définir l'organisation non gouvernementale, d'« imbroglio », il a suggéré que « l'imbroglio juridique n'est jamais le fait du hasard mais le signe des contradictions qui sont à l'œuvre au sein d'une société »²⁵. Le choix est parfois délibérément fait que des

espaces lacunaires (soient) laissés délibérément vacants en vertu d'un consensus tacite par lequel chacun s'interdirait, sous réserve de réciprocité, de porter atteinte à la marge de manœuvre dont souhaitent bénéficier les autres décideurs²⁶.

Cet avis sibyllin, proposé par l'un des maîtres de l'internationalisme français, ne pouvait qu'aiguiser la curiosité. Celle-ci s'est dirigée dans deux directions. D'abord, interroger davantage le(s) sens que les différentes sciences humaines concernées donnent à l'expression « organisation non gouvernementale » au travers d'une recherche historique sur les origines du concept. Ce travail, retracé dans un « titre préliminaire », a débouché sur l'idée que si le sigle ONG a connu le succès qui est le sien, c'est qu'il permet de décrire simultanément – en maintenant une imprécision opportune – les principales formes que revêtent aujourd'hui les mobilisations à caractère privé cherchant à exercer une influence sur la « chose publique » à la fois à l'intérieur des pays et sur la « scène internationale » de la mondialisation économique et

²⁵ M. Merle, *L'internationalité des institutions et le droit*, Pedone, 1990, p. 14.

²⁶ *Ibid.*, p. 15.

informative. Or, à une époque où la démocratie représentative, promue au cours des décennies précédentes comme le meilleur modèle politique possible, suscite doutes et contestations, « l'avènement d'une société civile constituée d'individus (...) au moins virtuellement constitués en sujets aspirant à la justice sociale, à la liberté et à la souveraineté politiques²⁷ », apparaît comme porteur d'espérance.

Dans la suite du présent document seront utilisés comme synonymes les expressions organisations non gouvernementales, organisations des sociétés civiles (ou de la société civile) et mouvements sociaux, mais aussi réseaux épistémiques d'intellectuels et de journalistes, assimilations que nous essaierons de justifier un peu plus ultérieurement. Confronté au problème rédactionnel de désigner collectivement des entités fort hétérogènes, et ayant le souci de ne pas perdre de vue le caractère composite de l'agrégat qu'elles forment, nous utiliserons d'autre part les expressions famille des ONG (ou organisations de la société civile), mouvement ONG et galaxie ONG, évitant en revanche, sauf à les utiliser dans une intention précise, les formules très en vogue dans la presse de communauté des ONG (idéalisante) et de nébuleuse ONG (dénigrante). Lorsqu'il s'agira de désigner les actions menées en commun, nous ferons appel aux expressions approximantes d'(acteur) collectif, fédération, plateforme, et, de façon plus spécifique, campagne (qui, dans le vocabulaire militant a un double sens : action collective sur une durée limitée et ensemble des organisations qui collaborent autour d'un projet collectif sur une durée non définie – exemple, l'annulation de la dette des pays pauvres).

La seconde direction inspirée par la remarque du Pr. Merle a été le souci de comprendre les différents types de rapports que construisent et entretiennent ces organisations avec leurs différents environnements institutionnels. Or elles organisent des interactions multiples avec les autres acteurs des relations internationales, au point qu'il est parfois difficile de distinguer en quoi elles sont autonomes vis-à-vis de ces derniers. D'où un double questionnement sur la « *marge de manœuvre* » dont disposent elles-mêmes les organisations non gouvernementales et sur celle qu'elles offrent aux autres acteurs des relations internationales, leur permettant d'ajuster leurs positions entre eux.

Dans le cadre de la présente étude, une ONG serait mieux définie comme une association, légale et autonome, de personnes partageant des objectifs communs et menant des actions de solidarité à l'échelle locale, nationale ou internationale.

²⁷ A. Marie, « Pas de société civile sans démocratie », in *L'Afrique des citoyens, sociétés civiles en chantier* (Abidjan, Dakar), F. LEIMDORFER et A. MARIE, Karthala, 2003, p. 45.

Le concept condition vient du latin *condicio* qui signifie la manière d'être, état d'une personne ou d'une chose, la condition humaine, circonstances extérieures dont dépendent les personnes ou les choses d'une personne ; qualité d'un objet par rapport à sa destination.

En fin, le concept socioéconomique est un adjectif qui intéresse la société définie en terme économique. En effet, socioéconomique est une branche des sciences économiques et de la sociologie qui examine l'influence des rapports humains sur l'évolution économique. Parlant de statut socioéconomique de la famille A est fonction du revenu familial, le niveau de scolarité des parents, profession des parents et le statut social dans la communauté (telles que les contacts au sein de la communauté, les associations du groupe et de la communauté ; de la perception de la famille). A contrario, la sociologie économique examine les influences des relations économiques sur les groupes sociaux. Dans le cadre de ce travail, le concept socioéconomique permet d'évaluer le niveau social des groupes ou ménages bénéficiaires des actions ou œuvres des ONG internationales ainsi que le niveau économique de ceux-ci. D'une manière globale, les conditions socioéconomiques selon le dictionnaire Robert sont des situations d'existence des êtres vivants, il s'agit dans le cas d'espèces des êtres humaines. C'est aussi l'ensemble des conditions de vie d'une population d'une région donnée. De manière détaillée, les conditions socioéconomiques sont des facteurs de bien être qui sont une alimentation suffisante, de l'eau potable, un abri sûr, de bonnes conditions sociales et un milieu environnemental et social apte à maîtriser les maladies infectieuses.

5. Cadre théorique

La théorie qui explique l'appui des organisations internationales aux populations dans le cadre dudit travail est la théorie de la dépendance. La théorie de la dépendance met en lumière les phénomènes d'accumulation des pays développés aux dépens des pays en développement. Les auteurs de la théorie de la dépendance (Samir Amin, André Gunder Frank, Pierre Jalée, Enzo Faletto, etc.)²⁸ d'inspiration marxiste proposent notamment les concepts d'échange inégal et de la division internationale pour expliquer le cycle de la dépendance économique des pays en voie de développement par rapport aux pays dits développés. La théorie de la dépendance touche à la fois aux dimensions interne et externe de l'exploitation des sociétés qu'elle analyse. C'est-à-dire qu'il ne s'agit pas simplement de montrer les mécanismes de l'exploitation capitaliste des pays en voie de développement par des sociétés transnationales et multinationales, mais également de démontrer que le système d'exploitation capitaliste des

²⁸ J. Adda, *La mondialisation de l'économie*, Tome I : Genèse, Paris, La découverte, 1996, p. 124.

économies nationales des pays dominés sert de support et de relais à l'exploitation capitaliste et monopolistique par des firmes internationales Gilbert Rist affirme qu'il s'agit « de penser le rapport développement et sous-développement de manière globale, dans une perspective historico-structurale, pour montrer que la domination externe est relayée par une domination interne et que les classes (ou les alliances de classes) au pouvoir changent en fonction de la structure interne des économies »²⁹. Il y a donc dans cette optique un phénomène de lutte entre les classes sociales pour la domination et la direction de la société et les luttes à l'intérieur de chaque formation sociale se caractérisent par le mode de production de chacune des sociétés concernées (précapitaliste, capitaliste, etc.)

La théorie de la dépendance a constitué pendant plusieurs années la réponse des théoriciens des pays en voie de développement ainsi que des auteurs marxistes au système d'accumulation capitaliste mondiale. Cependant, cette théorie a fait l'objet de plusieurs critiques, notamment parce qu'elle ne remettait pas fondamentalement en cause l'économisme du système capitaliste fondé sur la croissance ininterrompue de l'économie³⁰.

De plus, le concept de dépendance d'une société par rapport à une autre est de plus en plus difficile à prouver, dans une économie mondiale comme celle qui s'est développée à l'échelle planétaire, où l'ensemble des sociétés sont dépendantes sinon l'une de l'autre, à tout le moins du système global des échanges.

Malgré ces critiques, l'analyse de la dépendance se retrouve encore dans plusieurs théories qui tentent d'expliquer l'évolution de l'économie. Notamment, les explications des historiens Fernand Braudel et Immanuel Wallerstein, que nous avons utilisées dans cet essai pour mieux comprendre l'évolution de l'économie-monde, font référence à cette idée de régions-centres alimentées par la périphérie. Wallerstein montre également le rôle des régions semi-périphériques dans le système de l'accumulation mondiale. Mais ce qui nous semble important et novateur dans la vision de Wallerstein, c'est que la périphérie n'est pas en dehors de l'économie-monde, elle fait partie de ce système intégré d'échanges à l'échelle mondiale où la conquête des marchés est toujours de plus en plus importante³¹.

²⁹ G. Rist, *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1996, p. 462.

³⁰ M. Beaud, « Soumission croissante des sociétés à l'économie : fatalité économique ou responsabilité humaine ? », in J.-L. Klein et al. (dir.), *Au-delà du néolibéralisme : quel rôle pour les mouvements sociaux ?*, Sainte-Foy, PUQ, 1997, p. 61.

³¹ F. Braudel, *La dynamique du capitalisme*, Paris, Ed. Arthaud, Flammarion, coll. Champs, 1985, p. 120.

Dans le même sens, Luc-Normand Tellier parle des concepts de centre et de périphérie mis de l'avant par de nombreux auteurs (Wallerstein, Braudel, et Hohenberg et Lees) et qui constituent les premiers éléments pour expliquer la réalité des corridors historiques du développement³². Ces corridors du développement, élaborés par Braudel et Wallerstein, montrent que la diffusion du développement à l'échelle mondiale se dessine selon des trajectoires bien précises où certaines régions jouent un rôle central, alors que d'autres espaces deviennent excentriques³³.

La théorie du centre et de la périphérie apparaît ainsi encore de nos jours une analyse importante pour comprendre les trajectoires de l'économie-monde et l'existence des régions excentriques. En ce sens, la théorie de la dépendance a donné lieu à une version applicable à l'analyse des inégalités régionales dans les sociétés dites développées. Elle porte le nom d'analyse centre-périphérie. Cette analyse a permis de mettre en lumière les phénomènes de disparité entre les différentes régions d'un même pays, où les disparités entre les régions du centre et les régions périphériques sont très importantes³⁴.

D'ailleurs, un des points saillants de l'analyse centre-périphérie de Bookchin Murray est de démontrer comment les dimensions techniques, institutionnelles et culturelles sont au cœur du rapport d'inégalité entre le centre et la périphérie. Il affirme ainsi : « Au cœur du clivage centre-périphérie, on trouve une domination des sociétés innovatrices (l'innovation n'étant pas seulement technologique mais aussi institutionnelle) ; seuls les centres ont un pouvoir sur leur propre développement, les périphéries, inaptées à l'innovation, sont soumises à des décisions venant des centres »³⁵.

Au-delà des disparités économiques et sociales, l'analyse centre-périphérie appliquée aux territoires régionaux montre les mécanismes de la domination des régions centrales pour régir l'ensemble des sphères de la société, notamment au plan institutionnel. Cela contribue à faire des régions périphériques des territoires soumis aux volontés des régions centrales, ce qui

³² L. N. Tellier, « Le Québec et ses régions à l'intérieur de la dynamique spatiale de l'économie mondiale », in M.-U. Proulx (dir.), *Le phénomène régional au Québec*, Sainte-Foy, PUQ, 1996, p. 17.

³³ I. Wallenstein, « La crise comme transition », in M.-U. Proulx (dir.), *La Crise, qu'elle crise ?* Paris, Maspéro, 1982, p. 333.

³⁴ R. Reich, *L'économie mondialisée*, Paris, Dunod, 1993, p. 22.

³⁵ Bookchin et Murray *Une société à refaire*, Montréal, Éditions Écosociété, 1993, p. 45.

a évidemment des conséquences sur les conditions sociales et économiques des personnes vivant en région³⁶. Cependant, il est nécessaire de déterminer le cadre géographique.

6. Délimitations du sujet

Dans cette partie du travail, il s'agit de présenter le cadre géographique et humain.

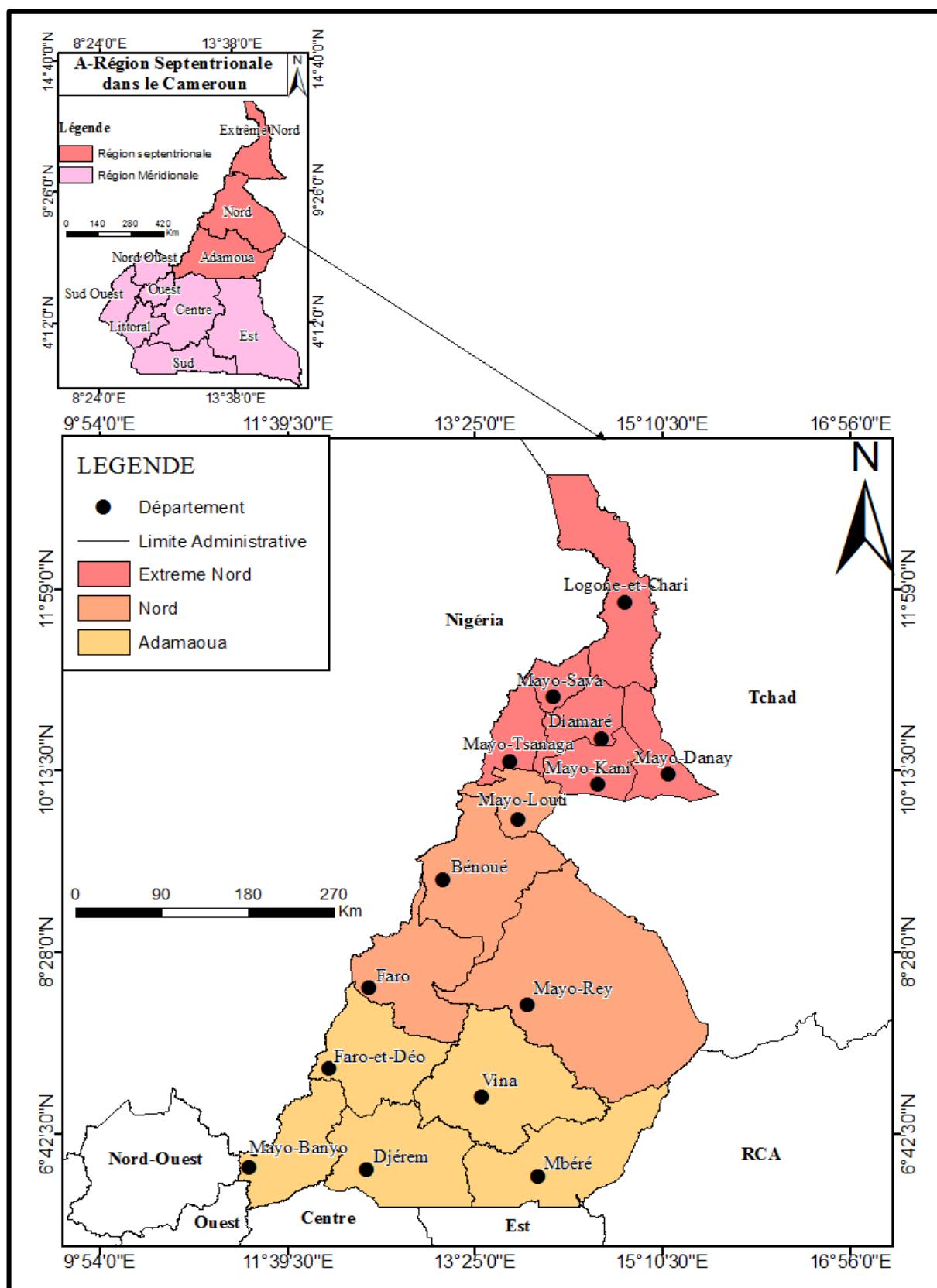
a) Cadre géographique

Sur le plan spatial, notre sujet traite de l'action des ONG œuvrant dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun. Nous nous limiterons ainsi à cet espace géographique qui mérite d'être présenté. L'Extrême-Nord est la région la plus septentrionale de la République du Cameroun. Cette partie du territoire camerounais, initialement appelée province de l'Extrême-Nord, devient région de l'Extrême-Nord avec l'abolition en 2008 des provinces au Cameroun. Avec Maroua comme chef-lieu, la région de l'Extrême-Nord constitue, l'une des régions les plus peuplées du Cameroun, mise à part les deux grandes métropoles Douala et Yaoundé. Situé du 10° au 13° degré de latitude Nord et du 13° au 15° de longitude Est, la région s'étire sur près de 325km, des pays soudanais jusqu'aux improbables rivages du lac Tchad. Elle est limitée à l'Est par le Nigeria, à l'Ouest par le Tchad et au Sud par la région du Nord³⁷. Ci-dessous la carte du Cameroun situant la région de l'Extrême Nord du Cameroun en rose

³⁶ D. Goulet, « Développement mondial : stratégies éthiques », in J. Dufour, J.-L. Klein, M.-U. Proulx et A. Rada-Donath (sous la direction de), *L'éthique du développement : entre le l'éphémère et le durable*, Chicoutimi, GRIR/UQAC, 1995, p. 77.

³⁷ C. Seignobos, *Atlas de la province de l'Extrême-nord*, Paris, IRD, 2000, p. 24.

Carte 1 : Localisation de la zone d'étude : l'Extrême Nord du Cameroun en rose



Source : réalisée à partir des données de l'Institut National de la Cartographie.

Selon le rapport de PNUD³⁸, la situation humanitaire dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun reste toujours préoccupante en raison de la persistance de l'insécurité liée aux violences de groupes extrémistes armés. Cela entraîne d'importants mouvements de population. Ces déplacements concernent essentiellement des mouvements à l'intérieur du Cameroun, les populations des zones frontalières se déplaçant vers des zones plus sûres plus à l'intérieur du département ou à proximité d'une caserne militaire. Selon le dernier rapport de l'OIM³⁹, sur le suivi des déplacements de populations dans la région, le nombre de déplacés dans la région de l'Extrême-Nord était estimé à 494,144 individus (dont 321,886 Population Déplacée Interne (PDI), 48,769 réfugiés hors camp et 123,489 retournés) soit une augmentation respectivement de 8% pour les PDI, 6% pour les retournés et 3% pour les réfugiés hors camp par rapport au round 19 (Décembre 2019). 89 % de ces déplacements sont liés au conflit armé, 11% aux catastrophes naturelles (sécheresse, inondations) et moins de 1% aux conflits intercommunautaires. Selon le rapport d'action contre la faim⁴⁰, le département du Logone et Chari par sa situation frontalière avec le Nigeria et le Tchad, est l'un des plus affectés par ces mouvements de populations dus pour la plupart à des attaques récurrentes de *Boko Haram*. Il concentre à lui seul 41% du total des personnes déplacées dans la région et ces déplacés représentent 41% de la population totale du département. Ces importants mouvements de populations en nette augmentation exercent ainsi une pression supplémentaire sur les maigres ressources disponibles et sur les services sociaux de base.

Le système d'alerte précoce aux crises humanitaires et aux désastres de l'Union Européenne de Septembre 2020 donne le plus important score de risque à la région de l'Extrême-Nord comparé aux autres régions du Cameroun : une exposition plus importante aux hasards climatiques et humains, une vulnérabilité socio-économique des ménages et des personnes à risque très élevé (enfants de moins de 5 ans, femmes et personnes âgées) et un faible potentiel d'adaptation des ménages face aux crises. De plus, l'accès à l'eau potable demeure un problème majeur surtout pour les personnes déplacées. Face à cette situation, l'État camerounais et la communauté internationale se sont mobilisés et ont apporté des réponses pour sauver la vie des populations victimes et fragilisées⁴¹.

³⁸ PNUD, (2020), « Rapport sur le développement humain », PNUD, p. 24.

³⁹ Organisation Internationale pour la Migration.

⁴⁰ ACF, (2020), p. 22.

⁴¹ <https://fews.net/fr/west-africa/cameroon/food-security-outlook-update>, consulté le 04 novembre 2021.

b) Cadre temporel

Les bornes chronologiques de ce sujet sont 1990 à 2020. En effet la borne supérieure 1990 renvoie à la promulgation de loi n°90/050 du 19 décembre 1990 portant sur la liberté d'association qui favorise l'éclosion de plusieurs regroupements au sein de la société civile camerounaise, et c'est une date à laquelle les termes : association, œuvre sociale privée, comité de développement et organisation non gouvernementale se sont installés de manière significative dans le langage des Camerounais. Et la borne inférieure 2020 marque la période où nous avons mené nos recherches sur la question de l'impact des ONG dans cette partie du pays notamment la région de l'Extrême-Nord.

7. Revue de la littérature

La question de la contribution des ONG internationales sur les conditions socioéconomiques des populations a été abordée par une kyrielle d'auteurs et des personnalités avec des acceptations variées.

Cependant, au-delà du caractère disparate de ces interventions et publications, il se dégage très souvent un point de convergence.

Yves Faur⁴² s'est penché sur le rôle des ONG dans le développement. Il relève dans son analyse que les organisations non gouvernementales (ONG), ayant longtemps et essentiellement agi dans l'urgence humanitaire en réponse à des situations ponctuelles de détresse, se sont progressivement impliquées dans le champ des interventions économiques et sociales pour le développement. Parallèlement elles sont sorties de la discrétion qui, à un moment, a accompagné leur vocation altruiste en imposant leur identité et en manifestant leurs conceptions propres dans le monde des bailleurs et acteurs du développement.

Jean Pierre Golle⁴³ présente la contribution des ONG dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en Europe. Il démontre que les activités des ONG dans la lutte contre la pauvreté sont variées, de l'aide d'urgence aux personnes en détresse, à l'accompagnement et au soutien à long terme pour permettre aux personnes de se reconstruire si nécessaire et de retrouver leur place d'acteurs dans la société et ainsi recouvrer leur droit fondamental à une vie digne. Les ONG luttent aussi pour sensibiliser le public et mobiliser tous les acteurs de la société

⁴²Y., Faur, (1998), « Les ONG : de l'action à la recherche, de la compréhension à la banalisation », in J-P Deler (dir) *ONG et développement*, Karthala, ORSTOM.

⁴³J-P. Golle, (2007), *La contribution des ONG dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, Conférences des OING de conseil de l'Europe, p. 17.

pour faire des propositions et éradiquer la pauvreté. Les ONG travaillent souvent en partenariat avec des personnes vivant en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, et avec des organismes publics et les structures de quartiers ou locales pour faciliter l'accès des personnes aux différents services sociaux.

Barbieri et al⁴⁴, font état de l'exode rural au Cameroun. Ils révèlent dans leur analyse que ce sont les mauvaises conditions socioéconomiques (précarité, insécurité, paupérisation) qui sont à l'origine de l'émigration des jeunes vers les centres urbains. C'est dans la perspective de l'amélioration des conditions de vie des populations que s'inscrivent les actions des ONG internationales dans la région de l'Extrême-Nord.

Eric de Monval⁴⁵, s'intéressant à la question des ONG, montre que la plus grande valeur ajoutée des ONG internationales en situation d'urgence réside dans leur capacité à cumuler présence de terrain et présence « globale » via les innombrables forums internationaux, conférences, réunions, etc., avec à chaque fois, quand elles font bien leur travail, une intensité significative, le tout en gardant une taille relativement réduite par rapport notamment à des acteurs institutionnels. Un tel rapport poids/puissance leur permet de produire un impact positif direct auprès des populations concernées. Cet impact, pour se matérialiser, exige d'abord une pertinence aux deux bouts de la chaîne : une vraie présence sur le terrain, au plus près des populations concernées ; une voix audible au niveau international, c'est-à-dire appuyée sur des messages spécifiques et éclairants concernant la situation sur le terrain. Les ONGI doivent de ce point de vue, en permanence veiller à la cohérence entre les messages relayés globalement et les activités menées sur le terrain. Une telle démonstration quoique ne portant pas spécifiquement sur CARE et PLAN nous servira à comprendre les forces des actions des ONG dans notre aire d'étude.

Gérard Perroulaz, analysant le rôle des ONG dans la politique de développement⁴⁶, montre que les ONG occidentales tirent force de leur partenariat avec les ONG des pays en voie

⁴⁴ C. Barbieri *et al*, (1978), « L'exode rural au Cameroun », Travaux et Documents de l'ISH, N°11.

⁴⁵E. Monval, (2015), *Valeur ajoutée et limites des ONG internationales dans deux crises "non-traditionnelles*, ACP, Liberia, Ahttps://grotiusfr.cdn.ampproject.org/v/s/grotius.fr/valeur-ajoutee-et-limitesdes-ong-internationales-dans-deux-crisenontraditionnelles/amp/?usqp=mq331AQKKAFQArABIACAaw%3D%3D&_js_v=a6&_gsa=1#referrer=https%3A%2F%2Fwww.google.com&csi=0&share=https%3A%2F%2Fgrotius.fr%2Fvaleur-ajoutee-et-limites-des-ong-internationales-dans-deuxcrises-non-traditionnelles%2F, consulté le 12 décembre 2021.

⁴⁶ G. PERROULAZ, (2004), « Le rôle des ONG dans la politique de développement : forces et limites, légitimité et contrôle », *Annuaire suisse de politique de développement*, no 23, vol 2.pp. 9-24. <https://doi.org/10.4000/aspd.446>, consulté le 08 décembre 2021.

de développement. Du fait qu'elles sont proches des populations bénéficiaires, ces ONG seraient particulièrement bien placées pour participer aux programmes de lutte contre la pauvreté. L'auteur renchérit en disant que la loi sur la coopération de 1976 indique que l'aide doit être destinée en priorité aux pays, populations et régions les plus pauvres, ce qui légitime le soutien financier de la Direction du développement et de la coopération à des programmes gérés par des œuvres d'entraide. Le professionnalisme et les réussites incontestables de nombreux programmes sont menés au Sud par les ONG. Si certaines ONG ont de la peine à dépasser un niveau très local (ou souhaitent volontairement être efficaces localement), d'autres grandes ONG peuvent toucher des dizaines de milliers de personnes avec leurs programmes dans les domaines de la santé, de l'éducation et du développement rural. Bien que cette étude ne se focalise pas spécifiquement sur le territoire d'étude, l'analyse que l'auteur fait de la question nous permettra de comprendre leur proximité avec les populations vulnérables dans notre zone d'investigation. L'action des ONG consiste à apporter une aide médicale et financière. Ces ONG approvisionnent l'hôpital confessionnel en traitements antirétroviraux, en matériel pour les bilans, et peuvent aussi régler les ordonnances de patients démunis. Elles apportent également un appui aux patients notamment en créant un centre de prise en charge globale pour le suivi psychosocial des patients et le dépistage. Elles organisent enfin des formations dans le département. Dans ce sillage, l'auteur parle aussi de la Banque mondiale qui, elle aussi a mis en place un programme au Bénin. Son « Projet plurisectoriel de lutte contre le sida » vise à développer des actions de sensibilisation dans toutes les communautés du pays. Les ressources de ce projet lui ont permis de développer une aide financière aux patients séropositifs, mais de manière assez sporadique. Les organisations caritatives et les hôpitaux confessionnels jouent un rôle très important dans le système de santé publique du pays, de par leur vocation à pallier les carences de l'État en s'occupant des patients les plus démunis.

Atsuyuki Kado⁴⁷ s'est intéressé aux projets et programmes d'aide humanitaire intervenant dans les localités sujettes aux exactions de la secte Boko haram dans la région de l'Extrême-Nord. Il démontre que divers organismes internationaux apportent des assistances multiformes aux populations vulnérables. Des assistances qui constituent une source de consolations aux populations victimes de la crise. Jacques FONTANEL et Yann ECHINARD, dans un article portant sur la puissance économique-politique des organisations non

⁴⁷ Atsuyuki Kado, « Etudes des filières économiques et de formation à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes », PNUD, 2018.

gouvernementales dans le monde d'aujourd'hui⁴⁸, démontrent que l'action des ONG peut, à court terme, être plus efficace du fait des moindres coûts de fonctionnement, de la facile collaboration avec les autochtones et de la réduction des considérations politiques. Cependant, la disponibilité de ressources monétaires importantes conduit les organisations non gouvernementales à engager une compétition « fratricide » pour le recueil des financements, qui ne déroge guère aux principes de la concurrence sur les marchés internationaux. L'analyse de ces auteurs est d'un grand intérêt dans la mesure où elle nous permettra de comprendre les enjeux des appuis des ONG.

Le bulletin d'information de MSF de 2017 concernant les réalisations de l'organisation montre que les MSF opèrent sur le sanitaire, viennent en appui aux hôpitaux en termes d'approvisionnement en médicaments, en camions ambulance, etc. Tout ceci en vue de venir en aide aux populations réfugiées ainsi qu'aux populations hôtes ayant besoin d'une assistance humanitaire. Ces œuvres bien qu'elles ne soient pas opérées par les PLAN et CARE, nous permettent de comprendre les secteurs dans lesquels les ONG œuvrent et l'importance de leurs appuis dans l'amélioration des conditions d'existence des populations⁴⁹.

Abdou Touré Cheaka et Florentin Nangbé, parlant de rapport entre les ONG et le secteur informel en Afrique démontrent que les organisations non gouvernementales de par leurs appuis multiformes sont importants pour le secteur informel dans la mesure où elles viennent en appui aux acteurs des secteurs informels à travers des dons, de financements et d'accompagnements multiformes nécessaires au démarrage et au développement de ce secteur. Cette analyse quoi que globalisant parce qu'elle concerne la relation entre les ONG internationales et le continent africain nous permettra de comprendre que l'importance de ONG réside plus dans la réduction de la pauvreté⁵⁰.

⁴⁸ J. Fontanel et Y. Echinard, « La puissance économique-politique des organisations non gouvernementales dans le monde d'aujourd'hui », https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2009/12/49_Fontanel_Echinard_ONG.pdf, consulté le 29 novembre 2021.

⁴⁹ MSF, (2017), « Bulletin d'information Janvier-février », https://www.msf.fr%2Fsites%2Fdefault%2Ffiles%2F2018-03%2Frapport-annuel-msf-2016-2017.pdf&usg=AOvVaw31g6KXejm8XDOUOihG_QKE, consulté le 29 novembre 2021.

⁵⁰ Aboudou Toure Cheka Et F. Nangbe *Les ONG et le secteur informel en Afrique : quels types de relations et pour quel but ?*, 1998, https://url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwjA1ezl3730AhUY_6QKHZA-A5gQFnoECBAQAO&url=https%3A%2F%2Fpubs.iied.org%2Ffr%2F8751FIIED&usg=AOvVaw3yRRA5GCLjJ7jJZT_fVIO consulté le 26 novembre 2021.

Un rapport publié par la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge⁵¹ (FICR) fait une lecture critique de la mise en œuvre de l'assistance humanitaire en Afrique. Au fil des études publiées, il en ressort que les organisations internationales œuvrant en Afrique devraient dans leur action, mettre un accent sur la prévention des crises humanitaires à travers des actions de développement plutôt que d'attendre qu'elles surviennent pour agir dans l'urgence. A cet effet, la FICR demande aux bailleurs de fonds de dédier 20 à 25 % des fonds qu'ils injectent dans la réponse aux catastrophes à la réduction des risques et au développement des communautés. S'interrogeant sur l'avènement d'un éventuel changement sur la possible amélioration de la situation après des décennies d'intervention en Afrique, cette étude s'appuie sur des exemples de réussite, des exemples de communautés africaines qui, avec le soutien des organisations internationales, ont fait des pas réels et tangibles vers la limitation de l'impact des catastrophes. Ce rapport laisse paraître de l'espoir et la conviction selon laquelle, en dépit d'un tableau quelque peu alarmiste, le succès engrangé par les Sociétés Nationales africaines de la Croix-Rouge laisse présager des lendemains meilleurs.

Toutefois, ce rapport quoi qu'il fasse allusion à la mise en œuvre des projets humanitaires en Afrique en général, traite particulièrement de la situation de certains pays de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest, ce qui nous paraît peu représentatif pour tout le continent. D'autre part, nous y remarquons la non prise en compte de l'inter-culturalité comme un outil d'échange de bonnes pratiques entre les acteurs du développement, de l'humanitaire ainsi que les populations victimes des catastrophes ; certaines expériences réussies ailleurs pouvant faire l'objet d'un échange entre les acteurs de la solidarité (organisations humanitaires, organisations de développement, populations locales...).

Une autre étude effectuée au Maroc par le Ministère du Développement Social, de la Famille et de la Solidarité sur les associations de développement⁵² nous a permis d'élargir nos connaissances sur le fonctionnement, le rôle des acteurs non étatiques que sont les ONG dans le processus de développement. Ce rapport soulève un certain nombre de questionnements sur le fonctionnement des associations de développement, leurs domaines d'intervention, leurs actions, les ressources humaines et matérielles dont elles disposent ainsi que leurs relations avec

⁵¹ Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, (2009), *État des lieux et recommandations. Faim, catastrophes, espoir : repenser l'action humanitaire en Afrique*, Rapport d'étude, 2009, <http://w3.ifrc.org/meetings/statutory/ga/ga09/Reports/177700-BiA-Report-FR-LR.pdf>, consulté le 05 février 2021.

⁵² Ministère du Développement Social, de la Famille et de la Solidarité, Royaume du Maroc, (2010), « Les associations marocaines de développement : Diagnostic, analyses et perspectives », Rapport d'étude, p. 25.

les partenaires au développement. Ce rapport nous a permis de mieux appréhender le diagnostic à effectuer sur l'action des ONG internationales au Cameroun et particulièrement dans la région du Centre. Toutefois, un point très important à considérer dans les actions de développement concerne les relations ONG /associations et les populations bénéficiaires. L'on est donc en droit de s'interroger sur la place accordée à la prise en compte des connaissances des populations qui bénéficient des actions de développement, dans notre cas, celles de la région de l'Extrême-Nord Cameroun.

Kaltoumi Hamani et Fatouma Zara Laouan⁵³ se sont intéressées à l'évaluation d'impact Genre de la réponse de CARE à la crise du Bassin du Lac Tchad au Cameroun, au Niger et au Tchad. Il ressort que l'approche d'intégration du genre par les pays consiste à analyser et à prendre en compte la dimension genre dans toutes les phases de la mise en œuvre de la réponse selon le cycle de l'action humanitaire ainsi que l'évaluations des besoins avec la conduite des analyses rapides genres qui aident à concevoir et à mettre en œuvre des réponses sensibles au genre à travers l'intégration du genre de façon transversale dans les réponses des secteurs et des interventions spécifiques qui adressent les inégalités de genre et la protection. Cette démonstration quoique portant sur un seul domaine d'investissement de CARE, nous permettra de comprendre les actions de CARE en matière de l'approche genre dans la région de l'Extrême-Nord.

Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS⁵⁴, s'intéressant aux enjeux des ONG dans les pays en voie de développement démontre que les ONG de par leur financement, leur récupération militaire ou de par l'utilisation diplomatique de l'aide, les risques d'instrumentalisation par les pouvoirs en place s'échelonnent tout au long du chemin qui conduit des pays de sièges jusqu'aux terrains d'interventions. De ce pont de vue, les ONG n'ont jamais réussi à s'affranchir complètement de leur environnement politique, que ce soit dans des systèmes démocratiques au Nord ou des régimes autoritaires au Sud. Le fait que les ONG soient de plus en plus nombreuses et visibles dans le paysage médiatique ne signifie pas qu'elles soient davantage susceptibles d'être manipulées individuellement par les institutions gouvernementales. Cette démonstration portant sur toutes les ONG occidentales nous permettra de comprendre les différents enjeux liés aux actions des Organisations non gouvernementales.

⁵³ Kaltoumi Hamani Et Fatouma Zara Laouan, « Evaluation d'impact Genre de la réponse de CARE à la crise du Bassin du Lac Tchad au Cameroun, Niger et Tchad », CARE, 2018.

⁵⁴ M-A Pérouse De Montclos, *Pour un développement « humanitaire » ? Les ONG à l'épreuve de la critique*, Marseille IRD, 2015.

Au total, les documents énumérés ci-dessus offrent des informations certes intéressantes, mais parcellaires à ce sujet. C'est la raison pour laquelle nous avons combiné les aspects abordés avec les données du travail de terrain pour donner corps à ce sujet. Ainsi présentée la revue de la littérature, il s'avère indispensable de plancher sur la question principale qui sous-tend le travail.

8. Problématique

C'est une lapalissade de dire que la région de l'Extrême-Nord est la région la plus pauvre du pays. Une pauvreté qui se traduit par la promiscuité, la précarité, la faim. Une situation difficile est accentuée par les exactions de la secte *Boko haram* qui ne cessent de semer la terreur au sein des populations locales notamment les zones transfrontalières. Cette atmosphère difficile qui se traduit par le déplacement des jeunes non scolarisés vers les grandes métropoles pour la recherche du mieux-être. Conscientes de la vulnérabilité des populations locales, les ONG telles que : Oxfam et Sald essaient tant bien que mal de venir au secours des populations afin de trouver une solution durable et d'envisager des mesures avant-gardistes pour prévenir des éventuels crises dans le futur à travers des apports multiformes pour améliorer leur quotidien⁵⁵. Toute chose qui nous amène à nous questionner : En quoi les investissements des ONG ont-ils impacté les conditions de vie des populations ? Les réalisations faites peuvent-elles être durables ?

9. Objectif de recherche

a) Objectif général

Le présent travail vise à analyser l'impact des ONG internationales sur les conditions socio-économiques des populations de l'Extrême-Nord Cameroun.

b) Objectifs spécifiques

- Présenter les appuis des ONG internationales dans l'amélioration des conditions de vie de populations de l'Extrême-nord
- Analyser les enjeux de l'intervention des ONG internationales dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun
- Présenter les forces et limites des actions des ONG internationales dans la région de l'Extrême-Nord.

⁵⁵ M-A Pérouse De Montclos, *Pour un développement ...*, p. 12.

10. Hypothèses de recherche

Notre travail comporte deux hypothèses dont une principale et des hypothèses spécifiques :

a) Hypothèse générale

Les ONG internationales par leurs actions au quotidien impactent les conditions socio-économiques des populations de l'Extrême-Nord Cameroun depuis plus de 3 décennies.

b) Hypothèses spécifiques

- 1- Les appuis multiformes des ONG internationales améliorent les conditions de vie de populations de l'Extrême-nord dans de nombreux domaines.
- 2- L'intervention des ONG internationales a des enjeux sociaux, économiques et stratégiques dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun
- 3- Les actions des ONGs internationales ont des forces et limites dans la région de l'Extrême-Nord
- 4- Les appuis des ONG internationales dans la région de l'Extrême-Nord ont des forces et limites.

11. Méthodologie

La conduite de ce travail nécessitera l'adoption de plusieurs paramètres et l'exploitation judicieuse des sources tant écrites qu'orales.

a) Collecte des données

Elle s'est appuyée sur les sources écrites et orales. Les sources écrites sont constituées des rapports, des articles de revue et les périodiques. C'est ainsi que nous avons effectué des visites dans les centres de documentation susceptibles de nous fournir des informations sur notre thème. Notamment : la bibliothèque centrale de l'université de Yaoundé 1 ; le centre de documentation de l'université de Maroua ; le Ministère de la recherche scientifique et de l'innovation ; les archives régionales de l'Extrême-Nord. La documentation ainsi définie nous a permis d'avoir accès à la littérature générale développée autour de la question que nous sommes appelés à traiter et à aborder aussi notre problématique dans une perspective évolutive.

En plus, des documents d'archives et des ouvrages, un intérêt particulier est accordé aux enquêtes de terrain dont la richesse est également de grande importance. Ces enquêtes orales

nous ont permis d'enrichir notre travail et de combler les lacunes et autres insuffisances constatées dans la collecte des données.

De même, nous nous sommes intéressés aux sources électroniques qui n'ont pas été d'une nécessité moins importante à l'édification de ce travail.

b) Difficultés rencontrées

La réalisation de ce travail n'a pas été facile, nous nous sommes confronté à plusieurs difficultés.

La première difficulté est liée au relief de certaines zones du département. Le relief est jonché des plateaux, des plaines et des montagnes. Ce relief ne nous a pas facilité de sillonner facilement dans plusieurs contrées pour rencontrer les informateurs. De ce point de vue, il a fallu à certains endroits monter des plateaux et des montagnes pour trouver les informateurs. Cette situation nous a contraint à multiplier des descentes, question de récolter assez des témoignes auprès des informateurs. C'est pourquoi à des moments, on a été contraint de louer un moyen de mobilité (moto) pour de sillonner les contrées.

La seconde difficulté résulte de l'insécurité qui sévit dans le département. Cette situation ne nous a pas permis de sillonner certaines contrées frontalières avec le Nigéria où nous n'avons pas pu mettre les pieds.

c) Traitement et analyse des données

Pour traiter les informations recueillies, nous nous sommes efforcé de confronter (en faisant preuve d'impartialité et d'objectivité) les informations d'une même source entre elles d'abord, puis aux informations d'autres sources afin de faire jaillir la vérité lorsqu'on était en face des données contradictoires. Une telle analyse a nécessité une approche pluridisciplinaire, synchronique, diachronique et participante. La pluridisciplinarité a permis de mettre en exergue le regard que porte le sociologue, l'anthropologue, le juriste, le géographe sur la problématique de l'apport des ONG dans l'amélioration des conditions de vie des populations de l'Extrême-Nord. L'approche synchronique rentre en droite ligne des événements ayant entraîné une influence certaine et directe sur les conditions de vie des populations dans la région de l'Extrême-Nord. La méthode diachronique, elle, nous a aidé à connaître l'évolution de vécu quotidien des populations de l'Extrême-Nord dans le temps. Ainsi, après avoir catégorisé les informations recueillies sur le terrain, il n'est question qu'à les affecter aux différents chapitres

du travail ; mais aussi à rejeter celles qui seront moins pertinentes ainsi que celles qui ne seront pas en convergence avec les objectifs de la recherche.

12. Nomenclature du travail

Le premier s'attèle à présenter le panorama de quelques organisations non gouvernementales et les organisations opérant dans la région de l'Extrême-Nord se donnent pour mission de participer au développement socio-économique des localités dans lesquelles elles exercent leurs activités.

Le deuxième chapitre planche sur les partenaires du CARE et du PLAN dans la région de l'Extrême-Nord. Ces partenaires se déclinent en État, Organisations internationales non gouvernementales, organisations internationales et populations locales.

Le troisième chapitre met en exergue les actions du PLAN et CARE dans la région de l'Extrême-Nord. Il est question d'analyser les divers domaines dans lesquels ces organismes internationaux non gouvernementaux interviennent.

Le quatrième chapitre s'intéresse aux enjeux des actions du PLAN et du CARE dans la région de l'Extrême-Nord. Il s'agit de montrer les différentes critiques formulées à l'endroit des ONG du fait qu'elles sont très souvent perçues comme des instruments au service des intérêts des pays occidentaux.

Le cinquième chapitre s'attèle sur les forces et faiblesses du PLAN et CARE. Il s'agit des manquements et des mérites des actions de ces organisations dans la région de l'Extrême-Nord.

**CHAPITRE I : PANORAMA DES ONG INTERVENANT
DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD CAMEROUN**

Dans ce chapitre, il est question d'une part de nous atteler sur quelques organisations non gouvernementales opérant dans la région de l'Extrême-Nord et d'autre part nous nous penchons sur les généralités et les objectifs des ONG PLAN et CARE

I- UN PROFIL PLURIEL DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON GOUVERNEMENTALES PRÉSENTES DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD CAMEROUN

Les organisations non gouvernementales se donnent pour mission de participer au développement socio-économique des localités dans lesquelles elles exercent leurs activités. Leurs actions sont souvent plus visibles à travers des interventions dans des zones de conflit, des régions de forte crise alimentaire ou suite à des catastrophes naturelles¹. Elles viennent ainsi en aide aux victimes et leur apportent l'assistance d'urgence et les secours de première nécessité à travers l'aide médico-sanitaire, alimentaire, sécuritaire, logistique... Dans le cas du Cameroun, il s'agit en fait de la condition préoccupante de la sécurité alimentaire dans la région de l'Extrême-Nord qui court un risque de crise sécuritaire et alimentaire sérieux⁵⁰.

Au regard du tableau ainsi brossé, l'on pourrait s'interroger sur la nécessité et l'opportunité de la présence des ONG dans la région de l'Extrême-Nord. Les institutions étatiques bénéficient de l'expertise de ces structures ainsi que des financements qu'elles mobilisent afin de mener avec force et pertinence les actions définies par le gouvernement dans la poursuite de ses axes prioritaires de développement². C'est justement cette forme d'assistance humanitaire que l'on retrouve principalement dans la région de l'Extrême-nord du Cameroun. Il devient dès lors capital de s'interroger sur la réalité de la participation de ces structures au développement de ladite région, de découvrir les modalités de leurs interventions et de scruter l'environnement dans lequel leurs actions sont menées.

a- Quelques ONG internationales œuvrant dans la région de l'Extrême-Nord

Les ONG qui œuvrent dans la région de l'Extrême-Nord sont multiples, nous allons nous intéresser que sur quelques-unes.

¹ Sawalda Kaldaossa, environ 58 ans Cultivateur, Mokolo, 30 août 2021.

² Aissatou Oumaté, 40 ans, Tailleuse, Tokombéré, 22 octobre 2021.

Peace Corps³ est une ONG créée en 1961 aux États-Unis d'Amérique. Les premiers volontaires de corps de la paix sont arrivés au Cameroun en 1962 à la demande du gouvernement de la République Unie du Cameroun. L'organisme commence à opérer en 1991 dans le département du Mayo-Tsanaga. L'objectif premier étant d'aider la population et de contribuer à la promotion d'une meilleure compréhension des Américains par les camerounais. C'est ainsi que depuis l'indépendance, plus de 2500 volontaires participent au développement de la communauté à la pêche en eau douce, à la formation et à l'extension de l'agriculture, au développement des coopératives et des caisses de crédit, à la formation des professionnels pour l'enseignement primaire, à la formation des jeunes fermiers, à l'enseignement de l'Anglais, des mathématiques et des sciences et à des projets professionnels. Actuellement, l'organisation s'illustre par la réhabilitation des puits dans le département. Ci-dessous le logo de Peace Corps.

Image 1 : logo de Peace Corps



Sources : <https://projet-unfra-interos-maroua-cameroun/peace-corps.us>, consulté le 22 octobre 2021.

L'Organisation Canadienne pour la Solidarité et le Développement (OCSD) est une organisation mise sur pied en 1983⁴. Dans l'Extrême-Nord en général et dans le département du Mayo-Tsanaga en particulier, l'OCSD participe au renforcement du potentiel économique de la région à travers le renforcement des capacités de gestion, d'animation économique ainsi qu'organisationnelle des actions socioéconomiques. Dans le département, l'organisation fait dans le domaine agricole, de l'élevage, de l'hydraulique et l'octroi des crédits à des activités économiques on peut la remarqué à partir de l'image ci-dessous.

³ S., Yotchou Lidam, « Les organisations non gouvernementales (ONG) et le développement durable dans l'Extrême-Nord Cameroun, depuis l'indépendance », rapport de licence en Histoire, Université de Ngaoundéré, 2000, p. 8.

⁴ S. Yotchou Lidam, « Les organisations non ... » p. 10.

Image 2 : Logo de l'OCSD



Organisation canadienne pour la solidarité et le développement

Sources : <https://nationalaids.org>, consulté le 22 octobre 2021.

L'INTERSOS⁵ est une organisation non gouvernementale internationale italienne à stature internationale, basée à Rome et opère dans l'humanitaire. Elle apporte son soutien dans différents secteurs : alimentation, l'eau potable, la santé, etc. dont l'objectif est de venir au secours des victimes des catastrophes naturelles et des violences armées. Elle opère dans la promotion des valeurs sociales notamment la dignité humaine, la justice, la solidarité, l'égalité de droit des chances ou opportunités entre les peuples, le respect des diversités, l'attention aux personnes les plus vulnérables et la cohabitation pacifique et harmonieuse entre les communautés et peuple. C'est la promotion de toutes ces valeurs qui justifie évidemment la présence ou l'intervention de l'organisation au camp de Minawao dont l'objectif est comme nous l'avons soulevé précédemment d'assister les Réfugiés victimes des exactions de la secte terroriste *Boko-haram*. Elle œuvre principalement dans le domaine de l'hydraulique à travers la réalisation des adductions en eau potable. Les actions de cette organisation sont remarquables à travers leurs insignes ci-dessous.

Présente opérationnellement au Cameroun depuis mai 2016, ALIMA (*Alliance for International Medical Action*) est une OING qui assure la prise en charge pédiatrique et nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans dans l'Hôpital de District de Mokolo, de Koza ainsi que dans le District de Santé de Makary⁶. ALIMA intervient en soutien aux structures hospitalières (Koza, Mokolo, Makary) et ambulatoires (20 centres de santé des districts de Koza

⁵<https://m.facebook.ca/notes/cicade/chef-de-projet-unfra-interos-maroua-cameroun/14863158147142821/html&hl=fr=CM>, consulté le 22 octobre 2021.

⁶ ALIMA, (2018), « Rapport Annuel », <https://alima.ngo/en/wp-content/uploads/sites/23/2019/07/Rapport-Annuel-2018.pdf>, consulté le 24 novembre 2021.

et Makary). Les interventions sont précisées et mises en œuvre en partenariat avec les hôpitaux de district, les districts sanitaires et la Direction régional de la santé publique de l'Extrême-Nord. Dans la même lancée, l'organisation assure la prise en charge hospitalière, en organisant des séances de sensibilisation à destination des accompagnants des patients hospitalisés. Ces séances consistent en un moment de démonstration de la mesure du périmètre brachial chez un enfant puis par la mise en pratique par les mères. L'ONG réalise en communauté des campagnes de formation de masse au dépistage précoce de la malnutrition en initiant une intervention de soutien aux services de santé de la reproduction dans les districts sanitaires de Koza et Makary. En ce sens, elle met à disposition les médicaments nécessaires aux consultations prénatales, accouchements et consultations post-natales, renforce les infrastructures et appuie les ressources humaines présentes dans les zones.

International Medical Corps (IMC) est une organisation qui commence à œuvrer au Cameroun en 2008 dans le souci de répondre aux besoins exprimés par le flux des Réfugiés centrafricains au niveau de la frontière de l'Est⁷. En effet, IMC vient au secours des populations sinistrées dans le domaine de nutrition, de l'eau et des services d'hygiène dans les régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord. Dans la région de l'extrême-Nord justement, IMC est présente dans le département du Mayo-Tsanaga et s'exprime par la réhabilitation des points d'eau et le soutien dans le domaine de soin aux populations vulnérables.

Action contre la faim est née d'une urgence, celle des réfugiés afghans au Pakistan qui, en 1979, fuyaient les combats. Action contre la Faim (ACF) a été fondée par un groupe d'intellectuels français dans le but d'éradiquer la faim de manière globale, durable et efficace dans le monde. Alors que jusque-là, la lutte contre la faim était intégrée dans des combats plus généraux (lutte contre la pauvreté, lutte pour la santé, etc.), les membres fondateurs ont créé une organisation spécialisée dans les problèmes de la faim. Sa mission consiste à sauver des vies par la prévention, la détection et le traitement de la malnutrition, en particulier pendant et suite à des situations d'urgence et des conflits. Elle centre son intervention sur une approche intégrée, prenant en compte divers secteurs : nutrition, santé, pratiques de soins, sécurité alimentaire et moyens d'existence, eau, assainissement et hygiène, plaidoyer et sensibilisation. En 2015, ACF-International est intervenue dans plus de 47 pays, venant en aide à environ 7 millions de personnes. En intégrant ses programmes avec les systèmes régionaux et nationaux, Action contre la Faim s'assure que les interventions à court terme deviennent des solutions à

⁷ <https://internationalmedicalcorps.org/country/Cameroun>. Consulté le 20 octobre 2021.

long terme. ACF intervient sur la base d'une analyse des besoins, de la demande et/ou des risques de malnutrition encourus par les populations, quel que soit le contexte (conflit, sous-développement, crise ou catastrophe naturelle, milieu urbain ou rural, déstructuration, etc...). Son déploiement géographique est déterminé par l'apparition des crises ou de risque de crise, et par sa pertinence technique. ACF, en concertation avec son réseau international, décide de l'ouverture et de la fermeture de ses missions sur la base des analyses précitées, afin d'optimiser ses ressources et maximiser son impact.

ACF, en concertation avec son réseau international et dans un objectif d'optimiser son action et sa pertinence, peut envisager l'ouverture de bureaux opérationnels ou régionaux, bases logistiques ou toute autre forme de présence dans les pays du Sud ou dans le reste du monde, ainsi que des partenariats ou rapprochement stratégique avec des ONGS tant locales qu'internationales. ACF agit indépendamment de toute forme de pression politique, économique ou sociale. La sélection des bénéficiaires de l'aide est réalisée sans discrimination d'aucune sorte et en premier lieu en fonction de leur niveau de vulnérabilité⁸. PUI (Première Urgence Internationale⁹) est une organisation non gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. Elle intervient pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif étant d'aider les populations déracinées dans l'urgence, en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité.

L'association mène de nombreux projets dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, la réhabilitation d'infrastructures, l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui dans divers continents en Afrique, en Asie, en Europe. Présente depuis avril 2008 au Cameroun¹⁰, elle s'est penchée sur la résolution des difficultés dans les secteurs de la sécurité alimentaire et de l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement. Les actions concernent les réfugiés centrafricains installés à l'est du pays depuis 2006 (Régions de l'Est et de l'Adamaoua) et les populations d'accueil. Les programmes sont réajustés de manière à accompagner la progressive autonomie en sécurité alimentaire de ces populations réfugiées centrafricaines dont la plupart désirent rester définitivement au

⁸ ACF, (2018), Rapport moral d'activités », [https://Rapport-moral-dactivites-2018\[1\].pdf](https://Rapport-moral-dactivites-2018[1].pdf), consulté le 23 novembre 2021.

⁹ <https://www.premiere-urgence.org/wp-VF.pdf>, consulté le 15 juillet 2021.

¹⁰ <https://www.premiere-urgence.org/Consultancy-VF.pdf>, consulté le 15 juillet 2021.

Cameroun. Le volet accès à l'eau, en parallèle des constructions et réhabilitations de forages, une grande part des activités concerne la formation (des usagers, des comités de gestion de l'eau, des responsables locaux techniques et administratifs). Des sensibilisations portant sur l'hygiène et l'assainissement sont également menées¹¹. Compte tenu de l'installation des réfugiés dans de nombreux villages de la zone, l'organisation mène une réponse ajustée à cette configuration. À l'heure actuelle, elle est gestionnaire des 7 sites de réfugiés centrafricains à l'Est et dans l'Adamaoua et mène de nombreuses activités dans les villages d'accueil de la zone¹². En 2015-2016, elle a élargi son champ d'action en ouvrant une base dans l'Extrême-Nord, à Maroua, en réponse à la crise nigériane pour intervenir en faveur des déplacés camerounais et des réfugiés nigériens en reprenant la gestion du site de réfugiés de Minawao¹³.

Le GWP-CAF est une organisation non gouvernementale, apolitique, non confessionnelle et à but non lucratif, ouverte à toutes les institutions, organisations, associations et tous les centres de recherche qui œuvrent dans la promotion des principes de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) en Afrique Centrale. Le GWP-CAF¹⁴ s'est donné pour mission de soutenir le développement durable à travers la promotion et la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau en Afrique centrale. Pour aider les pays et les partenaires à analyser plus efficacement la variabilité et les changements climatiques, et investir dans les mesures résilientes et durables d'Approvisionnement en Eau Potable, l'Hygiène et l'Assainissement (AEPHA), le GWP et l'UNICEF ont mis sur pied un document stratégique de résilience (UNICEF et GWP 2014). Pour faciliter la mise en œuvre de ce cadre stratégique au Cameroun, depuis Janvier 2017, l'UNICEF Cameroun, le Ministère en charge de l'Eau (MINEE), et le GWP Cameroun travaillent main dans la main dans le processus de mise en œuvre des actions pilotes visant à développer des outils pour assurer non seulement la disponibilité d'une eau de bonne qualité (à travers l'essai des pratiques locales de réduction de la quantité du fluor dans les eaux souterraines), mais aussi pour assurer la pérennité des infrastructures. À l'heure actuelle, le projet a permis entre autres l'identification des impacts des changements climatiques sur les services AEPHA et des mesures résilientes adéquates, l'identification et l'analyse des besoins en renforçant les capacités des acteurs clés, et la mise en place d'un système de défloration. Les résultats appuient le processus de révision des normes nationales pour l'eau potable. De 2013 à 2014, le GWP Cameroun, en collaboration avec le

¹¹ <https://www.premiere-urgence.org/> , consulté le 15 juillet 2021.

¹² *Ibid.*

¹³ *Ibid.*

¹⁴ GWP-CAF: Global Water Partnership Central Africa.

Ministère en charge de l'Environnement du Cameroun et le PNUD Cameroun, ont réalisé un projet d'amélioration de la résilience des populations des trois communautés (Wouro Messere, Djiddel et Sedek) dans le sous bassin Mayo-Tsanaga à travers la construction des systèmes des trois forages à énergie solaire pour l'approvisionnement en eau potable des populations et des bétails, et le renforcement des capacités des associations des femmes pour l'amélioration de la productivité agricole. Conscient de planifier les actions d'adaptation et d'assurer la cohérence des mesures des politiques publiques par rapport à la lutte contre les changements climatiques, le GWP a été aux côtés du Gouvernement camerounais, pour l'élaboration et la validation de son Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques (PNACC). Ce dernier est en fait un instrument de planification devant définir les actions prioritaires d'adaptation à court, à moyen et à long termes au phénomène des changements climatiques. En collaboration avec le Ministère en charge de l'Environnement, la GIZ, le PNUD, le GWP a facilité l'élaboration de la version finale du PNACC validée en Juin 2015.

MSF¹⁵ a mis en œuvre une activité d'envergure de *Water trucking* (WT) via une flotte de 10 camions variant de 6 à 25m³. L'eau des camions est collectée à une station de pompage gérée par MSF à 4km du camp, pompant l'eau d'un cours d'eau (appelé communément en langue locale mayo) grâce à des pompes, générateurs. La chloration de l'eau est faite directement sur place en injectant une solution mère de chlore (solution à 1% de chlore), ceci avant le transport en camion¹⁶.

LWF (*Lutheran World Federation*) ou la Fédération Luthérienne Mondiale est une association mondiale d'Églises luthériennes. Elle est fondée en 1947 à Lund en Suède, et compte aujourd'hui 145 Églises membres dans 98 pays. Son secrétariat international est à Genève. Elle a pris la succession des convents mondiaux luthériens qui se tenaient depuis 1923. En 1999, elle a signé avec l'Église catholique la déclaration commune sur la justification de la foi, à la suite d'un long dialogue œcuménique. En 2007, elle a exprimé des doutes sur la doctrine de l'universalité et l'unicité de Jésus-Christ. Le 31 octobre 2016, le Pape François répond favorablement à son invitation et prend part à Lund en Suède à la première journée des manifestations marquant le 500^e anniversaire de la Réforme. A cette occasion une déclaration

¹⁵ MSF, rapport des activités 2017, p. 14.

¹⁶ B. Gonne et al, *Plan de gestion des ressources naturelles et de partage de terres entre les populations d'accueil, les Déplacés, les Retournés et les Réfugiés dans les départements du Logone et Chari et du Mayo Sava Extrême-nord du Cameroun*, Centre d'Etudes de Recherche en Paix Sécurité et Intégration, PNUD, 2017, p. 21.

conjointe entre luthériens et catholiques fut signée¹⁷. Les Églises de la FLM¹⁸ sont regroupées en régions et en sous-régions qui peuvent aussi rassembler des Églises non membres.

b- Organisations des nations unies

UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance) a pour mission de défendre et promouvoir les droits des enfants, d'aider à répondre à leurs besoins, mais aussi à promouvoir leur plein épanouissement. Elle intervient dans les situations d'urgence où les droits des enfants sont bafoués à l'effet de les protéger. En collaboration avec d'autres organisations humanitaires comme JICA¹⁹, l'UNICEF vole au secours des enfants vulnérables. Tout ce dernier temps, l'UNICEF a multiplié ses œuvres caritatives dans la région de l'Extrême-Nord, à cause de la délicatesse de l'insécurité générée par la secte nébuleuse *Boko haram*. En partenariat avec ces organisations, l'UNICEF a marqué sa présence dans la région à travers la réalisation de nombreux points d'eau. De 2016 à 2017, le Partenariat National de l'Eau (PNE) du Cameroun en collaboration avec l'UNICEF Cameroun a appuyé le Ministère de l'Eau et de l'Energie du Cameroun (MINEE) dans le processus d'élaboration et de validation de la Politique Nationale de l'Eau au Cameroun.

Cette collaboration, matérialisée par le rôle du PNE Cameroun comme membre du Comité de rédaction, et chef de file pour le groupe thématique sur la « Gouvernance de l'eau », a abouti à la production de la Politique Nationale de l'Eau du Cameroun qui a été présentée et validée par les parties prenantes lors d'un atelier national organisé à Yaoundé au Cameroun, le 29 novembre 2017.²⁰ Ci-dessous le logo de l'Unicef.

¹⁷ https://fr.m.wiki/Federation_luth%25C3%25A9rienne_mondiale&hl=fr-CM, consulté le 18 juillet 2021.

¹⁸ Fédération Mondiale des Eglises Fraternelles Luthériennes.

¹⁹ Agence Japonaise de Coopération Internationale, rapport annuel, 2003, p. 51.

²⁰ RAPPORT CAMEROUN, « Étude nationale sur le financement du secteur de l'eau », Global Water Partnership Central Africa, 2010, p. 5.

Image 3 : Logo de l'Unicef



Sources : [https:// http://unicef dev.international.org/images/](https://http://unicef dev.international.org/images/), consulté le 09 septembre 2021.

Image 4 : Slogan de l'UNICEF



Source : <http://unicef dev.international.org/images/>, consulté le 09 septembre 2021.

Parmi ces organisations ainsi présentées, nous nous appesantirons sur PLAN ET CARE.

II- PRÉSENTATION DES ONG *PLAN* ET *CARE*

Il est question dans cette partie de présenter les ONG *PLAN* et *CARE* du point de vue général afin de mieux appréhender leurs origines et leurs champs d'intervention.

a- Généralité sur l'ONG *Plan* international

Avant d'analyser la généralité sur l'organisation non gouvernementale *PLAN*, il est nécessaire de remonter à son origine afin de mieux appréhender son évolution et sa mission.

Photo 1 : Le parrainage, le fondement de toute action de *Plan* International



Source : Plan international, (2018), Rapport d'activités, <http://plan-international/org/>, consulté le 19 octobre 2021.

Selon le rapport annuel d'activité 2017 du plan international Cameroun, l'origine du plan remonte à cette histoire²¹

²¹ PLAN INTERNATIONAL, « Revue annuelle mondiale », 2019, <https://www.plan-international.org>, consulté le 19 novembre 2021.

Voici mon fils. Il s'appelle José. Quand Santander tombera, je serai fusillé. Que celui qui le trouve veuille bien prendre soin de lui ». Voilà le message trouvé sur un garçon de 5 ans pendant la guerre d'Espagne. José était l'un des orphelins de la guerre civile espagnole sauvés par le journaliste britannique John Langdon-Davies et le travailleur humanitaire Eric Muggeridge, fondateurs de Plan International. Initialement connu sous le nom de « Plan de parrainage des enfants d'Espagne ».

Plan International a été fondé en 1937 dans le but de fournir nourriture, logement et éducation aux enfants comme José dont la vie avait été bouleversée par la guerre civile d'Espagne. John Langdon-Davies a alors perçu l'importance d'établir une relation personnelle entre un enfant et un parrain – un modèle centré sur l'enfant, et qui, aujourd'hui encore, constitue le principe fondamental de l'action de Plan International. Plus tard, Plan International a étendu ses activités pour porter assistance à d'autres enfants dans toutes les régions d'Europe touchées par la Seconde Guerre mondiale.

Au lendemain de celle-ci, dans les années 1950, Plan International a réduit son action en Europe et lancé des programmes dans les pays pauvres. L'organisation a fait son entrée en Afrique et en Asie dans les années 1970 afin d'aider les enfants dans le besoin, leurs familles et leurs communautés²². L'approche de Plan International en matière d'assistance humanitaire est passée des activités de secours en temps de guerre au développement communautaire à long terme axé sur l'enfant, puis à l'aide d'urgence dans les pays en développement. Ainsi, Plan International travaille avec les enfants, les familles et les communautés depuis plus de 80 ans, et a acquis une solide réputation d'acteur reconnu, crédible et bien informé sur les droits des enfants et des filles, et d'agence humanitaire mondiale hautement efficace et engagée, ayant de fortes valeurs éthiques²³.

Concernant l'objectif organisationnel, le plan International œuvre pour un monde juste qui fait progresser les droits des enfants, car chaque enfant regorge en lui de potentiel. En effet, ce potentiel est souvent étouffé par la pauvreté, la violence, l'exclusion et la discrimination, les filles étant les principales victimes. En tant qu'organisation indépendante de développement et d'aide humanitaire, l'organisation travaille aux côtés des enfants, des jeunes, de sympathisants et de partenaires pour attaquer les causes profondes des problèmes auxquels sont confrontés les filles et tous les enfants vulnérables²⁴. Le plan défend les droits des enfants de la naissance à l'âge adulte, et donne aux enfants les moyens de se préparer et de faire face aux crises et à

²² Djoubeirou Dandi, 51 ans, Fonctionnaire, Gazawa, 04 novembre 2021

²³ PLAN INTERNATIONAL, « Revue annuelle mondiale », 2019, <https://www.plan-international.org>, consulté le 19 novembre 2021.

²⁴ Aissatou Oumaté, 40 ans, Tailleuse, Tokombéré, 22 octobre 2021.

l'adversité. Il suscite des changements de pratiques et de politiques au niveau local, national et mondial, en utilisant l'influence, l'expérience et l'expertise. Depuis plus de 80 ans, Plan International noue de puissants partenariats crédibles et efficaces en faveur des enfants et est actif dans plus de 70 pays. Dans l'exercice de ses missions, l'organisme s'attelle à produire un impact significatif et durable dans la vie des enfants et des jeunes, et de promouvoir l'égalité pour les filles²⁵.

De façon générale, le plan international œuvre dans six domaines notamment :

- ✓ Éducation de qualité et inclusive ;
- ✓ Compétences et opportunités pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes ;
- ✓ Les filles, les garçons et les jeunes en tant que moteurs du changement ;
- ✓ Santé et Droits sexuels et reproductifs pour les filles et les jeunes femmes ;
- ✓ Développement de la petite enfance ;
- ✓ Protection genre-transformatrice de l'enfance.

À l'échelle nationale, les priorités du programme du plan sont :

- Faciliter l'accès des filles, des enfants vulnérables, des enfants exclus et des enfants menacés d'exclusion à une éducation inclusive de qualité, y compris dans les situations d'urgence, ainsi que l'accès à un travail décent et à l'entrepreneuriat pour les jeunes femmes au terme de leur éducation ;
- Faciliter l'accès des filles, des jeunes femmes et des jeunes hommes aux informations et aux services de santé sexuelle et reproductive, afin de leur assurer une bonne santé et de promouvoir leurs droits en matière de sexualité et de procréation, tout en donnant aux filles et aux jeunes femmes les moyens de faire des choix informés en rapport avec leur corps, leur sexualité et leur vie matrimoniale ;
- Veiller à ce que les filles, les garçons, les jeunes femmes et les jeunes hommes menacés de discrimination et de violence, vivant des circonstances difficiles, dans des situations de catastrophes ou de crise humanitaire puissent survivre et exercer leurs droits à une protection durable et soucieuse de l'égalité des sexes.

D'une manière synthétique, le secteur de la santé travaille à réduire les cas d'épidémie et à la réponse précoce des flambées des maladies²⁶. La prise en charge de cas d'épidémie est

²⁵ PLAN INTERNATIONAL, « Revue annuelle mondiale », 2019, <https://www.plan-international.org>, consulté le 19 novembre 2021.

²⁶ Djoubeirou Dandi, 51 ans, Fonctionnaire, Gazawa, 04 novembre 2021.

systématique tant parmi les réfugiés qu'au sein de la population locale. Des campagnes de vaccinations de routine sont organisées. Le secteur santé veille aussi à améliorer la qualité de l'offre des services de santé par l'acquisition d'équipement médical dans les centres de santé couvrant les zones à forte présence de personnes vulnérables. La stratégie de réponse consiste ici à réduire la morbidité et la mortalité en lien avec la malnutrition aigüe parmi les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes²⁷. La réponse se fera à travers l'amélioration de la qualité des services de prise en charge intégrée des cas de malnutrition aigüe sévère à travers la disponibilité des intrants thérapeutiques, des médicaments et le renforcement des capacités des centres de nutrition, l'alimentation supplémentaire des enfants et des femmes avec malnutrition aigüe modérée, et la supplémentation en vitamine A pour tous les enfants de 6 à 59 mois, le déparasitage pour tous les enfants de 12 à 59 mois deux fois par an²⁸. Enfin, le soutien approprié et coordonné à l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant dans les situations d'urgence est renforcé. Ces activités sont menées aussi bien au profit des populations réfugiées que des populations hôtes.

Le plan de réponse Protection comprend deux composantes : la protection de l'enfance et la prise en charge des Violences Basées sur le Genre (VBG) au profit des réfugiés et des populations camerounaises.

Pour la protection de l'enfance, la stratégie vise à adresser les besoins et risques auxquels les filles et garçons font face suite aux déplacements et séparations, notamment : la séparation familiale, l'enlèvement et recrutement par les groupes armés, la violence et l'exploitation par le travail forcé, l'exploitation sexuelle, le mariage précoce, la détresse psychosociale²⁹. Pour ce faire, les approches priorisent la mise en place de services spécifiques coordonnés et organisés autour des besoins des enfants les plus vulnérables: le soutien psychosocial et la prise en charge d'urgence des enfants, le renforcement du système d'IDTR (identification, documentation, recherche des familles et réunification), renforcement du système de référence et des procédures pour la recherche et la réunification transfrontalière et de gestion de cas pour les enfants non accompagnés et séparés, le renforcement des mécanismes de prise en charge alternative, la prévention et la réponse à la violence, à l'exploitation et aux abus (procédures de référencement,

²⁷ RAPPORT CAMEROUN, « Étude nationale sur le financement du secteur de l'eau », Global Water Partnership Central Africa, 2010, p. 5.

²⁸ PLAN INTERNATIONAL, « Revue annuelle mondiale », 2019, <https://www.plan-international.org>, consulté le 19 novembre 2021.

²⁹Fanta Cécile, 37 ans, Ménagère Tokombéré, 20 août 2021.

stratégies multisectorielles et coordination pour la prévention de la violence / mariages précoces). Des espaces temporaires d'apprentissage et de protection de l'enfant continuent à être aménagés. Les services et mécanismes communautaires de prise en charge sont renforcés.

L'assistance d'urgence vise la fourniture de vivres aux populations les plus vulnérables (réfugiés, déplacés, populations hôtes et celles en situation d'insécurité alimentaire) avec une attention particulière sur les femmes, les enfants et les jeunes. Cette assistance est suivie par un appui à la production, qui permet aux populations bénéficiaires de devenir indépendant de l'assistance alimentaire³⁰. Ainsi, il est question de distribuer les intrants agricoles aux populations vulnérables ciblées, de renforcer leurs capacités dans le suivi de la production, puis de les suivre le long de la campagne agricole jusqu'à la récolte. Concernant les intrants à apporter à ces populations, il est question de distribuer de semences améliorées des céréales, légumineuses et maraichères ainsi que le petit matériel agricole.

Le secteur Éducation consiste à répondre aux besoins des enfants et des enseignants en créant les opportunités d'accès à l'éducation de base. Pour atteindre cet objectif, des espaces d'éveil sont créés et réhabilités. Il en est de même des salles de classe d'urgence, de la fourniture du matériel didactique et de la formation des enseignants. Ces activités sont mises en œuvre aussi bien pour les réfugiés que pour les populations hôtes et celles ayant été affectées par des catastrophes naturelles.

Cependant, si cette partie s'est penchée sur la généralité de l'organisme international PLAN, il est intéressant aussi de se pencher sur le CARE qui est une organisation non gouvernementale tout comme PLAN.

b- Généralité sur Care internationale

CARE (*Cooperative for American Relief Everywhere*) est une association humanitaire apolitique et non-confessionnelle américaine qui lutte contre la pauvreté dans le monde. CARE a été créée en 1945 sous forme de réseau international apportant une aide humanitaire aux personnes vivant dans l'Europe dévastée d'après-guerre³¹. CARE a répondu avec les tous premiers packs CARE : des cartons remplis de nourriture et de jouets portant un message d'espoir et de compassion. Les premiers packs CARE sont arrivés au Havre, en France, le 11

³⁰ Sawalda Kaldaossa, environ 58 ans Cultivateur, Mokolo, 30 août 2021.

³¹ RAPPORT CAMEROUN, « Étude nationale sur le financement du secteur de l'eau », Global Water Partnership Central Africa, 2010, p. 5.

mai 1946. Pendant 20 ans, environ 100 millions de packs CARE ont été distribués aux personnes dans le besoin. Aujourd'hui, CARE privilégie le travail en collaboration avec les communautés pauvres pour les aider à subvenir eux-mêmes à leurs besoins, sans être dépendants des dons. Les principes régissant les actions de l'organisation sont la promotion de l'autonomisation, le travail en partenariat, la redevabilité et promotion de la responsabilité, la lutte contre la discrimination, la promotion de la résolution pacifique des conflits et la recherche de résultats durables³².

Présente sur le territoire du Cameroun depuis 1978, CARE débute ses activités dans les Monts Mandara en 1981. Sur le plan de la santé, Care internationale a permis la réorganisation et l'amélioration du système de soins de santé primaire au niveau de plusieurs districts de santé de la région ; l'amélioration de la participation des communautés à la cogestion et au co-financement. Elle a commencé à mener ses actions dans les Monts Mandara en 1981 dans l'hydraulique villageoise. L'organisation intervient dans le domaine d'hydraulique en réalisant des puits de grands diamètres, équipés des pompes manuelles. L'objectif visé est de réaliser 30 puits par ans.

CARE travaille avec les femmes et les filles pour deux raisons principales. Tout d'abord, parce que les femmes sont largement plus touchées par la pauvreté et la discrimination. Le manque d'éducation des filles contribue au mariage précoce, à l'augmentation des taux de natalité et est à l'origine de revenus moins importants. Certaines lois discriminatoires interdisent aux femmes de devenir propriétaires, même par héritage, d'être titulaires de comptes bancaires, ou d'engager des poursuites contre un agresseur. Les jeunes filles sont les plus en danger, car elles n'ont souvent pas le choix et doivent quitter l'école pour aider leur famille à gagner de l'argent, trouver de quoi manger, garder les petits, aller chercher de l'eau et tenir la maison pendant que les parents travaillent. La deuxième raison, le véritable moteur du travail de CARE, repose sur le fait que les femmes font partie intégrante des solutions apportées à une véritable réduction de la pauvreté³³. Elles ont tendance à transmettre les changements positifs dans leur vie à leurs enfants, famille et communauté. C'est pourquoi CARE encourage l'épargne et accorde de petits crédits aux femmes pour qu'elles puissent transformer leurs talents en activité rentable. Nous travaillons avec les femmes et les hommes pour créer des

³² CARE INTERNATIONAL, (2016), « Rapport annuel », https://www.care-international.org%2Ffiles%2Ffiles%2Fpublications%2FCare_International_Annual_Report, consulté le 18 novembre 2021.

³³ Sawalda Kaldaossa, environ 58 ans Cultivateur, Mokolo, 30 août 2021.

relations plus équitables et pour permettre à davantage de filles et de garçons d'aller à l'école et de recevoir une éducation de meilleure qualité une fois qu'ils y sont. Bien que la réponse de Care internationale soit adaptée aux besoins de chaque situation, les 4 domaines d'intervention d'urgence de CARE sont les suivants³⁴ :

- eau, assainissement et hygiène,
- abris,
- sécurité alimentaire,
- logistique,

CARE fournit également une aide en vue de la reconstruction économique, l'éducation, l'alimentation, la santé sexuelle et reproductive, le soutien psychosocial, l'agriculture et la gestion des ressources naturelles. Les femmes, les enfants et les personnes âgées, qui sont affectés de manière disproportionnée par les catastrophes, sont au cœur du travail de CARE. Notant le lien entre la pauvreté et l'inégalité des sexes, les priorités de notre plaidoyer humanitaire sont les suivantes : les femmes et la sécurité alimentaire ; les femmes, la paix et la sécurité. CARE est signataire de normes humanitaires et codes de conduite et s'est engagée à les respecter, et nous travaillons en collaboration avec d'autres associations humanitaires et des agences des Nations Unies pour améliorer l'action humanitaire et influencer la prise de décision politique pour sensibiliser le public sur les principes humanitaires d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance opérationnelle³⁵. Les projets de CARE de lutte contre la malnutrition cherchent à augmenter la production de nourriture, mais d'autres activités sont également mises en œuvre³⁶ :

- éduquer les femmes sur la manière d'allaiter correctement ;
- éduquer les familles et les communautés sur la manière de préparer des plats nutritifs ;
- fournir au cours des interventions d'urgence de la nourriture et de l'argent ;
- gérer des projets de nourriture contre-travail pour aider les communautés à améliorer les infrastructures ;
- influencer sur les politiques publiques pour améliorer les programmes du gouvernement en termes de sécurité alimentaire et de filet de sécurité sociale.

³⁴ <https://www.care-international.org/fr/CARE-International-Annual-Report-2010-fr>, consulté le 18 novembre 2021.

³⁵ CARE INTERNATIONAL, « Rapport annuel », <http://www.care-international.org>. Care_Internation_Online, consulté le 18 novembre 2021.

³⁶ [https://www.care-international.org/fr/files/publications/CARE-International-Annual-Report-2010-fr\(1\).pdf&usg=AOvVaw32AVFmvg2dpIWNU3bN6oZQ](https://www.care-international.org/fr/files/publications/CARE-International-Annual-Report-2010-fr(1).pdf&usg=AOvVaw32AVFmvg2dpIWNU3bN6oZQ), consulté le 18 novembre 2021.

En somme, il était question de s'intéresser à quelques organisations internationales non gouvernementales œuvrant dans la région de l'Extrême-Nord. Pour ce faire, nous avons essayé de présenter, Première Urgence internationale, Médecin sans frontière, Fédération Luthérienne Mondiale, Action contre la faim, International Medical Corps, PLAN, CARE du point de vue historique ainsi que leurs missions et leurs objectifs. Cependant force est de constater que les actions des organisations internationales non gouvernementales participent de l'amélioration des conditions de vie des populations du fait de leurs appuis et actions plurielles et multiformes aux populations indigentes et vulnérables. Leur présence principalement dans la région de l'Extrême-Nord a pris une proportion considérable du fait de la présence des exactions de la secte *Boko haram*, ayant perpétrée des actes meurtriers, semant la terreur et faisant des nombreuses victimes dans certaines localités de la région. La présence massive de ces organisations internationales et organismes non gouvernementaux est visible dans le camp de Minawao où leur quasi-totalité y est présente. Pour de question d'analyse plus approfondie, nous pencher sur les différents partenaires des ONG dans la région de l'Extrême-Nord sera l'objectif et l'intérêt du chapitre suivant.

**CHAPITRE II : PARTENAIRES DES ONGS *PLAN* ET
CARE DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD**

Dans l'accomplissement de leurs diverses tâches, les organisations internationales non gouvernementales n'agissent pas nécessairement de manière solitaire. Elles peuvent s'associer soit à l'administration publique à travers ses démembrements ministériels, soit à d'autres organisations non gouvernementales, qu'elles soient internationales ou nationales, soit aux organisations internationales.

I- COLLABORATION ENTRE ONG PLAN, CARE, ÉTAT ET POPULATIONS LOCALES

Il s'agit dans ce chapitre d'analyser les rapports qui existent entre les ONGS PLAN, CARE, État et populations locales.

a- Collaboration entre Plan international, Care international et État

Selon le rapport d'activité du plan international Cameroun 2019¹, l'organisation travaille en étroite collaboration avec plusieurs partenaires, notamment des départements ministériels, des agences des Nations Unies, des organisations internationales non gouvernementales, des organisations de la société civile, des organisations à base communautaire et d'autres partenaires locaux². Le partenariat avec l'État (départements ministériels, services déconcentrés, collectivités territoriales décentralisées) est primordial pour toute action des ONG présentes sur le territoire national.

En réalité, la principale raison d'être de ces structures dans un pays est de soutenir le gouvernement dans la réalisation de ses principales missions, en vue de la promotion d'un véritable développement économique et social. Par exemple OCHA a organisé le septième atelier de formation sur la coordination civilo-militaire les 22 et 23 juin sous la présidence du Gouverneur de la région et la participation de 40 acteurs humanitaires, militaires et autorités administratives. La formation a permis de lever plusieurs incompréhensions entre les FDS, les autorités administratives et les humanitaires et de renforcer le dialogue entre les parties. OCHA a également appuyé OIM dans la mobilisation des secteurs pour la facilitation de l'atelier de formation des enquêteurs pour la collecte des données pour le Displacement Tracking Matrix

¹ CARE INTERNATIONAL, (2016), « Rapport annuel », [http://www.care-international.org/FCare_International_Annual_Report_2017_Online\(2\).pdf&usg=AOvVaw0RxMmOp7uuKHzuC84GsmM4](http://www.care-international.org/FCare_International_Annual_Report_2017_Online(2).pdf&usg=AOvVaw0RxMmOp7uuKHzuC84GsmM4), consulté le 18 novembre 2021.

² *Ibid.*

(DTM) et l'évaluation multisectorielle des besoins³. Les réunions de coordination des sites sont suspendues dans les trois départements depuis avril 2021.

Dans la même lancée, une plateforme départementale présidée par le Préfet a été mise en place pour le Mayo-Sava. Elle se tient tous les mois et rassemble l'ensemble des acteurs exerçant dans le département. Des réflexions ont été émises pour un plaidoyer conjoint OCHA/HCR à l'endroit des autorités administratives du Mayo-Sava pour la reprise des réunions des Camp Coordination and Camp Management (CCCM) ainsi que celles du comité mixte de protection. De ce fait, il a été remarqué que 7 965 personnes des villages Gaimassek, Majere, Galdamats dans l'arrondissement de Mora (Mayo-Sava), le canton de Moskota dans l'arrondissement de Mozogo (Mayo-Tsanaga) et le village Naga dans l'arrondissement de Darak (Logone et Chari) sont dans le besoin en abris et articles non alimentaires. Dans ce sillage, l'Association des animateurs et encadreurs en développement communautaire (AAEDC) en partenariat avec OIM a distribué 305 kits d'articles non alimentaires et 110 kits abris d'urgence et transitionnels pour 3 230 personnes. Par ailleurs, Public Concern (PC) en partenariat avec HCR ainsi que International Emergency and Development Aid (IEDA) Relief en partenariat avec Shelter Box et NRC ont distribué 2 272 kits d'articles non alimentaires et 1 124 kits de dignité à 11 960 bénéficiaires. 33 kits outils communautaires ont été distribués par Public Concern partenaire du HCR afin d'accompagner les personnes déplacées à la transformation de leurs abris d'urgences en abris semi-durables aux PDI et réfugiés⁴.

De plus, des séances de sensibilisation à l'environnement sont régulièrement organisées dans le camp par le MINFOF et les ONG. 47 campagnes de sensibilisation à l'environnement ont notamment été organisées en 2016 et elles se sont essentiellement concentrées sur la coupe de bois qu'elles ont légèrement permis de réduire. Un comité « Environnement » a aussi été créé dans le camp et 40 promoteurs environnementaux ont été formés en 2016. Ces promoteurs environnementaux (réfugiés et population hôte) ont été accompagnés par l'ONG PLAN, et ont pu réaliser les activités suivantes : organisation de campagnes de sensibilisation à la protection de l'environnement et à l'interdiction de la coupe de bois ; suivi des arbres replantés dans tout le camp⁵.

³ OCHA, « Rapport de situation Extrême-nord Cameron », 2021, https://freports.unocha.org/VawORXFDmrrUVvpxv9_aL_6p9j, consulté le 19 novembre 2021.

⁴ OCHA, Cameron, Extrême-nord, (2021), 2021, « Rapport de situation », p. 12.

⁵ Samantha Brangeon Et E. Bolivard, (« L'impact environnemental du camp de réfugiés de Minawao », 2017, p. https://www.reliefwb.cameroun_BD_150_final.pdf&usg=AOvVaw21LKZeOFZFdsWq8_jgZsCQ, consulté le 19 novembre 2021.

Au-delà des sensibilisations à l'environnement, quelques mesures répressives ont également été adoptées par les gardes forestiers. Il s'agit des patrouilles dans la réserve de Zamay, ainsi que de la confiscation des outils (machettes, haches) des personnes arrêtées en train de couper du bois dans la réserve⁶.

Comme nous l'avons précisé précédemment, la majeure partie du financement de ces structures provient soit des fonds propres, soit des dons privés, soit des financements octroyés par des organisations internationales pour la réalisation des projets précis. Certes, l'Etat accorde des subventions à travers ses départements ministériels qui interviennent dans des domaines spécifiques, mais cette contribution reste marginale.

b- Collaboration entre PLAN, CARE et populations locales

Selon le rapport du plan international Cameroun⁷, le plan travaille en synergie avec d'autres acteurs pour identifier et mettre en œuvre des solutions dans toutes les instances de l'organisation, en collaboration et au profit des enfants, des filles, des jeunes et des communautés. L'organisation respecte tout le monde, apprécie les différences et combat les inégalités dans ses programmes et l'environnement professionnel. Il soutient les enfants et les jeunes des deux sexes, dans l'optique de leur permettre de renforcer leur estime de soi et de prendre en main leur propre vie. Et donne à son personnel les moyens de s'exprimer pleinement et de réaliser son potentiel. Ainsi, les enfants vulnérables, en particulier les filles, sont éduquées et acquièrent les compétences nécessaires pour travailler et vivre dans tout contexte de développement ou de réponse humanitaire en agissant sur des questions qui leur tiennent à cœur, en recevant toute l'attention et les soins nécessaires, en étant protégées de la violence et de la peur et en exprimant leur opinion sur les questions qui les concernent ou les affectent directement. C'est dans cette perspective que s'inscrit le témoignage de Aissatou Oumaté⁸ : *le PLAN travaille avec beaucoup des jeunes de la localité, moi particulièrement je connais des jeunes du quartier qui travaillent actuellement avec l'organisation surtout au moment la crise sécuritaire était au pic. Moi j'ai eu à travailler a PLAN en 2018, notamment en qualité d'agent temporaire, on faisait dans le secteur de distribution des nourritures aux populations locales vulnérables, on sensibilisation les communautés sur la nécessité de l'éducation scolaire de la*

⁶ Samantha Brangeon Et E. Bolivard, « L'impact environnemental ... », p. 21.

⁷ Plan international, (2019), « Revue annuelle mondiale », https://www.plan-international.org%2Fes%2Ffile%2F39791%2Fdownload%3Ftoken%3DYVt_2WRF&usg=AOvVaw27vGvIk45KP0BS0u_slqZg, consulté le 19 novembre 2021.

⁸ Aissatou Oumate, tailleuse, Tokombéré, 22 octobre 2021.

jeune fille, etc. C'est dire que l'organisation travaille avec l'appui des jeunes qu'elle recrute dans les villages pour l'accompagner dans l'atteinte de ses objectifs. Dans ce même ordre d'idée s'inscrit la déclaration de Oumaté Mahamat⁹ :

moi je travaille à PLAN jusqu'à présent comme agent temporaire il y a de cela bientôt six mois. Je travaille notamment dans la zone de Kousseri comme distributeur des denrées céréales aux populations vulnérables et indigentes, préalablement identifiées par les équipes déployées par l'organisation. Notre travail est bien apprécié par la population locale, à travers l'accueil qu'elle nous réserve.

Ce travail de synergie à soutenir les jeunes en particulier les filles et les jeunes femmes pour accroître leur influence sur les décisions qui affectent leur vie. Nous travaillons avec des groupes de jeunes, nous formons des jeunes aux compétences de leadership et d'influence, et l'organisation s'efforce de créer une culture où les filles et les garçons peuvent défendre leurs droits. La participation des jeunes est également encouragée au sein de Plan International même avec des groupes consultatifs de jeunes¹⁰. À cet effet, elles se situent comme des partenaires privilégiés de l'action gouvernementale dans leurs divers domaines d'intervention. Comme le souligne si bien Tsafack¹¹, les rapports entre les OING installées au Cameroun restent très dynamiques. Le fait que ces structures appuient les autorités nationales dans leurs politiques de développement ne remet aucunement en cause leur autonomie. Le partenariat ainsi établi est une collaboration égalitaire où chacune des parties apporte sa contribution dans la poursuite des objectifs fixés. Dans le cas de certaines structures assez spécialisées, elles effectuent un travail d'expertise qui permet de soutenir l'action publique du fait qu'elles disposent d'une solide expérience et de capacités reconnues pour des travaux de terrain.

Afin de lever les obstacles liés à l'éducation des enfants vulnérables, en particulier les filles, le Plan travaille avec un éventail de partenaires, notamment les ministères de l'éducation, les communautés et les établissements scolaires. Ses activités dans ce cadre portent sur l'enseignement et l'apprentissage, la gouvernance et les infrastructures des établissements scolaires afin de renforcer l'accessibilité et l'accès aux installations sanitaires, mais également d'influencer les attitudes et les politiques. Ceci dans le but d'accroître le nombre d'enfants scolarisés en particulier des filles et des enfants en situation de handicap à travers la formation des professeurs pour améliorer l'éducation des filles et faire évoluer l'attitude des parents

⁹ OUMATE MAHAMAT, 56ans, débrouillard, Mora 24 octobre 2021.

¹⁰ Plan international, « Revue annuelle mondiale », 2019, https://www.plan-international.org/vGvIk45KP0BS0u_slqZg, consulté le 19 novembre 2021.

¹¹ J. TSAFACK, (2013), « Etat des lieux de l'œuvre des organisations internationales non gouvernementales dans la région centre du Cameroun de 1960 à 2010 », Mémoire présenté et soutenu en vue de l'obtention du diplôme de Master, Université de Yaoundé II, p. 45.

concernant l'éducation des filles. Pour atteindre cet objectif, le Plan travaille avec les communautés, les entreprises, les pouvoirs et d'autres partenaires pour faire en sorte que les jeunes, en particulier les femmes, acquièrent des connaissances et des compétences nécessaires et qu'elles aient la possibilité d'occuper un emploi et de gagner et gérer leur argent. Nous mettons fortement l'accent sur l'apprentissage pratique, par exemple au travers de stages ou de formation sur le terrain. Nous travaillons de manière croissante avec le secteur privé pour proposer des services et des lieux de travail respectant l'égalité des genres¹².

Si cette partie a mis en lumière, la synergie des actions des PLAN, CARE, l'État et la population locale, il convient aussi de montrer la collaboration entre PLAN, CARE et autres OING et OI.

II- PARTENARIAT ENTRE PLAN, CARE ET OING ET OI

Dans cette partie, il est question de s'attarder sur la synergie d'action entre PLAN, CARE, OING et OI dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun.

a- Partenariat entre PLAN, CARE et autres ONG dans la région de l'Extrême-Nord

Selon Tsafack¹³, les organisations internationales non gouvernementales opèrent en synergie avec d'autres organisations, afin de mener des actions coordonnées, et donc plus efficaces. Plusieurs causes peuvent justifier un tel rapprochement. D'une part, la nature toujours limitée des budgets face aux activités à mener. En réalité, les tâches à exécuter demandent la mobilisation de moyens colossaux en termes financiers et logistiques. En plus, il est fréquent de remarquer que plusieurs organisations interviennent dans des domaines très similaires. Afin de promouvoir une utilisation plus efficace de leurs ressources, chacune se consacre alors à des tâches spécifiques, mais complémentaires à celles effectuées par les autres.

D'autre part, le rapprochement entre ces différentes structures peut s'expliquer par la pluralité des leurs compétences. Puisqu'elles interviennent dans des domaines variés, une seule d'entre elles ne pourrait couvrir complètement un projet qui nécessite des expertises diverses. Alors chacune y participera selon ses compétences.

¹² PLAN INTERNATIONAL, (2019), « Revue annuelle mondiale», <https://www.plan-international.org%2Fes%2Ffile%2F39791%2Fdownload>, consulté le 19 novembre 2021.

¹³ J. Tsafack., p. 46.

S'agissant de la sécurité alimentaire, en mars 2021, le pourcentage de population en insécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région de l'Extrême-Nord pourrait passer de 6% à 8% pendant la période de soudure entre juin et août 2021. Dans les départements du Mayo-Sava et du Logone et Chari les populations sont passées successivement de 15% et 16% en phase de crise pour atteindre 22%. Cette situation est plus inquiétante à cause de la hausse des prix des produits agricoles de base observée sur les marchés de la région¹⁴.

Le retard et la mauvaise répartition des pluies dans les zones du Mayo-Sava et Logone et Chari constituent le problème majeur que rencontre le secteur. Par ailleurs, la demande d'appui en semences et petits matériels agricoles est supérieure à l'offre. En dépit de l'insuffisance de fonds et le nombre limité de partenaires exerçant dans la protection de l'enfance des efforts ont été déployés sur le terrain pour venir en soutien aux enfants affectés. En termes de réponse, IMC, Action Locale pour un Développement Participatif et Autogéré (ALDEPA), International Rescue Committee (IRC), PLAN International, INTERSOS et Children Life in Rural Area (CLiRA) ont assuré la fourniture de services essentiels aux enfants affectés par le conflit malgré les besoins en renforcement de capacités en santé mentale et soutien psychosocial et en documentation des interventions et établissement des rapports. PLAN International et IRC ont conduit 76 sessions de parentalité positive sur la communication entre parents et enfants avec 103 adolescents, 555 mères adultes, et 126 hommes, dans le Logone et Chari, Mayo-Sava et Mayo-Tsanaga. 1 358 enfants nouvellement identifiés dont 514 filles ont bénéficié d'un soutien psychosocial et d'une sensibilisation à la prévention de la propagation du COVID-19 et aux bonnes pratiques d'hygiène tout comme 125 adultes dont 24 femmes.

ALDEPA a fourni 24 groupes de mères adolescentes et adultes composés de 360 personnes dans le Mayo-Sava, Mayo Tsanaga et Logone et Chari pour leur réinsertion socio-économique. PLAN International a organisé 47 cours de renforcement des capacités en compétences de vie en faveur de 389 adolescents dont 227 filles. L'Association for promotion and the insertion of persons living with disabilities (APIPDA) a formé 25 enfants vivant avec une déficience visuelle et auditive sur l'alphabet normal en braille et en langue des signes¹⁵.

L'accès limité à certaines localités en raison de l'insécurité mais aussi du retour des pluies avec risque d'inondations constitue une difficulté à laquelle fait face le secteur. Les activités de

¹⁴ OCHA, « Rapport de situation Cameroun, Extrême-nord Cameoun », 2021, p. 7.

¹⁵ OCHA, (2021), « Rapport de situation Extrême-nord Cameroun », N°11, https://Freports.unocha.org%2Ffr%2Fcountry%2Fcameroon%2Fcard%2F5y6XLLguHF%2F&usg=AOvVaw0RXFDmrrUVvpxv9_aL_6p9j, consulté le 19 novembre 2021.

réponse du sous-secteur sous le co-lead de l'UNFPA ont permis d'apporter une réponse efficace aux besoins en kits de dignité et de prédisposition, de kits post viol dans certaines formations sanitaires ainsi qu'aux besoins en matière de soutien financier aux frais de suivi juridique et médical pour les survivantes les plus vulnérables¹⁶. Il est important de souligner que ces actions demeurent insuffisantes face aux besoins sur le terrain bien qu'importantes. Selon le sous-secteur, les acteurs humanitaires en général ont besoin de renforcement des capacités sur l'information générale autour des services disponibles en matière de VBG, de la gestion des cas, la référence dans la gestion des cas, le référencement et les mécanismes de signalement des plaintes et de soutien.

Toutefois, UNFPA au travers de son partenaire d'implémentation ALVF Extrême-Nord, Association de Lutte contre les Violences Faites aux Femmes (ALVF), ALDEPA, IRC, et PLAN ont assisté 2 252 femmes et filles qui ont bénéficié des services disponibles dans les espaces sécurisés sûrs. Environ 1 968 d'entre elles ont participé à des activités psychosociales et 138 ont bénéficié de premiers secours psychologiques. PLAN et le Centre de Promotion de la Femme et de la Famille (CPFF) de Mokolo ont appuyé les femmes et les filles en matière de Kits. Ainsi 21 filles ont reçu des kits de dignité, de même que 532 femmes et 56 filles ont reçu des kits de vulnérabilité dont 12 vivants avec un handicap ; et le Centre de Promotion de la Femme et de la Famille (CPFF) de Mokolo, IRC et PLAN ont distribué 215 cache-nez également. ALDEPA, ALVF, CPFF Mokolo, IRC, CARITAS, PLAN ont formé 13 081 personnes dont 580 filles, 150 femmes réfugiées, pour la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus en vue de les accompagner dans leur processus d'autonomisation. Des femmes et des filles ont également bénéficié de formations sur le leadership, le plaidoyer, la médiation communautaire et la promotion de la paix, ainsi que la facilitation créative. Enfin des acteurs humanitaires ont été formés à la gestion des cas de VBG circuit de référence, au renforcement des capacités des mécanismes communautaires et à la gestion des cas à distance¹⁷.

Toutefois, il faut relever que cette collaboration n'a pas toujours été de mise. En effet, elle a été quelque fois perturbée par la course aux financements qui amenait les OING à se cacher mutuellement des informations sur les bailleurs, les fonds alloués aux projets, etc. Cependant, ces relations se sont améliorées au fil du temps. Puisque ces acteurs comprennent de plus en plus la nécessité d'une meilleure coordination de leurs actions.

¹⁶ Djoubeirou Dandi, 51 ans, Fonctionnaire, Gazawa, 04 novembre 2021.

¹⁷ OCHA, « Rapport de situation... », p. 11.

À côté de ces collaborations sus-évoquées, il s'avère aussi nécessaire d'analyser la synergie d'actions entre PLAN, CARE et autres OI.

b- Synergie d'action entre PLAN, CARE et OI dans la région de l'Extrême-Nord

Dans le cadre de cette étude, nous entendons par OI principalement la Banque Mondiale et certaines organisations du système des Nations Unies. Le partenariat OING à OI est très développé au Cameroun surtout pour des organisations (OING et OI) qui interviennent dans les mêmes domaines.

Nous avons ici quelques exemples de projets qui sont le fruit d'un partenariat OING-OI réalisés dans la région de l'Extrême-Nord à l'instar de Projet d'Appui au Secteur Éducatif au Cameroun, financement de la Banque Mondiale au gouvernement camerounais et mis en œuvre par plusieurs OING entre autres Plan Cameroon ; le Projet d'Assistance aux réfugiés de Minawao et ses environs financé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés et mis en œuvre par Plan Cameroon, pour ne citer que ceux-là¹⁸.

Cette autre forme de partenariat prend de l'ampleur et concerne des projets aux ressources considérables. On constate ainsi une certaine complémentarité entre les organisations nées de conventions internationales et les organisations qui sont des entités non étatiques. Dans cette forme de partenariat, les OI fournissent les ressources financières tandis que les OING se chargent de la mise en œuvre du projet¹⁹. Cette synergie d'action est confirmée par le directeur du Plan international de la région de l'Extrême-Nord dans un discours au camp de Minawao :

Les réalisations de Plan International Cameroon au cours de l'exercice budgétaire 2017 n'auraient pas vu le jour sans le soutien indéfectible de nos partenaires, notamment les institutions gouvernementales, les institutions privées, les entreprises, les partenaires locaux et les particuliers. Au nom de toute l'équipe de Plan International Cameroon, j'adresse mes sincères remerciements à tous ceux qui ont contribué à la réussite de nos efforts pour construire un monde uni, conscient, impliqué, et engagé dans la résolution des problèmes affectant les droits des enfants, et des filles en particulier. Nous sommes optimistes, et résolument tournés vers l'avenir. Nous nourrissons un espoir et une ambition légitimes, et nous demeurons fermement engagés et enthousiastes vis-à-vis de notre mission. Nous savons qu'en bâtissant une synergie positive autour de notre action, nous pouvons accomplir de grandes choses en faveur de notre population cible. Nous lançons par conséquent un vibrant appel à tous ceux qui se reconnaissent dans notre action, afin qu'ils nous rejoignent et qu'ensemble, nous suscitions les changements fondamentaux qui amélioreront la vie des enfants, tout en garantissant une égalité de chances et d'opportunités pour les filles et les garçons, les jeunes femmes et les jeunes hommes.

¹⁸ Djoubeirou Dandi, 51 ans, Fonctionnaire, Gazawa, 04 novembre 2021

¹⁹ OCHA, « Rapport de situation... », p. 11.

Cette collaboration entre le plan international et le care international s'illustre par cette image.

Photo 2 : Un représentant du HCR et des acteurs humanitaires visite l'atelier de couture du centre de formation



Source : Plan international, (2018), Rapport d'activités, <http://plan-international/org/>consulté le 19 octobre 2021.

Le plan international et Care international unissent leurs forces à celles de leurs partenaires tels que le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), ONU Femmes et l'UNICEF pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles²⁰. Ensemble, elles plaident pour une évolution des lois et des attitudes et des comportements néfastes qui font le lit de la violence et de la discrimination fondées sur le genre²¹.

Selon le rapport de situation Extrême-Nord²², le Plan International et le Programme Alimentaire Mondial (PAM) ont dépisté 30 941 enfants de 6 à 59 mois dont 36 ex-malnutris aigus sévères (MAS) et 2 263 malnutris aigus modérés (MAM) dans les DS de Kolofata,

²⁰ OCHA, « Rapport de situation... », p. 11.

²¹ PLAN INTERNATIONAL, (2019), « Revue annuelle mondiale », p. 8.

²²OCHA, (2021), « Rapport de situation Extrême-nord Cameroun », p. 21. https://Freports.unocha.org%2Ffr%2Fcountry%2Fcameroon%2Fcard%2F5y6XLLguHF%2F&usg=AOvVaw0RXFDmrrUVvpxv9_aL_6p9j, consulté le 19 novembre 2021.

Mokolo, Mogode, Mada et Makary. Ces derniers ont bénéficié de l'assistance du programme de supplémentation alimentaire et à cette occasion, 1 712 enfants ont bénéficié d'un rattrapage vaccinal, 2 119 d'une supplémentation en vitamine A, 1 347 d'un déparasitage et 27 987 parents d'enfants d'une sensibilisation sur les bonnes pratiques d'Alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) en contexte de COVID-19. Dans les District de Santé de Goulfey, Kousseri, Koza, Mora et Moskota 194 enfants MAM ont été réhabilités à travers l'initiative de Déviance Positive Foyer.

Pour fournir une assistance aux populations touchées, le secteur a identifié les besoins en matériels agricoles, semences améliorées, fertilisants et produits phytosanitaires ainsi qu'en renforcement des capacités, appui conseil et accompagnement des bénéficiaires sur les itinéraires techniques de la chaîne des différentes filières mais aussi en assistance alimentaire en nature et en cash inconditionnel²³. Dans cette perspective, INTERSOS a procédé à la mise en place de 19 champs écoles paysans pour 475 ménages bénéficiaires dont 247 sont des femmes cheffes de ménage pour leur renforcement de capacités et la mise en place des parcelles individuelles et de groupe auprès de 263 ménages dont 137 femmes cheffes de famille pour les cultures pluviales dans les trois départements. Dans ce sillage, le PAM, à travers son partenaire INTERSOS, a distribué des vivres à 23 529 déplacés dont 547 nouveaux déplacés dans le canton Moskota du Mayo-Tsanaga.

Dans le Diamaré, l'organisation Service d'appui aux initiatives locales de développement (SAILD) a appuyé 500 bénéficiaires avec 1 950 kits et matériels agricoles et 10,35 tonnes de semences. SAILD a également fait une dotation d'une balance de 150 kg à chaque comité de gestion des cinq entrepôts de stockage dans l'arrondissement de Ndoukoula. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation (FAO) avec l'appui du service technique de la DRSP et de la délégation régionale de l'agriculture et du développement rurale a formé 207 personnes dont 202 femmes sur les techniques de transformation et de séchage de fruits et légumes et sur l'éducation nutritionnelle. 2 316 ménages bénéficiaires dont 1181 femmes cheffes de familles ont reçu un accompagnement dans les travaux de création et réhabilitation des actifs productifs par l'association Education Fights Aids (EFA) en partenariat avec le PAM dans le Mayo-Tsanaga et le Mayo-Sava. La FAO en collaboration avec la délégation régionale de l'élevage des pêches et industries animales a installé de cages flottantes et enclos à Maga pour la

²³ Fanta Cécile, 37 ans, Ménagère Tokombéré, 20 août 2021.

production piscicole au profit de 94 ménages dont 10 ménages femmes. Pour faciliter la production maraîchère en contre saison, trois forages à énergie solaire ont été construits dans les trois départements au profit de 325 ménages dont 275 cheffes de ménages²⁴.

S'il est vrai que l'étude de la participation effective des OING au développement de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun passe par une catégorisation de ces dernières et les rapports qu'elles entretiennent avec leurs différents partenaires, la prise en compte des actions concrètes réalisées par le Care international et Plan international constitue la clé de voûte. C'est donc dire que pour une meilleure réussite de leurs missions sur les terrains, les Plan international et Care international se donnent le devoir de travailler avec l'État parce que c'est lui qui connaît mieux les besoins de sa population ; la population est aussi appelée à jouer un rôle parce que c'est elle la cible, et les autres puisqu'elles militent pour le même objectif c'est-à-dire apporter une assistance aux populations en détresse²⁵.

En somme, il était question pour nous de plancher sur les partenaires du CARE et PLAN dans la région de l'Extrême-Nord. Pour ce faire, nous avons essayé de montrer la synergie d'action entre ces organisations avec l'État, les autres organisations non gouvernementales, les organisations internationales, la population locale. Ce faisant, force a été de constater que c'est suite à la survenance des actions de *boko haram* dans la région de l'Extrême-Nord que la présence des ONG s'y est accrue. La présence de telles organisations s'est accompagnée de réalisations concrètes dans plusieurs secteurs de la vie sociale dans cette région : c'est ce qui fera l'objet du chapitre suivant.

²⁴ OCHA, « Rapport de situation ... », p. 29.

²⁵ En ce qui concerne effectivement la région de l'Extrême-nord Cameroun, celle-ci a toujours été perçue comme la région la plus pauvre du pays du fait que la précarité, de la misère, de malnutrition, etc. c'est qui explique le foisonnement des ONG dans cette partie du pays.

**CHAPIRE III : RÉALISATIONS DE CARE ET PLAN
INTERNATIONAUX DANS LA RÉGION DE
L'EXTRÊME-NORD**

Il est question ici d'analyser les domaines d'interventions du PLAN et CARE dans la région de l'Extrême-nord. De ce point de vue, nous allons procéder à l'identification des domaines principaux avant de montrer les domaines secondaires.

I- LES DOMAINES D'INTERVENTION DU PLAN ET CARE DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD

Selon les propos de Joël Maman recueillis dans *Cameroon Tribune*, « Plan international du Cameroun dans les projets de développement vise à améliorer les conditions de vie de population notamment dans le secteur de l'éducation et le secteur socio-économique »¹. Les initiatives menées au profit des populations varient très souvent en fonction des types de besoins, des capacités d'action prenant en compte les ressources disponibles et même des domaines ciblés. S'agissant de ces domaines, la priorité qui leur est accordée varie, ne serait-ce qu'en partie, en fonction de l'analyse situationnelle faite par chaque structure et des priorités qu'elle s'est définie suite à celle-ci. Ceux-ci ne sont pas considérés comme prioritaires de façon purement arbitraire, mais suite aux résultats issus de l'analyse des données liées à notre étude, car ce sont ceux qui font l'objet du plus grand intérêt de la part des différentes OING : il s'agit principalement de la santé, du développement local et de l'éducation qui concentrent plus de la moitié des initiatives.

a- Santé : domaine prioritaire pour PLAN et CARE international

En matière de santé², CARE et PLAN ont posé des gestes remarquables dans la région de l'Extrême-Nord. Ces actions sont axées sur l'approvisionnement en soins médicaux, la protection maternelle et infantile, la lutte contre les maladies tropicales négligées et la prise en charge des personnes infectées, la lutte contre le paludisme, la tuberculose ... Concernant le VIH/SIDA, ces initiatives sont principalement orientées vers la prévention, le dépistage et le traitement des personnes infectées³.

¹ J., MAMAN, (2020), « développement local à l'Extrême-nord : Plan International explore de nouveaux sillons », *Cameroon Tribune*, 25 Juin, http://www.cameroon-tribune.html/developpement_local, consulté le 19 octobre 2021.

² La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ». Cette définition a pour important corollaire que la santé mentale est davantage que l'absence de troubles ou de handicaps mentaux. La santé est un état de bien-être dans lequel une personne peut se réaliser, surmonter les tensions normales de la vie, accomplir un travail productif et contribuer à la vie de sa communauté. Dans ce sens positif, la santé est le fondement du bien-être d'un individu et du bon fonctionnement d'une communauté. La santé et le bien-être mentaux sont indispensables pour que l'être humain puisse, au niveau individuel et collectif, penser, ressentir, échanger avec les autres, gagner sa vie et profiter de l'existence.

³ PLAN INTERNATIONAL, (2018), rapport d'activités, <http://plan-international/org./r>, consulté le 19 octobre 2021.

Selon le rapport d'activité publié en 2018 en ce qui concerne les réalisations du plan dans la région de l'Extrême-Nord⁴, une assistance spéciale a été fournie à 101 enfants non accompagnés (dont 36 filles), 233 enfants séparés (dont 118 filles), 222 cas de maltraitance physique (dont 107 filles), 19 cas de mariage précoce ou forcé de filles et 113 cas de détresse psychosociale. Tout cela a été réalisé grâce aux projets SIDA et HCR.

Selon le même rapport, dans le Département du Logone & Chari, des mémorandums d'accord ont été signés avec 06 districts de santé et une cartographie des acteurs a été réalisée pour faciliter la prise en charge des victimes de violences sexuelles et sexistes, et assurer une meilleure sauvegarde des enfants. Jusqu'à présent, 85 cas (27 garçons, 58 filles) ont été référés aux centres de santé et ont reçu des soins appropriés, afin de permettre aux femmes vulnérables d'avoir accès aux services et à l'information, et encouragent les changements d'orientations politiques pour faire de la grossesse et de la naissance dans de bonnes conditions. Il s'agit d'empêcher des décès maternels par l'accès volontaire à des services de planning familial, par des soins de qualité dispensés par un médecin, une sage-femme ou une infirmière, par des soins obstétricaux d'urgence, etc. en tenant compte les facteurs sociaux et économiques qui influent sur l'accès et le recours des femmes aux services de santé⁵.

Dans le domaine de la lutte contre le VIH/SIDA, CARE œuvre de façon à permettre aux individus et aux communautés de lutter contre l'exposition au VIH et au SIDA et les vulnérabilités causées par ces fléaux. Les techniques s'appuient sur la prévention du VIH, la réduction de la stigmatisation découlant de la maladie, l'atténuation de ses conséquences économiques négatives et la protection des droits des personnes atteintes. Les programmes CARE portant sur le VIH et le SIDA doivent informer et fournir des services aux groupes vulnérables, tout en luttant contre les facteurs sous-jacents responsables des choix qui les exposent à cette maladie. De fait, ces actions portant sur le VIH/SIDA s'inscrivent souvent dans son travail dans d'autres secteurs. Elles visent à permettre aux populations exposées à des risques plus élevés d'infection au VIH de lutter contre les inégalités sociales qui contribuent à cette exposition accrue ; aider les communautés à prendre en charge les orphelins et enfants vulnérabilisés par le VIH/SIDA ; améliorer l'accès à des services de santé abordables et de qualité par la modernisation des cliniques et hôpitaux et la formation des professionnels de

⁴ PLAN INTERNATIONAL, rapport d'activités, 2018, <http://plan-international/org/> , consulté le 19 octobre 2021.

⁵ CARE INTERNATIONAL, « Rapport annuel », 2016, [https://www.care-international.org/International Annual Report Online](https://www.care-international.org/International%20Annual%20Report%20Online), consulté le 18 novembre 2021.

santé ; développer l'éducation par les pairs et de proximité au sein des communautés ; améliorer l'accès aux services tels que la distribution de préservatifs, le conseil et le test volontaire, les traitements antirétroviraux, et la prévention et le traitement contre les infections sexuellement transmissibles ; plaider en faveur des personnes vulnérables et marginalisées⁶.

Ceci dit, CARE concentre ses efforts sur l'autonomisation des femmes pour leur permettre d'avoir une plus grande influence sur les décisions prises au sein du foyer et de la communauté, et d'avoir davantage accès à la propriété des terres, à l'eau et aux marchés⁷. Il défend ainsi l'idée d'un changement d'orientation aux niveaux mondial et local qui donnerait une plus grande sécurité alimentaire aux communautés les plus vulnérables dans la perspective de les aider à produire des aliments plus nutritifs, et une alimentation correcte et cruciale pour le bon développement d'un enfant ou pour permettre à un adulte de travailler et de prendre soin de sa famille. C'est ce qu'illustre l'image suivante :

Photo 3 : Des enfants sensibilisés sur l'hygiène et la Salubrité à Gazawa, Extrême-Nord



Source : Cliché Djonkeu Francis, Mars 2017.

Cette action arrive à point nommé, puisque dans plusieurs établissements scolaires les enfants ne sont pas suffisamment outillés sur la valeur de garder leurs corps propres et de mettre une salubrité en milieu scolaire.

⁶ CARE INTERNATIONAL, « Rapport annuel », 2016, p. 33.

⁷ Djoubeirou Dandi, 51 ans, Fonctionnaire, Gazawa, 04 novembre 2021.

Les interventions du CARE dans cette perspective ont pour objectif de réduire les risques de maladies hydriques et de gagner un temps précieux dédié auparavant à la collecte de l'eau et utilisé désormais pour augmenter le potentiel des foyers à gagner de l'argent. Les femmes, qui ne passent plus plusieurs heures par jour à transporter de l'eau, ont plus de temps pour aller à l'école et travailler. Les femmes passent également moins de temps à s'occuper de membres de leur famille qui auraient été malades en raison d'une eau non potable, faute d'assainissement et d'hygiène. Un meilleur assainissement permet également aux filles de rester à l'école plus longtemps, les installations étant plus accessibles lorsqu'elles atteignent la puberté. Les femmes souffrent de manière disproportionnée du manque d'accès à l'eau, et sont souvent exclues des discussions portant sur la distribution et la gestion de l'eau. CARE encourage la gestion locale des sources naturelles d'eau, et inclut les femmes pour donner force et valeur à leur voix⁸.

Dans les camps de réfugiés et les communautés d'accueil des départements du Mayo-Tsanaga et du Logone et Chari⁹, les campagnes de sensibilisation ont pu être organisées par le PLAN en période de rentrée scolaire et ceci a permis d'améliorer la fréquentation et la rétention scolaires. La campagne a touché plus de 11 000 personnes, dont 778 parents. Des séances supplémentaires de sensibilisation et de mobilisation, y compris 62 causeries éducatives avec les parents, ont également été organisées sur des sujets aussi variés tels que l'éducation des enfants pour un avenir meilleur, l'importance de constituer un groupe d'étude, l'importance de

⁸ [https://www.care-international.org%2Ffiles%2Ffiles%2Fpublications%2FCARE-International-Annual-Report-2010-fr\(1\).pdf&usg=AOvVaw32AVFmvg2dpIWNu3bN6oZQ](https://www.care-international.org%2Ffiles%2Ffiles%2Fpublications%2FCARE-International-Annual-Report-2010-fr(1).pdf&usg=AOvVaw32AVFmvg2dpIWNu3bN6oZQ), consulté le 18 novembre 2021.

⁹Dans les situations de déplacement massif, il arrive que les structures communautaires normales et traditionnelles soient disloquées, telles que la famille élargie et les réseaux communautaires informels, qui soutiennent habituellement le bien-être communautaire. Ceci peut entraîner des problèmes sociaux et psychologiques ou aggraver des problèmes préexistants, mais dans les situations d'urgence, des initiatives et des mécanismes nouveaux surgissent parfois, qui peuvent entraîner l'apparition de nouveaux leaders qui seront représentatifs ou non de tous les membres de la communauté. Certains réfugiés développent des mécanismes d'adaptation négatifs qui peuvent s'aggraver lorsqu'ils doivent lutter pour subvenir à leurs besoins essentiels. Quelques-uns commencent à souffrir de troubles mentaux et d'autres, qui présentaient déjà des signes de troubles mentaux, connaissent une aggravation de leurs symptômes. Quand les systèmes habituels de soins de santé mentale ont été ébranlés, les personnes qui souffrent de troubles mentaux courent le risque de ne plus recevoir de traitement adéquat. La réduction des risques à court et long terme et leurs conséquences sur la santé mentale et le bien-être des personnes (enfants et adultes), des familles et des communautés, fait partie intégrante de l'approche humanitaire. Les pratiques de soins (SMPS) sont un élément permanent de la réponse humanitaire à la situation des réfugiés ou déplacés. Adopter une approche psychosociale signifie procurer une réponse humanitaire qui soit bénéfique pour la santé et le bien-être psychosocial des réfugiés/déplacés. Les interventions psychosociales consistent à réaliser une ou plusieurs activités dans l'objectif d'améliorer la santé et le bien-être psychosocial des réfugiés. Les interventions sont généralement réalisées dans les secteurs de la santé, de la protection basée sur la communauté et de l'éducation. On trouve, surtout dans les villages, peu d'enfants allaités exclusivement pendant les 6 premiers mois. De l'eau, souvent de mauvaise qualité, est utilisée en complément de l'allaitement. Le climat septentrional du Nord Cameroun, les fortes chaleurs amènent les mères à penser que les bébés ont les mêmes besoins qu'elles quant à l'hydratation. Elles leurs donnent donc à boire en plus.

la première semaine d'école, les parents en tant que partenaires dans l'éducation de leurs enfants, la mise à profit de la période de vacances, etc. C'est ce qu'illustrent d'ailleurs les images ci-dessous.

Photo 4 : Session de soutien psychosocial dans un espace ami d'enfant mobile, camp de Minawao, Extrême Nord, Cameroun



Source : Cliché Nganadako Jean Pierre, février 2017.

Photo 5 : Des enfants joyeux dans un espace ami d'enfant au camp des réfugiés de Minawao, Extrême Nord, Cameroun



Source : Cliché Nganadako Jean Pierre, Janvier 2017.

Des campagnes de sensibilisation sur la violence sexuelle et sexiste et la sauvegarde des enfants ont été menées auprès de 17 128 personnes (2 019 garçons, 2 914 filles, 2 997 hommes et 6 490 femmes) auprès des réfugiés et des déplacés internes.

b- Les autres domaines du CARE et DU PLAN international

Sur le plan éducatif, CARE s'engage à promouvoir le droit à l'éducation et à renforcer les systèmes éducatifs en collaboration avec les professeurs, communautés, gouvernements et partenaires. L'approche de CARE concernant l'éducation et le leadership des filles consiste à sensibiliser les parents et les communautés sur l'importance de l'éducation des filles et à permettre aux filles de recevoir une éducation de qualité basée sur la lecture, l'écriture, les fondements mathématiques et le raisonnement critique¹⁰.

S'agissant du volet alimentaire, CARE s'attaque aux causes sous-jacentes de la pauvreté pour permettre aux personnes d'être autonomes. Elle aide les familles à produire davantage de nourriture et à augmenter leurs revenus tout en gérant de manière adéquate leurs ressources naturelles et en préservant l'environnement pour les générations futures. De ce point de vue, l'organisation travaille avec les agriculteurs pour augmenter leurs rendements agricoles (cultures et élevage), au travers d'activités comme la culture de nouvelles variétés de graines, etc. CARE distribue des outils, forme les familles pour les aider à s'approprier des meilleures techniques agricoles, et travaille avec les agriculteurs pour développer des systèmes d'irrigation pour leurs fermes et des projets de conservation de l'eau. La grande majorité des personnes souffrant de faim chronique dans le monde étant des femmes et des enfants, il est d'autant plus important d'obtenir une véritable égalité des genres. Quand la nourriture se fait rare, les filles et les femmes sont souvent les dernières à manger, et ce sont pourtant elles qui fournissent le plus de nourriture et d'eau à leur famille¹¹.

Comme le souligne Cheaka et Nangbe¹², les acteurs du secteur informel sont d'inspiration privée et volontariste. En ce sens, ils comptent sur leurs propres forces et ceci à partir des modestes moyens à leur disposition. Dans cette perspective, les ONG interviennent auprès des communautés pour aider les populations à inscrire leurs activités dans le long terme. Dans leurs stratégies d'intervention, la formation l'appui-conseil constitue la logistique de

¹⁰ CARE INTERNATIONAL, « Rapport annuel », 2016, p. 8.

¹¹ *Ibid.*, p. 9.

¹² T., Aboudou Cheaka Et F. Nanbe, « Les ONG et le secteur informel en Afrique : Quels types de relations et pour quel but », *Essai sur les ONG*, série N°2, Institut international pour l'environnement et le développement, 1998, p. 4.

l'accompagnement dans le montage des dossiers financiers et les orienter vers les personnes et institutions habilitées à répondre adéquatement à leurs préoccupations. De ce point de vue, Care international et Plan international par exemple œuvrent pour le parrainage dont le but est la promotion des droits des enfants. Ce processus instaure une relation chaleureuse entre les communautés, les familles et les enfants d'une part, et les parrains d'autre part ; ces relations permettent à Plan International d'intervenir sur le long terme et d'apporter des améliorations durables de la qualité de vie des bénéficiaires.

Par ce processus, des parrains peuvent venir en aide aux enfants les plus vulnérables à travers le monde, et particulièrement dans les communautés. Les enfants parrainés jouent le rôle d'ambassadeurs pour leurs communautés. Ils partagent leurs quotidiens avec leurs parrains à travers des correspondances, dans le but d'en apprendre plus sur leurs cultures respectives et de sensibiliser le plus de personnes possible sur le sort des enfants et plus particulièrement des filles¹³.

Les programmes de Plan International ciblent les enfants parrainés par des actions de développement à caractère communautaire, auxquelles les enfants eux-mêmes et leurs familles prennent une part active¹⁴. Ces interventions sont rendues possibles grâce aux revenus générés par le biais du parrainage d'enfants.

Le parrainage consiste donc à faciliter l'accès des filles, des enfants vulnérables, des enfants exclus et des enfants menacés d'exclusion à une éducation inclusive de qualité, y compris dans les situations d'urgence, ainsi que l'accès à un travail décent et à l'entrepreneuriat pour les jeunes femmes au terme de leur éducation.

Au nombre des innovations mises en place au cours de l'année 2018, figure en bonne place la création de 25 structures de collaboration avec des jeunes âgés de 15 à 24 ans dans cinq Unités de programmes (Bamenda, Bertoua, Biteng, Garoua et Maroua). Ce projet vise à fournir un soutien à long terme aux groupes d'enfants et de jeunes pour leur permettre d'assumer le rôle d'ambassadeurs du changement en faveur de l'égalité des sexes et de la bonne gouvernance au niveau communautaire, communal et national.

¹³ PLAN INTERNATIONAL, « Rapport annuel », 2018, p. 30.

¹⁴Aissatou Oumaté, 40 ans, Tailleuse, Tokombéré, 22 octobre 2021

Les principaux domaines d'intervention de ces structures de collaboration incluent la sauvegarde des enfants et des jeunes, la bonne gouvernance, et les droits à la santé sexuelle et reproductive des adolescents. Visites de parrains : le rendez-vous des cultures.

Concernant les visites des parrains, le principe offre l'occasion à un enfant de rencontrer son parrain. C'est un moment important qui contribue à renforcer la relation entre l'enfant parrainé, sa famille et la communauté, d'une part, et le parrain d'autre part. C'est aussi une opportunité pour l'enfant parrainé et le parrain d'exprimer leur affection mutuelle par l'échange de cadeaux. En outre, les visites de parrains sont un instrument de transparence pour Plan International, car elles permettent à l'organisation de présenter aux parrains les projets que leurs contributions permettent de réaliser dans la communauté des enfants qu'ils soutiennent.

Il est dès lors compréhensible que ces membres expriment un haut niveau de satisfaction par rapport aux activités des groupes. Plan International entend tirer profit des leçons apprises et des difficultés rencontrées pour améliorer son programme AVEC dans les communautés au cours de l'exercice 2019. L'intervention de Plan International en réponse aux crises humanitaires de la RCA et du nord du Nigéria a favorisé l'autonomisation et l'autosuffisance des jeunes. Ainsi, 1 942 jeunes réfugiés (818 femmes et 1 124 hommes) ont bénéficié d'une formation professionnelle dans les domaines de l'agriculture, de la micro entreprise, de la coiffure, de la fabrication de chaussures, de la saponification, de la couture, de la maintenance électrique de base et de la maçonnerie¹⁵. Des kits de démarrage (machines à coudre avec accessoires de couture, machines à souder, outils agricoles, etc.) leur ont également été fournis pour leur permettre de créer leur propre entreprise.

En outre, un total de 128 033 933 FCFA (195 186 euros) en espèces a été transféré pour services rendus à 3 000 déplacés internes (1 314 hommes et 1 686 femmes) dans les arrondissements de Goulfey, Maltam et Kousseri. Cette disposition a fourni des opportunités d'emploi aux jeunes en situation d'urgence¹⁶. En ce qui concerne la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes femmes, 7 840 personnes (1 000 hommes, 224 hommes, 4 000 femmes, 2 616 femmes) appartenant à 660 groupes dans les Unités de programme de Garoua et de Bamenda ont accru leurs compétences en matière d'entreprise, leurs revenus et, partant, le bien-être de leurs familles et de leurs enfants grâce à de meilleures aptitudes dans le domaine

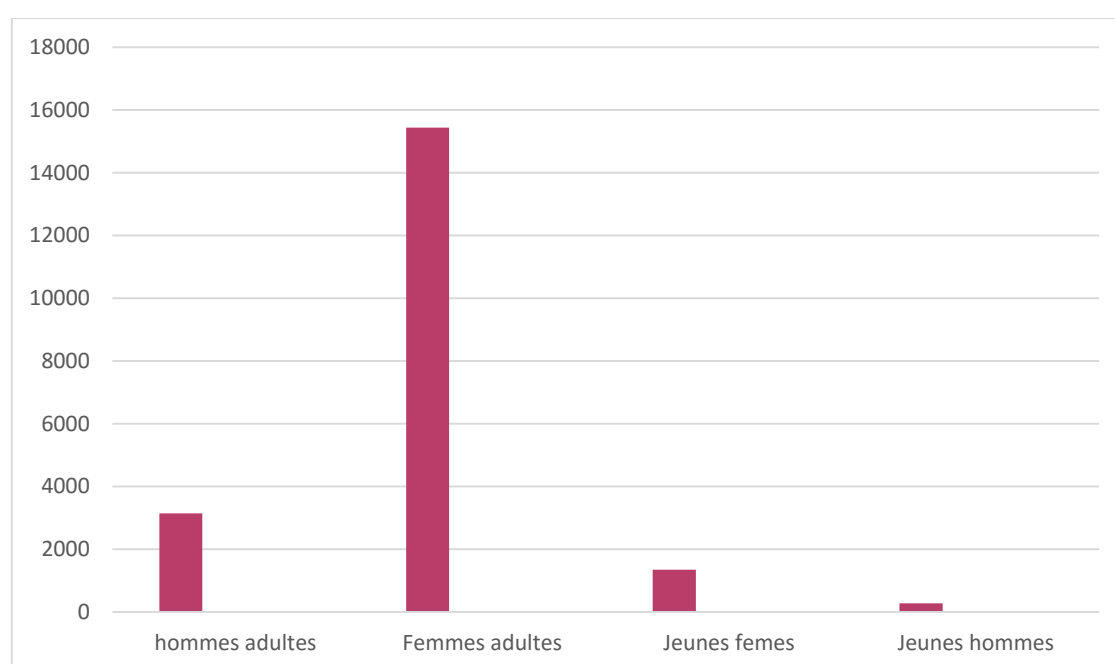
¹⁵ Aissatou Oumaté, 40 ans, Tailleuse, Tokombéré, 22 octobre 2021

¹⁶ Fanta Cécile, 37 ans, Ménagère Tokombéré, 20 août 2021.

de l'élevage des chèvres et des moutons. Ce renforcement de capacités s'est fait à travers des sessions de formation organisées dans le cadre du projet «Gift of Hope» (Don de l'Espoir), mis en œuvre à Garoua et à Bamenda avec le soutien de partenaires locaux et du Ministère de l'Élevage, de Pêches et des Industries Animales¹⁷.

Au cours de l'exercice 2018, les filles et les jeunes femmes ont pu acquérir des compétences en matière de gestion financière et de leadership au sein de 1 166 AVEC constitués de 3 144 hommes, 15 442 femmes, 274 jeunes hommes et 1 338 jeunes filles. Le diagramme ci-dessous récapitule les données y relatives.

Figure 1 : **Composition des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit en 2018**



Source : Diagramme réalisé par Adamou Medjemiké, à partir des données du rapport du PLAN 2018.

Ces personnes ont accru leur capacité à épargner et à mener des activités de groupe dans le cadre du programme de mise en place de services financiers durables au niveau communautaire¹⁸. Le leadership des femmes et des jeunes, l'égalité des sexes, le droit à la santé sexuelle et reproductive, l'enregistrement des naissances, la gestion de l'épargne et le crédit sont entre autres thématiques abordées.

Les bénéficiaires ont également participé à de sessions de formation pratique sur plusieurs activités génératrices de revenus. Ces groupes ont mobilisé une épargne totale de 250

¹⁷ PLAN INTERNATIONAL, Rapport essentiel sur l'insertion, 2018, p. 17.

¹⁸ Sawalda Kaldaossa, environ 58 ans Cultivateur, Mokolo, 30 août 2021.

713 670 FCFA (382 211 euros), ce qui a permis à plusieurs membres d'initier des activités économiques et de subvenir à leurs besoins fondamentaux. Le montant des fonds épargnés et le nombre de prêts accordés aux membres des groupes sont la preuve que ceux-ci possèdent désormais la capacité d'aider leurs membres à accroître leurs revenus. C'est ce qu'illustre cette image.

Photo 6 : Des jeunes filles reçoivent des certificats et des kits de démarrage à la fin d'une formation professionnelle de 6 mois, Camp de Minawao, Extrême-Nord



Source : Plan international, (2018), rapport d'activités, <http://plan-international/org./es/file/36034/donnmoad?token=khyJjh/r>, consulté le 19 octobre 2021.

De plus, l'organisation a soutenu les groupes avec des semences, des compléments alimentaires pour animaux, des produits vétérinaires, des matériaux pour la construction des enclos, etc. Elle a remis 2 865 chèvres et 935 moutons aux 660 groupes bénéficiaires¹⁹. Ceux-ci ont ainsi pu créer 660 jardins sur 136,25 hectares de terres et 138,2 hectares de champs fourragers. Les excédents de production de ces jardins ont été vendus à hauteur de 1 000 000 FCFA (1 524 euros) et partagés entre les membres des groupes²⁰.

¹⁹ Sawalda Kaldaossa, environ 58 ans Cultivateur, Mokolo, 30 août 2021.

²⁰ Aissatou Oumaté, 40 ans, Tailleuse, Tokombéré, 22 octobre 2021.

Dans le domaine de changement climatique, Brangeon et Bolivard²¹ notent que les actions de CARE visent à aider les personnes à s'adapter aux changements climatiques, en plaidant en faveur d'une utilisation durable de l'eau et des autres ressources naturelles, et en luttant contre la dégradation de l'environnement. La préparation aux catastrophes étant au centre de l'organisation, celle-ci interpelle les communautés à la construction de bâtiments plus robustes, à l'élaboration de systèmes d'alerte précoce et de plans d'évacuation, à l'installation d'équipements techniques, et la publication d'informations sur les médias. Pour aider les communautés à préserver leurs ressources naturelles, les actions de CARE se traduisent par la protection des systèmes agro-forestiers afin de réduire la perte de biodiversité, le soutien au reboisement, l'utilisation de produits à faible teneur en carbone et la création de zones protégées²². C'est ce qui semble pousser les pouvoirs publics camerounais à la création du parc zoologique de Mozogo dans l'arrondissement de Koza, département du Mayo-Tsanaga.

Au camp de Minawao par exemple, à l'initiative du UNHCR, des activités de formation à la fabrication de foyers améliorés, de briquettes écologiques et de bio-digesteurs ont été initiées (et mises en œuvre par PLAN International et IEDA) ainsi que 300 foyers métalliques de type SAVE 80 et 800 foyers améliorés faits à base de bouse de vache ont été distribués aux ménages et 30 ménages ont été formés aux techniques de fabrication de foyers améliorés à partir de bouse de vache et d'argile. Ces ménages ont à leur tour formé 1 160 personnes²³. Les impacts générés par des telles réalisations seront analysés dans la partie suivante.

II- IMPACTS DES APPUIS DU CARE ET PLAN SUR LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS DE LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD

Il s'agit d'analyser les impacts des apports ou du moins des contributions du PLAN et CARE dans l'amélioration des conditions de vie des populations de la région de l'Extrême-Nord Cameroun. Nous analysons ces impacts sur deux domaines principaux : la santé, l'éducation, l'entrepreneuriat et la réduction des inégalités du genre.

²¹ Samantha Brangeon Et E. Bolivard, « L'impact environnemental du camp de réfugiés de Minawao », 2017, p.56. <https://www.reliefweb.int/2Fsites/2Freliefweb.int/2Ffiles/>, consulté le 19 novembre 2021.

²²<https://www.care-international.org/2Ffiles/2Ffiles/2Fp/>, consulté le 18 novembre 2021.

²³ Samantha Brangeon Et E. Bolivard, « L'impact environnemental du... », 2017, p. 10.

a- Impact des apports du PLAN et CARE sur le plan scolaire et sanitaire dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun

Le Plan International a commencé ses activités au Cameroun en 1996, et a étendu progressivement sa zone de couverture au fil des ans. Nous avons actuellement des représentations dans 8 régions sur les 10 que compte le Cameroun, à savoir, l'Adamaoua, le Nord, l'Extrême-Nord, le Centre, le Nord-Ouest, le Sud-Ouest, l'Est et le Littoral.

Depuis plus de 20 ans, l'action de Plan International Cameroun a eu un impact remarquable sur la vie de millions d'enfants, notamment par le biais de programmes de développement et d'assistance humanitaire dans les secteurs aussi variés que l'éducation, la santé, la sauvegarde de l'enfance et de la sécurité économique²⁴.

Depuis 2013, le plan a contribué de manière significative aux côtés de la communauté humanitaire et du gouvernement à la réponse à trois crises humanitaires majeures, notamment, l'afflux de réfugiés nigériens dans la région de l'Extrême-Nord²⁵.

Au cours de l'exercice 18, Plan International Cameroun a adopté une nouvelle Stratégie de Pays pour une période de cinq ans (2018-2022). Cette Stratégie prend en compte divers documents clés, notamment les objectifs de développement durable (ODD), les priorités du gouvernement en matière de développement telles qu'énoncées dans le Document Stratégique pour la Croissance et l'Emploi, et la Stratégie globale 2018-2022 de Plan International²⁶.

Dans son volet réintégration scolaire des enfants déscolarisés et non scolarisés, plusieurs activités ont menées sur le terrain, cela a permis d'identifier les enfants qui sont placés dans le système éducatif formel²⁷. C'est le cas par exemple de la localité de Gazawa où Plan à travers ses actions a pu insérer beaucoup d'enfants dans le circuit scolaire en 2017. En effet, selon Nganadako Jean Pierre²⁸, « beaucoup d'enfants en âge scolaire erraient à la maison faute de moyens et de sensibilisation. En 2017, le plan a engagé une campagne de sensibilisation dans cette localité afin de conscientiser les parents sur l'importance de l'école mais à travers des appuis en fournitures scolaires aux enfants issus des parents vulnérables ». Cette campagne a permis d'inscrire une cinquantaine d'élèves.

²⁴ Samantha Brangeon Et E. Bolivard, « L'impact environnemental du... », (2017), p. 11.

²⁵ PLAN INTERNATIONAL, « rapport d'activités... », 2018, p. 12.

²⁶ *Ibid.*, p. 13.

²⁷ *Ibid.*, p. 14.

²⁸ Nganadako Jean Pierre, débrouillard, 04 novembre, 2021, Maroua.

En outre, ils ont enregistré une augmentation nette de 798 animaux grâce à la reproduction des géniteurs de départ. Grâce à ce projet, beaucoup de femmes ont amélioré la qualité de la nourriture dans leurs ménages et ont également augmenté leurs revenus pour mieux répondre aux besoins vitaux des enfants²⁹.

Dans le cadre de la réponse à la crise des réfugiés nigériens, l'amélioration de la stimulation précoce des enfants de moins de 5 ans a été rendue possible par la construction et l'équipement de 04 centres de Soins et Développement de la Petite Enfance (SDPE) dans le camp de réfugiés de Minawao et dans la communauté d'accueil de Gawar, ainsi que la formation de 68 animateurs SDPE sur les programmes de développement de la petite enfance, le soutien psychosocial et les techniques de fabrication de matériel didactique utilisant des matériaux locaux³⁰.

Dans les espaces d'apprentissage temporaires, sur les 3 637 élèves (1 783 garçons et 1 854 filles) inscrits à l'école au cours de l'année scolaire 2017/2018, 1 573 enfants (805 garçons et 768 filles) de l'école maternelle (Grande section) ont été promus à l'école primaire la prochaine année scolaire³¹.

Dans le domaine de la santé, l'on note une nette réduction significative de la malnutrition chez les enfants réfugiés de moins de 5 ans. Ceci est le résultat de démonstrations culinaires effectuées dans le contexte d'activités de déviance positive dans cinq districts de santé (Maroua 1, 2, 3, Gazawa et Tokombere), dans le cadre du projet GFFO. La population a appris à utiliser des denrées produites localement pour préparer de la bouillie enrichie. Le principal objectif de cette activité était de réhabiliter rapidement les enfants malnutris et de faire évoluer les comportements en matière de pratiques alimentaires, les pratiques hygiéniques et sanitaires, et les soins aux jeunes enfants. Au total, 410 séances de démonstrations culinaires ont été organisées à l'intention de 9 415 participants, dont 390 hommes et 8 681 femmes³².

Dans le cadre du programme d'alimentation complémentaire, 16 823 enfants âgés de 6 à 59 mois ont été dépistés (9 822 filles et 7 001 garçons), ainsi que 513 femmes allaitantes et 37 femmes enceintes, avec la collaboration de 16 districts de santé. Les cas confirmés de malnutrition aiguë modérée et de malnutrition aiguë sévère chez les enfants ont été admis dans

²⁹ PLAN INTERNATIONAL, « rapport d'activités... », 2018, p. 16.

³⁰ PLAN INTERNATIONAL, « rapport sur la situation... », 2019, p. 17.

³¹ *Ibid.*

³² *Ibid.*, p. 18.

le programme de nutrition. Le tableau et le graphique ci-dessous parlent d'eux-mêmes quant à l'impact du programme³³.

Dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive, l'accès aux informations et aux services de santé sexuelle et reproductive pour les filles et pour les jeunes femmes et les jeunes hommes a été amélioré par le biais de plusieurs initiatives³⁴. Celles-ci visaient à garantir la santé et les droits sexuels et reproductifs des cibles, et à donner aux filles et aux jeunes femmes les moyens de faire des choix éclairés sur leurs corps, leur sexualité et leurs décisions sur le plan matrimonial³⁵. Cette réalité s'illustre par cette image :

Photo 7 : Sensibilisation des femmes par le PLAN sur la santé sexuelle et reproductive



Source : Plan international, (2018), rapport d'activités, http://plan-international/org./es/file/36034/donnmoad?token=khyJjh_r, consulté le 19 octobre 2021.

En ce qui concerne la santé de la reproduction, le focus de Care est orienté vers les femmes tant dans le ciblage que dans la mise en œuvre des activités alors que la santé sexuelle et reproductive est aussi un problème des hommes et des jeunes hommes sans oublier le pouvoir et l'influence des hommes sur l'accès et le contrôle des femmes aux services de santé sexuelle.

³³ PLAN INTERNATIONAL, « rapport sur la situation... », 2019, p. 20.

³⁴ Sawalda Kaldaossa, environ 58 ans Cultivateur, Mokolo, 30 août 2021

³⁵ PLAN INTERNATIONAL, « rapport d'activités... » 2018, p. 21.

On note les projets de distribution des kits de dignité aux femmes et filles en âge de procréer pour leur hygiène menstruelle ; la distribution de kit d'hygiène pour les nouveaux nés couplés avec l'objectif d'encourager les femmes enceintes à pratiquer les consultations prénatales. La composition des kits est définie sur la base de l'analyse des pratiques d'hygiène des femmes et des hommes de chaque zone. Les rôles et les risques de violences pour les femmes et les filles sont considérés dans la construction des ouvrages : ainsi l'emplacement des points d'eau et des latrines est choisi afin de minimiser ces risques et de réduire la distance et le temps mis pour la collecte d'eau. Les latrines communautaires sont séparées entre les hommes et les femmes avec verrous internes pour assurer l'accès sécurisé par les femmes et les filles.

Dans le secteur de l'abri, on note la construction des abris à travers le *Cash for Work* aux ménages vulnérables avec priorité à ceux dirigés par les femmes et de la distribution d'articles non alimentaires pour les ménages notamment les kits cuisine³⁶.

S'agissant du volet sécurité alimentaire et nutrition, l'on note une distribution de cash inconditionnel pour les ménages dirigés par les femmes et les ménages très pauvres pour subvenir aux besoins alimentaires, des aliments enrichis (CSB++) pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes (à travers le PAM) pour couvrir leurs besoins nutritionnels spécifiques et prévenir la malnutrition ; ceci est couplé avec du cash, distribué aux femmes afin de sécuriser les intrants nutritionnels. Même si les interventions sont souvent insuffisantes comparées au besoin, (le nombre de bénéficiaires touchés, la taille des ménages), elles ont profité plus aux enfants et aux femmes et qui en sont la cible prioritaire (ménages dirigés par les femmes, femmes enceintes et allaitantes, enfants).

En ce qui concerne les moyens de subsistance, les activités phares du Care sont les associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) avec les formations professionnelles variées pour les femmes et les jeunes³⁷. Les divers appuis à la production agricole avec la distribution des intrants agricoles pour les hommes (semences améliorées des cultures pluviales) et les femmes (semence maraichères) et le plaidoyer pour l'accès des déplacés aux terres cultivables.

En effet, à la crise des réfugiés nigériens, 50 ASC (30 hommes et 20 femmes) du camp de Minawao et des communautés d'accueil ont été formées à la santé sexuelle et reproductive

³⁶ Sawalda Kaldaossa, environ 58 ans Cultivateur, Mokolo, 30 août 2021.

³⁷ Fanta Cécile, 37 ans, Ménagère Tokombéré, 20 août 2021.

et à la planification familiale. À leur tour, ces ASC ont sensibilisé 30 814 personnes (12 876 hommes et 17 938 femmes) à l'importance de l'utilisation des services de santé sexuelle et reproductive³⁸.

De même, un atelier d'orientation a été organisé à l'intention de 75 responsables de communautés (67 hommes et 08 femmes) sur les questions de santé procréative et sexuelle. Parmi les participants figuraient des chefs traditionnels, des chefs religieux, des membres de comités de santé, des présidentes d'associations de femmes, des représentants du district sanitaire de Mokolo et les chefs des centres de santé de Gawar, Gadala, Minawao et Zamay. Les organisations internationales non gouvernementales sont devenues des acteurs incontournables des relations internationales. Elles mettent en jeu des moyens considérables dans leurs diverses réalisations et, représentent désormais des partenaires privilégiés des pays en développement. Cette forme de coopération au développement doit son émergence aux échecs des programmes classiques d'aide au développement dont la coopération gouvernementale. Leur essor au Cameroun comme dans d'autres pays africains s'est davantage renforcé par l'échec des PAS³⁹ et la détérioration des conditions de vie des populations qui s'en est suivie⁴⁰.

C'est dans le même ordre d'idée que Bendjouka Elisabeth⁴¹ témoigne que les différents appuis que les ménages vulnérables reçoivent du Plan tels que les denrées alimentaires leur permettent d'améliorer leurs conditions de vie, car, le plan soutient les personnes qui sont en difficultés matérielles. Les divers appuis que les bénéficiaires reçoivent les aident à se nourrir et à se faire soigner. Une idée partagée par Baldagui Pierre⁴² avouant que « Toutes les réalisations des ONG sont salutaires dans notre village. Ces ONG comme Care, Plan, Action contre la faim, nous appuient en denrées alimentaires, en construction des adductions d'eau, etc. Toutes ces actions nous permettent d'améliorer nos conditions de vie. Maintenant nous n'avons plus de problème de faim, nos enfants vont à l'école sans soucis ». C'est ce que témoignent d'ailleurs ces images :

³⁸ PLAN INTERNATIONAL, « rapport d'activités... » 2018, p. 23.

³⁹ Programme d'Ajustement Structurel.

⁴⁰ PLAN INTERNATIONAL, (2018), rapport d'activités, <http://plan-international/org/>, consulté le 19 octobre 2021.

⁴¹ Bendjouka Elisabeth, ménagère, 08 Août 2021, Maroua.

⁴² Baldagui Pierre, cultivateur, 30 Août 2021, Mokolo.

Photo 8 : Le personnel Santé et Nutrition de Plan International sensibilise les mamans sur les bonnes pratiques de nutrition pour leurs enfants



Source : Cliché : Plan international, (2018), rapport d'activités, <http://plan-international/org.>, consulté le 19 octobre 2021.

Photo 9 : Une maman nourrit son enfant avec des compléments alimentaires à la suite d'une sensibilisation de l'équipe nutrition de Plan International



Source : Plan international, (2018), rapport d'activités, <http://plan-international/org./esr>, consulté le 19 octobre 2021.

Sur le plan alimentaire, des campagnes de sensibilisation à l'endroit des mères pour une alimentation réussie pour leurs progénitures ont été menées. Dans cette perspective, Djonkeu Francis avoue que « le Plan vient en aide aux enfants ayant des carences de croissance. Il s'agit notamment des enfants de 06 à 59 mois, les femmes allaitantes et les femmes enceintes. Ici, l'organisation cible les personnes vulnérables qui ont des difficultés à subvenir à leur besoin. Pour repérer cette catégorie d'individus, plusieurs équipes travaillent dont une équipe chargée d'identifier cette catégorie d'individus, une équipe composée d'enquêteurs qui partent auprès des populations pour avoir des informations sur état et une équipe est chargée de venir en aide aux personnes identifiées.

Quant aux enfants de 06 à 59 mois, les équipes leur donnent les produits énergétiques susceptibles de faciliter leur croissance. Il s'agit notamment de plumpy, produit riche en calcium et en vitamine qui favorise la croissance physique chez l'enfant.

En ce qui concerne les femmes enceintes et les femmes allaitantes, le Plan leur vient en aide à travers des appuis des produits alimentaires en l'instar de super céréale constitué de farine soja, qui est un produit produisant de l'énergie pour renforcer leur capacité à allaiter et entretenir les enfants qui sont dans les seins maternels⁴³.

Comme nous avons pu le constater dans le chapitre précédent, les OING appuient pour la plupart l'action du gouvernement dans des domaines qui vont en droite ligne avec les priorités de l'État, les OMD et leurs domaines cibles. Ces OING constituent un mouvement en constante évolution, soit en termes de procédures internes, stratégies et approches de travail, soit en termes d'adaptation de l'intervention en fonction des domaines définis comme prioritaires, du contexte et des urgences qui peuvent subvenir⁴⁴. Ces interventions se déroulent généralement dans le cadre d'un partenariat impliquant parfois plusieurs acteurs (État, organisations et entreprises locales, populations).

Les programmes CARE visent à aider des familles pauvres à générer des ressources, les femmes n'ayant souvent pas les moyens ou les compétences et l'éducation nécessaires pour percevoir un revenu ou étendre leurs activités pour gagner leur vie. Les femmes cheffes de famille comme les veuves, les femmes divorcées ou abandonnées sont particulièrement vulnérables, notamment si elles ne peuvent pas être propriétaires⁴⁵.

⁴³ Djoubeirou Dandi, 51 ans, Fonctionnaire, Gazawa, 04 novembre.

⁴⁴ *Idem*.

⁴⁵ [https://www.care-international.org%2Ffiles%2Ffiles%2Fpublications%2FCARE-International-Annual-Report-2010-fr\(1\).pdf&usg=AOvVaw32AVFmvg2dpIWNU3bN6oZQ](https://www.care-international.org%2Ffiles%2Ffiles%2Fpublications%2FCARE-International-Annual-Report-2010-fr(1).pdf&usg=AOvVaw32AVFmvg2dpIWNU3bN6oZQ), consulté le 18 novembre 2021.

b- Impact des appuis du PLAN et CARE dans le domaine de l'entrepreneuriat et la réduction des inégalités du genre

Dans le domaine de renforcement des compétences et opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat pour les jeunes, au cours de l'exercice 2018, les filles et les jeunes femmes ont pu acquérir des compétences en matière de gestion financière et de leadership au sein de 1 166 AVEC constitués de 3 144 hommes, 15 442 femmes, 274 jeunes hommes et 1 338 jeunes filles. Ces personnes ont accru leur capacité à épargner et à mener des activités de groupe dans le cadre du programme de mise en place de services financiers durables au niveau communautaire. Le leadership des femmes et des jeunes, l'égalité des sexes, le droit à la santé sexuelle et reproductive, l'enregistrement des naissances, la gestion de l'épargne et le crédit, sont entre autres thématiques abordées⁴⁶.

Les bénéficiaires ont également participé à de sessions de formation pratique sur plusieurs activités génératrices de revenus. Ces groupes ont mobilisé une épargne totale de 250 713 670 FCFA (382 211 euros), ce qui a permis à plusieurs membres d'initier des activités économiques et de subvenir à leurs besoins fondamentaux⁴⁷. C'est ce qu'illustrent ces images :

Photo 10 : Les jeunes filles bénéficiaires des kits octroyés par le PLAN au camp de Minawao présentent leurs premières réalisations



Source : Plan international, (2018), rapport d'activités, http://plan-international/org./es/file/36034/donnmoad?token=khyJjh_r, consulté le 19 octobre 2021.

⁴⁶ CARE INTERNATIONAL, Rapport d'activités 2016, p. 38.

⁴⁷ PLAN INTERNATIONAL, Synthèse de travaux..., 2018, p. 39.

Le montant des fonds épargnés et le nombre de prêts accordés aux membres des groupes sont la preuve que ceux-ci possèdent désormais la capacité d'aider leurs membres à accroître leurs revenus. Il est dès lors compréhensible que ces membres expriment un haut niveau de satisfaction par rapport aux activités des groupes.

Dans le domaine de réduction des inégalités du genre, CARE a mis sur pied les activités de promotion de l'autonomisation socioéconomique des femmes. Il s'agit en fait des activités d'Association villageoise d'épargne et de crédit (AVEC) et les divers appuis au développement qui ciblent les femmes. Les AVEC consistent en l'appui à la structuration des groupements, les formations des membres en gestion et dynamique organisationnelle et la fourniture de kit (nattes, caisses, cadenas, matériel de bureau.). Les femmes mobilisent leur épargne régulièrement et s'octroient de crédit. Par exemple, les femmes ont bénéficié des intrants (arachides servant à la fabrication de la pâte d'arachide, condiments, etc...). Par ailleurs, ces groupements servent de plates-formes pour d'autres activités comme les sensibilisations sur divers thèmes notamment les violences basées sur le genre, la participation aux prises de décisions, la nutrition, la gestion des conflits, etc.⁴⁸

Selon le rapport d'évaluation d'impact Genre de la réponse de CARE à la crise du Bassin du Lac Tchad au Cameroun, Niger et Tchad faite par Kaltoumi Hamani et Fatouma Zara Laouan⁴⁹, il ressort que les activités de redressement économiques et d'insertion des jeunes permettent d'occuper les jeunes hommes et filles déplacés ou non, désœuvrés par le conflit, mais aussi procurent un revenu à ces jeunes, de ce fait diminuent le risque de VBG notamment l'adoption des stratégies de survie néfaste comme le sexe pour la survie des filles et des jeunes femmes, d'enrôlement dans les troupes des insurgés pour les jeunes hommes⁵⁰. Il s'agit des diverses formations professionnalisantes des jeunes hommes et filles accompagnés ou non d'équipement comme les ateliers de couture pour les filles ; les activités de *cash for work* qui ciblent les jeunes hommes et femmes et du montage du financement et du suivi des microprojets au profit des jeunes filles et garçons âgés de 18 à 35 ans. Les différentes assistances du CARE ont apporté des changements significatifs dans la vie des populations bénéficiaires du fait

⁴⁸ PLAN INTERNATIONAL, Synthèse de travaux..., 2018, p. 42.

⁴⁹ KALTOUMI HAMANI et FATOUMA ZARA LAOUAN, (2018), « Evaluation d'impact Genre de la réponse de CARE à la crise du Bassin du Lac Tchad au Cameroun, Niger et Tchad », <http://www.careevaluations.org/wp-content/uploads/Rapport-eval-Genre-LCB-Final-221118.pdf>, consulté le 23 novembre 2021.

⁵⁰ Aissatou Oumaté, 40 ans, Tailleuse, Tokombéré, 22 octobre 2021.

qu'elles répondent à leur satisfaction. Ce sentiment de satisfaction est soutenu par les améliorations suivantes :

Selon le même rapport⁵¹, une amélioration de l'indice de stratégie de vie des hommes et des femmes bénéficiaires ont moins recours aux stratégies de survie préjudiciables comme la pratique des activités à risque, la réduction du nombre de repas pris par jour, la délinquance par les jeunes ou même le sexe pour la survie ; Comme ainsi rapporté : Les femmes à l'Extrême-Nord du Cameroun ont délaissé la pratique de la coupe et la vente du bois de chauffe, à laquelle elles se risquaient pour survivre.

Selon les mêmes auteurs⁵², l'organisation offre une vie plus saine et plus digne grâce à un meilleur accès à l'eau potable, aux services d'hygiène et d'assainissement et à l'abri. Les femmes et les filles en âge de procréer ainsi que les hommes ont retrouvé plus de confort et dignité grâce aux kits d'hygiène menstruelle, au kit de rasage distribués par CARE. De ce point de vue, l'assistance de CARE a allégé la corvée d'eau en réduisant la distance au point d'eau, en fournissant les charrettes pour le transport de l'eau, ce qui assure un accès sécurisé à l'eau potable de jour comme de nuit et en plus libère du temps pour se consacrer à des activités productives. La disponibilité des latrines et la prise de conscience des populations des méfaits de la défécation à l'air libre et de la consommation de l'eau potable a contribué à diminuer les risques de maladies (choléra, kystes d'amibes et autres bactéries). Par contre les latrines communautaires sont séparées par sexe et sécurisées avec des portes et serrures.

De plus, grâce aux abris, les familles ont une vie plus décente à travers le regroupement familial et le respect de l'intimité et de la dignité des femmes ; ces dernières sont mieux protégées des risques de violences sexuelles à leur encontre. Les membres des ménages bénéficiaires des abris sont mieux protégés contre les vols et les intempéries, (froid, chaleur, pluie, poussière, maladies...)⁵³.

Ces appuis multiformes ont amélioré l'accès des hommes et des femmes notamment les femmes vulnérables, et les jeunes hommes aux ressources en renforçant leur capacité de production grâce à l'accès aux intrants agricoles. Ainsi, les ménages vulnérables dont ceux dirigés par les femmes subviennent à leurs besoins de souveraineté comme les vivres, la santé, l'éducation de leurs enfants grâce aux revenus générés des AGR développés grâce à l'appui en

⁵¹ Kaltoumi Hamani Et Fatouma Zara Laouan, *enjeux de développement...*2018, p. 17.

⁵² PLAN INTERNATIONAL, Synthèse de travaux..., 2018, p. 52.

⁵³ *Ibid.*

cash, aux intrants AGR reçus et un meilleur accès au crédit et aux formations en AGR reçues à travers les activités des AVEC⁵⁴.

Si l'action des ONG en se regroupant en réseau n'est pas en soi mauvaise, il est par contre nécessaire de remarquer qu'elle s'opère au détriment de la constitution d'un front commun des ONG nationales. La cause de cette atomisation obéit parfois au souci compréhensible et défendable de réunir les ONG par centre d'intérêt ou par thématique de travail pour plus d'efficacité. Vue sous cet angle, l'action est salutaire. Cependant, se cache derrière cette dynamique le besoin de certains partenaires de disposer de leur propre réseau d'influence et de légitimation de leurs actions au niveau du pays hôte. Les ONG élues constituent un pôle de rétention de l'information afin d'éviter une éventuelle concurrence. Il peut même arriver que les ONG du Nord se servent de ces réseaux pour exercer du chantage sur celle du pays hôte qui ne se conforme pas à leur vision ou leur politique. Dans cet environnement, l'appât du financement devient le plus grand dénominateur commun de division de tout front éventuel des ONG nationales. Les luttes inter-réseaux finissent par exacerber la concurrence déloyale entre ONG et renforcent le climat de méfiance en leur sein. D'où la tendance de la plupart des ONG nationales à travailler de façon isolée et à partager le moins possible les informations sur les sources de financement, les opportunités de partenariat et d'action, etc.⁵⁵

En conclusion, il était question dans ce chapitre d'analyser les actions du CARE et PLAN dans la région de l'Extrême-Nord. De ce point de vue, nous avons tenté de montrer ces actions sur le plan éducatif, sanitaire, de l'emploi, etc. Ainsi, nous avons pu constater que les divers appuis de CARE et PLAN dans la région de l'Extrême-Nord participent à l'amélioration des conditions de vie des populations. Cependant, force est de constater que les appuis des ONG revêtent d'enjeux qu'il est nécessaire d'analyser, c'est qui fera d'ailleurs l'objet du chapitre suivant.

⁵⁴ Kaltoumi Hamani Et Fatouma Zara Laouan, « Evaluation d'impact Genre de la réponse de CARE à la crise du Bassin du Lac Tchad au Cameroun, Niger et Tchad », 2018, <http://www.careevaluations.org/wp-content/uploads/Rapport-eval-Genre-LCB-Final-221118.pdf>, consulté le 23 novembre 2021.

⁵⁵ M. DOUCIN, (2005), « Les organisations non gouvernementales "acteurs-agis" des relations internationales ? », *Science politique*. Institut d'études politiques de Bordeaux; Université Montesquieu - Bordeaux IV, Français, <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00365820>, consulté le 24 novembre 2021.

**CHAPITRE IV : ENJEUX DES APPUIS DES ONG PLAN
ET CARE DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD
CAMEROUN**

Dans le présent chapitre, nous allons nous atteler à présenter les enjeux liés aux appuis du PLAN et CARE dans la région de l'Extrême-Nord tout en présentant préalablement les critiques des actions des ONG de façon générale. Il s'agit des critiques d'inspiration libéraliste et marxiste.

I- CRITIQUES DES APPUIS DES ACTIONS DES ONG

Nous débutons avec la critique d'inspiration libéraliste avant d'entamer avec celle d'inspiration marxiste.

a- Les critiques des appuis des ONG par les libéralistes

Les auteurs d'inspiration libéraliste comme Peter Bauer, Friedman, etc. pensent que l'aide extérieure ne peut promouvoir la croissance économique dans les pays bénéficiaires. Ces auteurs estiment que loin de résoudre une crise humanitaire, elle ne peut qu'aggraver l'insécurité alimentaire. En effet, les apports en grande quantité de ressources alimentaires en cas de crise humanitaire augmentent spontanément l'offre de ces produits¹. Il en résulte une baisse des prix au niveau local. Ceci décourage l'investissement et la production locale de vivres, et donc une baisse de l'activité de production. Un autre problème de l'aide alimentaire est que l'abondance alimentaire qu'elle crée encourage les pays qui en bénéficient à adopter des politiques peu favorables à la production locale. Ceci réduit l'activité économique dans le pays et augmente la dépendance vis-à-vis de l'extérieur des territoires aidés. Ainsi, les pays donateurs utilisent l'aide pour promouvoir la production et l'exportation de leurs entreprises, surtout celles qui opèrent avec le Tiers-Monde. Alors que ces entreprises sont condamnées à fermer leurs portes parce qu'inefficientes, on utilise l'aide pour les soutenir. Il en résulte une allocation non optimale des ressources dans les pays donateurs étant donné qu'on draine ainsi les ressources des secteurs efficaces vers les secteurs inefficients. La croissance globale sera donc plus faible.

Selon Fontanel et Echinard², toutes les ONG n'ont pas des actions charitables ou de défense d'intérêts collectifs. Certaines, sous couvert de l'intérêt commun, défendent des valeurs mercantiles ou criminelles. Il arrive que les ONG utilisent des moyens illégaux ou violents au nom d'un débat démocratique qu'elles refusent de reconnaître aux autorités publiques

¹ Amewoa Agbessi Komla, « L'aide au développement aide-t-elle le développement ? Le cas de l'Afrique subsaharienne », 2008, Thèse de doctorat, Université de Limoges, p. 50.

² J. Fontanel Et Y. Echinard, « La puissance économique-politique des organisations non gouvernementales dans le monde d'aujourd'hui », 1990, https://fontanel_echinard_ong.com, consulté le 25 novembre 2021.

démocratiquement élues. Dans ces conditions, l'action des ONG reste contestable, car, n'ayant pas de mandat électif, il leur est difficile de se présenter comme les représentants de l'opinion publique. Si les ONG sont d'abord des sentinelles de l'intérêt public face aux contraintes de la mondialisation, elles ne peuvent être considérées comme les représentants de la société civile dans leur campagne contre la trop grande libéralisation de l'économie. Si elles agissent au nom des valeurs humanistes, leur combat ne suffit pas à leur donner une légitimité collective, sur la base d'organisations privées, au fonctionnement démocratique souvent discutable. Les ONG sont généralement liées à leurs pays d'origine, lesquels financent leurs opérations. Par exemple, l'ONG américaine créée par le Congrès des États-Unis, dont elle reçoit des fonds et auquel elle rend des comptes peut-elle prendre des décisions désintéressées vis-vis de son bailleur de fonds? Dans ce contexte, l'indépendance des ONG vis-à-vis du pays d'origine est souvent difficilement établie, ce qui soulève le problème de respect du principe de neutralité. Si les ONG pallient les manques de structure et de gouvernance des pays du Sud, elles sont alors accusées parfois de néo-colonialisme. Elles se préoccupent de l'environnement, des droits de l'homme, du problème de l'égalité des sexes selon une approche européenne qualifiée d' « euro-centrique », sans tenir compte de l'histoire et de la culture des autres sociétés³.

En outre, les ONG ne soutiennent que les luttes qui correspondent à leurs principes et à leurs objectifs, en vue d'engager une lutte politique globale. Elles contribuent à l'avènement d'un imaginaire des solidarités transnationales, en produisant de façon croissante des discours sous forme de prophéties. Elles donnent aux individus l'image d'une appartenance à un vaste mouvement transnational⁴.

b- Critique des actions des ONG par les marxistes

Les auteurs d'inspiration marxiste quant à eux considèrent l'aide internationale ainsi que l'ensemble des politiques de développement comme servant avant tout, la cause des pays riches⁵. Ils considèrent l'aide comme un puissant canal par lequel les pays industrialisés continuent par exercer leur domination sur les pays en développement, malgré leur indépendance politique. Hugon résume leur proposition commune comme suit :

Le développement, à la fois sur la plan théorique (système de pensée, objectifs) et sur le plan des stratégies mises en application (aide, mondialisation,...) n'a constitué pour les sociétés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, depuis leur indépendance, qu'un nouvel avatar de la domination des

³ J. Fontanel Et Y. Echinard, « La puissance economico-... », 1990, p. 55.

⁴ *Ibid*, p. 56.

⁵ P., Hugon, « L'éclatement des Suds et les nouvelles relations internationales ». Revue internationale et stratégique, 2005/3, n°59, 2005, p. 94.

pays industrialisés et de l'occidentalisation du monde, sur tous les plans (économique, social, culturel...⁶

Les « anti-développementistes » dénoncent le « développement » et ses pratiques qu'ils qualifient de « désastres »⁷. Les Occidentaux, nostalgiques de la période coloniale et soucieux de toujours contrôler les autres parties du monde ont mis en place l'aide publique au développement. Elle est aujourd'hui la manifestation déguisée de l'égoïsme des plus nantis, et un nouveau moyen de leur ingérence dans les affaires et la vie des pays du Tiers-Monde. Selon les auteurs anti-développementistes, l'aide au développement n'existerait que dans le souci de pérenniser la domination occidentale. Elle sert d'outils de justification d'intervention dans les pays en développement, visant avant tout l'intérêt du donateur. « Le principal objectif des donateurs est bel et bien le renforcement de leur zone d'influence à travers le soutien politique aux dirigeants alliés du Sud, afin d'être en mesure de leur imposer des décisions économiques et de contrôler les positions qu'ils adoptent lors des sommets internationaux » comme le souligne Cué⁸.

Les ONG ne sont pas seulement des instruments pour aider les plus pauvres, mais aussi des structures qui ont également des objectifs « d'autoreproduction », pour assurer leur survie et le maintien des emplois. Comme toute entreprise et toute organisation, une ONG doit aussi se reproduire, maintenir des activités dans son propre intérêt, pour continuer à financer son secrétariat et son personnel et éviter des restructurations douloureuses. L'ONG n'a pas l'« altruisme » pour seule motivation et elle ne vit pas uniquement dans l'intérêt des pays en développement ou des populations bénéficiaires de l'aide. Pour se reproduire, elle peut adopter les stratégies et le profil qu'elle juge plus pertinents. Cela explique vraisemblablement le nombre élevé d'ONG travaillant dans les domaines qui attirent le plus facilement les dons privés, domaines de l'aide d'urgence, de l'aide à l'enfance ou de l'aide sanitaire. Comme les ONG dépendent de leurs donateurs et des financements publics, la plupart d'entre elles éviteront d'adopter des prises de position politiques susceptibles de détourner certains de ces donateurs vers d'autres organisations moins « dérangeantes »⁹.

⁶ P., Hugon, « L'éclatement des Suds, ... », p. 96.

⁷ Amewoa Agbessi Komla, (2008), p. 55.

⁷ M. CUE, « Objectifs du millénaire pour le développement : un partenariat déséquilibré entre le Nord et le Sud ». *Stateco*, n°105, AFRISTAT- INSEE - IRD (DIAL), 2010, p. 40.

⁸*Ibid*, p. 41.

⁹M. CUE, « Objectifs du millénaire... », p. 71.

Selon Fontanel et Echinard¹⁰, les ONG deviennent de véritables puissances monétaires, n'hésitant pas à recourir aux moyens les plus douteux de la publicité et des moyens de communication de masse. L'agence européenne ECHO (European Community Humanitarian Office) dépense 400 millions d'euros annuellement pour financer l'intervention d'ONG ou d'organismes internationaux dans des conflits (5). Aujourd'hui, près des trois quarts des programmes de la Banque mondiale en Asie du Sud impliquent des ONG. Environ un tiers seulement du financement d'Action contre la faim (ACF) est privé. Seules quelques grandes ONG parviennent encore à maintenir leur indépendance (Médecins sans frontières notamment). Quand il s'agit de fonds gouvernementaux ou intergouvernementaux, les exigences de contrôle sont plus strictes. La dépendance des ONG vis-à-vis des pouvoirs publics les rend aussi vulnérables aux intérêts de ces derniers et aux changements politiques.

Selon les mêmes auteurs, la représentation sociale des organisations gouvernementales est parfois « récupérée » par les entreprises. Les ONG se constituent en complexes industriels. Les firmes multinationales sont intéressées par des procédures de certification du respect de certaines valeurs environnementales, sociales et humaines dans leur « business ». Le problème est alors la multiplication des certificats et leur validité technique et commerciale. Les codes à respecter sont multiples, parmi lesquels les règles environnementales, les salaires, l'hygiène, l'information du consommateur, la santé, le travail des enfants, le genre ou la non-discrimination sont privilégiés. En avril 2000, Starbucks Corporation annonce sa volonté d'acheter plus cher les grains de café des petites entreprises dans 2 000 magasins aux États-Unis, dans le cadre du commerce équitable (*fair trade*), afin de leur permettre de vivre. McDonalds s'est aussi engagé à n'acheter des œufs (2 milliards par an) qu'auprès des entreprises qui réservent un traitement correct avec des règles bien précises aux poules ; au risque, en cas de non-respect, de perdre leur marché.

Étant donné qu'une ONG est une organisation non gouvernementale donc, une organisation de droit privé qui est financée par des dons et des contributions, c'est peut-être là le premier inconvénient que l'on peut trouver à une ONG car son financement est précaire et aléatoire. Une ONG défend de grands principes qui peuvent parfois les mettre dans des situations délicates au vue de la géopolitique d'un moment donné à un endroit précis là où l'ONG se doit d'intervenir. Comme le souligne Mbonda¹¹, l'ONG ne dispose pas de réel pouvoir politique ou militaire, elle peut être soumise au bon vouloir d'une dictature ou d'une

¹⁰ J. Fontanel Et Y. Echinard, « La puissance economico-... », p. 57.

¹¹ *Ibid.*, p. 72.

organisation fanatique qui n'attache pas de réelle importance au rôle et à l'action de l'ONG, c'est à mon sens encore un inconvénient, le plus gros inconvénient d'une ONG étant (toujours pour moi), le fait qu'elle soit à l'initiative de quelques personnes, souvent de bonne volonté, mais qui agissent et interviennent dans de multiples cas de figure sans avoir été mandaté par le peuple¹².

II- PLAN ET CARE COMME INSTRUMENTS AUX INTÉRÊTS DES PUISSANCES OCCIDENTALES

Il est question dans cette partie de montrer en quoi les ONG PLAN et CARE peuvent être perçus comme les instruments au service des intérêts des puissances occidentales.

a- PLAN et CARE comme acteurs de la démocratie occidentale

Les ONG ne sont pas seulement des acteurs idéologiques de contestation. Elles apparaissent aujourd'hui, et parfois les mêmes, prisonnières des financements multilatéraux et pourvoyeuses d'alibis démocratiques. En effet, la rupture constituée par l'événement d'une idéologie humanitaire occidentale rend possible, du moins pensable, l'ambition d'une moralité globale des droits de l'homme, forme suprême de la normalisation des valeurs qui constitue le projet final d'une globalisation annoncée, invoquée. En effet, comment parvenir à des normes uniques si les valeurs demeurent multiples ? C'est pourquoi les ONG, humanitaires en particulier, sont devenues des « entreprises de moralité. On peut penser qu'il s'agit aussi d'entreprises de moralisation¹³.

Qu'elles luttent contre la pauvreté, concept qui a remplacé celui de développement, ou qu'elles agissent au non de droits, les ONG sont désormais dans un champ global unique. Ne pas être pauvre n'est pas présenté comme un droit car à la Banque mondiale la pauvreté est imputée à l'incapacité d'entreprendre avec succès, C'est-à-dire à jouer du marché. Les obstacles sont bien identifiés et c'est sur eux que sont envoyées les ONG financées. Santé, éducation, genre, démocratie, environnement sont les domaines où s'inscrivent les actions des ONG mandatées par les bailleurs. Plusieurs de ces champs d'intervention étaient bien présents à l'époque du « développement » mais les modèles alors n'étaient pas uniques. Désormais, les

¹² <https://www.explic.com/maison/quels-sont-les-avantages-et-inconvenients-d-une-ong/>, consulté le 04 octobre 2021.

¹³ B. Hours, *L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 19.

politiques multilatérales disposent de normes et la place de l'expérimentation est réduite voire exclue.

Au-delà de l'émotion provoquée par les images humanitaires, la santé est devenue une affaire planétaire. Le sida a imposé la notion d'interdépendance, de contagion, de transmission. Aux médecins sans frontières s'offrent aujourd'hui des maladies sans frontières dont la gestion n'est plus du seul ressort de la politique de santé nationale. Pour les États faibles, toute la prévention passe sous contrôle multilatéral¹⁴. Les ONG engagées dans la santé trouvent dans cette interdépendance globale, une fonction qui n'est plus seulement d'éduquer localement mais de protéger globalement (le Nord surtout). Elles se substituent dans beaucoup de pays, et à des degrés variés, aux agents de l'État, le plus souvent réduits aux activités curatives et à la perception des salaires, lorsque c'est possible.

Il en est de même pour ce qui est de l'éducation où la crise des systèmes éducatifs suppose des initiatives, bien que les risques liés à la dégradation se situent à plus long terme que pour la santé.

La protection de l'environnement et de la biodiversité connaît un fort développement dans certaines régions. Les ONG sont de plus en plus présentes. Elles y sont dans une large mesure en position de contestation mais les normes environnementales globales, bien qu'elles tardent à se mettre en œuvre, ne manqueront pas de faire de certaines ONG des gardiennes d'un environnement sous contrôle multilatéral. Les normes de genre, d'origine américaine, font aujourd'hui partie de la panoplie de la normalité globale. En disant cela, il ne s'agit pas d'en contester la valeur, mais de souligner le caractère global de la norme. La plupart des projets financés introduisent un chapitre dans l'agenda exigé par les bailleurs.

Le rapport Nord-Sud, plus équitables, mobilise toujours certaines ONG, imprégnées de néo tiers-mondisme sous des formes diverses. Le mouvement dit d'altermondialisation est devenu un terrain pour ces ONG. La critique de la mondialisation capitaliste et les propositions de l'altermondialisme sont bien claires et cohérentes au plan idéologique. Elles imprègnent des organisations très diverses qui constituent une nébuleuse de groupes engagés dont certains peuvent être qualifiés d'ONG¹⁵. Hors de cette tradition alternative renouvelée et jamais interrompue, des urgenciers tels MSF se sont positionnés avec clarté dans les débats et les luttes

¹⁴ Aissatou Oumaté, 40 ans, Tailleuse, Tokombéré, 22 octobre 2021.

¹⁵ Djoubeirou Dandi, 51 ans, Fonctionnaire, Gazawa, 04 novembre 2021.

pour l'accès aux antirétroviraux et aux médicaments génériques. Le poids de leur autorité morale et leur profil non lucratif pèsent dans ces débats, illustrent la capacité et la vocation de contestation qui demeurent prospères aux ONG lorsqu'elles prennent l'opinion à témoin. Cette capacité de pression et de témoignage demeure une arme efficace pour les ONG¹⁶.

La globalisation rend caduque la notion de développement et la remplace par une lutte contre la pauvreté pour les non-solvables et l'émergence d'une société civile mondiale pour les autres, considérés comme normalisables ou normalisés. Toutes les étapes analysées montrent que les ONG ne sont pas susceptibles d'être abordées de façon angélique ou idéaliste. Ce sont des entreprises de moralité et de normes économiques, éducatives, sanitaires, environnementales. Elles jouent avec ou contre les États et les instances multilatérales, au coup par coup. Elles ne disposent pas des moyens d'une alternative radicale et sont donc convoquées pour gérer le monde selon les normes occidentales globales. Acteurs idéologiques de premier plan, les ONG sont au cœur du processus de globalisation, pour le pire, comme pour le meilleur¹⁷.

Pour certains gouvernements, certaines ONG constituent une nuisance dans le processus de globalisation ou représentent une menace pour la défense de leurs propres intérêts. Parfois, ils considèrent qu'elles ont des idées nouvelles et constituent des sources d'information utiles. Les ONG ont obligé le FMI à prêter attention à la dégradation de l'environnement, à la corruption, à l'endettement, mais aussi au caractère social du développement. L'essor de l'aide humanitaire est maintenant reconnu par les instances internationales et les « sanctuaires humanitaires » sont remplacés aujourd'hui par les « zones de sécurité ». Si les ONG constituent des moyens intéressants pour prévenir ou guérir la guerre, leurs actions ne sont pas toujours efficaces. Cependant, il est certain que les ONG peuvent participer activement à la restauration de la paix et au développement économique des pays victimes. Pour Kofi Annan, les ONG sont la conscience de l'humanité. Dans ce contexte, les organisations non gouvernementales sont supposées constamment défendre la paix, s'engager dans la lutte contre l'injustice et le refus de la faim¹⁸.

De nouveaux concepts comme celui de gouvernance sont mis en avant par la globalisation technocratique, c'est-à-dire l'idéologie globale évoquée. La notion de biens communs de

¹⁶ B. Hours, *L'idéologie humanitaire ...*, p. 20.

¹⁷ *Ibid.*, p. 21.

¹⁸ J. Fontanel et Y. Echinard, « La puissance économique-... », p. 60.

l'humanité à préserver, tout comme celle des droits de l'homme, autorisent les ingérences multilatérales dont les ONG sont l'outil obligé. Les ONG sont exposées et nombre d'entre elles agissent dans ce contexte où elles mettent en scène la fiction d'une société civile mondiale totalement virtuelle à ce jour et dont il y a tout à craindre tant la démocratie authentique suppose la diversité, qui va bien au-delà du pluralisme réel ou fictif¹⁹.

Dans un dernier domaine, la démocratie et la « gouvernance », les ONG sont invitées à agir en pédagogues. De nombreuses ONG, dans les pays postsocialistes en particulier, reçoivent des financements pour « construire » la société civile.

Observées en Roumanie, dans les républiques d'Asie centrale, ces ONG infiltrent la société à travers des sessions de formation à l'animation sociale, au leadership, à la lutte contre la violence conjugale, c'est-à-dire à toutes les normes occidentales.

Reprenant le vieux concept d'émergence de la société civile, il s'agit d'apprendre « le pluralisme démocratique » et ses accessoires comportementaux à des populations tétanisées par le chômage, la pauvreté, la perte de statut. Les organisations engagées sont à l'heure actuelle, pour la plupart financées par des fondations américaines mais les grandes institutions multilatérales sont à court terme, exposées à rentrer dans ce marché de l'idéologie démocratique occidentale à travers des ONG qui y retrouvent la mystique de l'émergence de la société civile, thème hier progressiste devenu peut-être suspect dans les pays évoqués, qui certes doivent accéder à la démocratie mais peut-être avec une capacité plus autonome que les packages qui leur sont proposés et livrés clés en main.

b- Appui des ONG et affaiblissement de l'État d'accueil

L'industrie de l'aide constitue un enjeu économique important. La concurrence y est forte entre les prestataires qui se disputent les parts d'un marché captif et destiné à des populations en détresse en guise de consommateurs. Au niveau international, l'industrie de l'aide évoque à cet égard un oligopsonne où l'offre l'emporte très largement sur la demande. Ainsi, des milliers d'ONG convoitent les contrats et les subventions d'une demi-douzaine d'organisations intergouvernementales multilatérales ou régionales, essentiellement onusiennes et européennes. Au niveau national, le marché de l'aide se réduit même à un monopsonne où les ONG cherchent les faveurs de l'unique agence de coopération de leur pays de siège. Dans un tel contexte, on

¹⁹ B. Hours, *L'idéologie humanitaire ...*, p. 62.

imagine bien l'intensité de la compétition lorsqu'il s'agit de répondre à des appels d'offres dont les clauses et les échéances n'offrent pas vraiment de marge de manœuvre pour en négocier les termes financiers²⁰.

Concernant l'altruisme sous lequel œuvrent les ONG, Gani Aldashev²¹ le qualifie d'altruisme impur. À cet effet, il affirme que les ONG aident des personnes en difficulté tout en cherchant à maximiser leur budget, leur puissance et leur développement institutionnel, quitte à refuser de se laisser coordonner pour ne pas perdre des parts de marché²². De fait, le milieu des volontaires des ONG ne se limite pas au bénévolat et son fonctionnement cooptatif évoque parfois celui d'une « corporation ». Dans le cadre des dons offerts par les ONG aux populations vulnérables, Mary Douglas²³ note que le don désintéressé serait une « fiction », ou la maxime de l'écrivain François *La Rochefoucauld*, selon qui « la générosité n'est souvent qu'une ambition déguisée qui méprise de petits intérêts pour aller à de plus grands²⁴ ».

Selon Marc-Antoine Pérouse de Montclos²⁵, à priori les ONG cherchent à relayer la cause des pauvres, et pas seulement à atténuer ou à traiter les causes de la pauvreté. Mais leurs velléités de communication et de « plaidoyer » ne disent évidemment rien de leur impact en matière d'amélioration de la gouvernance des pays en développement. Les ONG vident ainsi l'État de sa substance, voire s'y substituent en le délégitimant et en discréditant sa capacité à assumer des fonctions sociales dans la mesure où elles affaiblissent les États du Sud en privatisant leurs services publics, en entérinant leur repli sur des fonctions purement régaliennes, et en dénationalisant leur souveraineté à travers un discours globalisant. De ce point de vue, les ONG sont accusées de concurrencer l'État, car elles assument à sa place des services publics essentiels, veulent imposer de nouvelles normes bureaucratiques et attirent les meilleurs fonctionnaires qu'elles rémunèrent mieux. Non contentes de réclamer des gouvernements une plus grande transparence budgétaire malgré leur refus de se soumettre elles-

²⁰ M-Apérouse De Montclos, Pour un développement « humanitaire » ? Les ONG à l'épreuve de la critique, Marseille IRD, 2015, p. 20.

²¹ G., Aldashev, « La logique compétitive des ONG du Nord ». In Rémon M. (éd.) : *ONG et acteurs locaux : l'ultime alternative ? Les limites du modèle participatif au Sud et la concurrence des ONG dans le Nord*, Namur, Presses universitaires de Namur, 2009, pp. 61-81.

²² M-A., Pérouse De Montclos, Pour un développement « humanitaire » ? Les ONG à l'épreuve de la critique, Marseille IRD, 2015, p.20.

²³ M. Douglas, (2004), p. 219.

²⁴ M-A. Pérouse De Montclos, Pour un développement, p. 22.

²⁵ *Ibid*, p. 25.

mêmes à une évaluation de leur performance, elles privent également les autorités de ressources fiscales en revendiquant des exemptions d'impôts.

Selon le même auteur, les ONG pénalisent les efforts de construction nationale et renforcent les tendances centrifuges de pays fragiles car leurs actions de développement promeuvent l'autogestion et l'autonomie alimentaire des communautés locales, elles détournent l'attention des vrais problèmes de fond qui permettraient de réformer les États, d'améliorer leur gouvernance et de corriger les injustices sociales. Voilà pourquoi John Pender²⁶ et Janine Wedel²⁷ considèrent les ONG comme les relais « néocolonialistes » de l'administration indirecte des pays riches imposant leurs solutions libérales aux pauvres du tiers-monde. En effet, les interventions des diverses agences d'aide sont devenues si courantes qu'elles ont littéralement phagocyté les États en développement. Dans beaucoup de pays du Sud, les bailleurs de fonds institutionnels ont désormais des conseillers à tous les niveaux de l'administration territoriale et sont partie intégrante de leurs centres décisionnels. À l'occasion, leurs partenaires associatifs ont même pu se substituer à des États effondrés en étant les derniers à assurer des services de base et à payer régulièrement des salaires. Les ONG ont notamment attiré les fonctionnaires locaux les plus compétents, quitte à précipiter la « fuite des cerveaux » vers le secteur privé, voire à l'étranger.

À partir d'une grille d'analyse qui pointe les différents enjeux stratégiques des ONG, Il importe à cet égard de relativiser l'idée d'une politisation des ONG et de leurs idéaux humanitaires. En effet, les ONG consolident les pouvoirs nationalistes en place lorsqu'elles canalisent et endiguent les revendications de la population en matière d'accès au logement ou à l'emploi. Les ONG ont surtout le mérite de mobiliser une population souvent cynique et méfiante à l'égard du politique, par conséquent, elles doivent être comprises comme des producteurs d'idées et des fournisseurs d'alternatives, plutôt que comme des représentants du peuple. Voilà pourquoi, Jean Louis Laville et al²⁸. Estiment ainsi que, malgré toutes les critiques à leur encontre, les ONG restent indispensables car elles comptent « parmi les formes d'action collective les plus aptes à susciter l'espoir ». Mais cette idée est acceptable selon Mantclos, qui a une autre perception des ONG. Selon lui les ONG font figure de pouvoirs parallèles, car, dans

²⁶ J. Pender, (2007), « Country ownership: the evasion of donor accountability ». In Bickerton Chr., Cunliffe Ph., Gourevitch A. (eds) : *Politics without sovereignty: a critique of contemporary international relations*, Oxon, University College London Press, p. 112.

²⁷ J. Wedel, (2009), *Shadow elite: how the world's new power brokers undermine democracy, government, and the free market*. New York, Basic Books, p. 283.

²⁸ *Ibid.*, p. 285.

bien des sociétés en développement, elles sont perçues comme les instruments de domination des pays riches, courroies de transmission et rouages administratifs d'une sorte de gouvernement à distance qui dirigerait la vie des gens depuis de lointains bureaux situés à l'étranger²⁹. C'est donc dire que les ONG de façon générale et les PLAN et CARE de façon particulière sont des instruments au service des intérêts des pays qui les financent et par conséquent, selon ces auteurs, toutes les réalisations ne participent à l'affaiblissement des pays où elles interviennent. Pour le cas du Cameroun, nous ne pouvons pas dire de manière claire comment ces organisations affaiblissent l'État, car, nous n'avons pas des données factuelles sur lesquelles nous pouvons nous appuyer. Mais, seulement la présence des ONG dans ce pays ne concourt pas seulement au bien-être des populations lorsqu'on s'en tient à l'analyse des opinions des autres qui sont précédemment développées.

En conclusion, il était question de présenter les enjeux des actions du PLAN et PLAN dans la région de l'Extrême-Nord. Il s'agit d'analyser les critiques formulées à l'endroit des appuis des OING du fait qu'elles sont souvent perçues comme des instruments au service des intérêts des puissances étrangères. Toute chose qui nous amène à questionner les forces et les faiblesses des appuis des OING dans leur atteinte d'objectifs. C'est qui fera l'objet du chapitre suivant.

²⁹ M-A. Pérouse De Montclos, Pour un développement, p. 32.

**CHAPITRE V : FORCES ET LIMITES DES ONGS PLAN
ET CARE DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD
CAMEROU**

L'œuvre des OING dans notre région d'étude reste fortement influencée par divers facteurs. Certains constituent des atouts contribuant à l'efficacité de leurs actions tandis que d'autres représentent des limites, et sont par conséquent contreproductifs pour ces OING. Il s'agit donc pour nous de brosser cet ensemble d'éléments défavorables à l'action de ces organisations. L'analyse des forces et des faiblesses des OING œuvrant dans la région de l'Extrême-Nord nous présente un ensemble de facteurs internes qui constitue des limites à leurs réalisations. Ce sont des éléments liés aux organisations et qui méritent une grande attention. Nous nous attarderons ici sur leur distribution géographique dans la région d'étude, la sous valorisation des compétences locales, le non-respect de la réglementation, l'environnement et la gouvernance, l'insuffisance de visibilité et la durabilité des actions.

I- FORCES DES ONG PLAN ET CARE DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD CAMEROUN

Il est question dans cette partie de présenter les mérites de PLAN et CARE internationaux sur le plan de la réduction de la pauvreté et de leur souplesse vis-à-vis de la population locale.

a- Réduction de la pauvreté comme force des ONG PLAN et CARE dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun

Les OING notamment Care international et Plan international travaillent avec d'autres ONG partenaires et sont proches des populations bénéficiaires. Ces ONG seraient donc particulièrement bien placées pour participer aux programmes de lutte contre la pauvreté. La loi sur la coopération de 1976 indique que l'aide doit être destinée en priorité aux pays, populations et régions les plus pauvres, ce qui légitime le soutien financier de la Direction du développement et de la coopération (DDC) à des programmes gérés par des œuvres d'entraide. Si certaines ONG ont de la peine à dépasser un niveau très local (ou souhaitent volontairement être efficaces localement), d'autres grandes ONG (plan international et MSF) peuvent toucher des dizaines de milliers de personnes avec leurs programmes dans les domaines de la santé, de l'éducation et du développement rural¹.

En effet, la souplesse et la rapidité d'action qui caractérisent les ONG en font, selon beaucoup, des instruments plus efficaces dans la lutte contre la pauvreté que les gouvernements

¹ G. Perroula, « Le rôle des ONG dans la politique de développement : forces et limites, légitimité et contrôle », *Annuaire suisse de politique de développement*, 2004, <http://journals.openedition.org/aspd/446/DOI> ; <https://doi.org/10.4000/aspd.446>, consulté le 20 novembre 2021.

et les « grands machins », les grandes institutions multilatérales, susceptibles d'être freinés par des lourdeurs bureaucratiques².

En outre, les petites ONG montrent une capacité à mobiliser la population pour des actions rapides lorsqu'une crise éclate dans un pays donné. Les crises humanitaires entraînent la présence rapide de beaucoup (de trop ?) d'acteurs non gouvernementaux qui peuvent être complémentaires aux agences gouvernementales, au CICR et aux organisations internationales. Historiquement, les ONG ont été considérées comme plus efficaces que les agences gouvernementales et les organisations internationales et moins sujettes à soutenir des « éléphants blancs »³.

Ainsi, les ONG Plan international et MSF sont très efficaces pour réunir des dons auprès des populations locales⁴. Ce travail de proximité et de mobilisation, ce maintien des dons reposent en grande partie sur la confiance accordée par les membres d'une ONG, par les sympathisants et les donateurs. Les ONG bénéficient en général d'un grand prestige auprès du public. Dès les années 1970 déjà, elles ont réussi à être considérées comme des porteuses d'espoir, face aux drames humains lors de catastrophes naturelles ou de conflits et face aux inégalités criantes. À l'écart des lourdeurs bureaucratiques des gouvernements et des lois impitoyables du marché qui laisse de côté tous ceux qui n'ont pas de « pouvoir d'achat », elles ont représenté une sorte de « troisième voie »⁵.

Care international et Plan international s'avèrent aussi de précieuses alliées des agences de coopération pour sensibiliser la population à la nécessité de la solidarité internationale ; elles mobilisent une partie de l'opinion publique en faveur de l'aide au développement et servent de canaux d'information sur les projets réalisés dans les pays en développement et sur l'apport de la coopération aux personnes bénéficiaires. Ce rôle de sensibilisation des populations aux questions de développement et aux problèmes économiques et sociaux dans les pays en développement est très grand. Dans ce contexte Kaltoumi Maryama⁶ affirme : « Le plan a soutenu cette année deux de nos enfants en leur offrant des fournitures scolaires. Ce geste nous a tellement réjouis du fait que nous n'avons pas assez des moyens pour scolariser nos enfants surtout que l'école est devenue très chère pour les familles démunies. Ce geste nous est donc

² G. Perroula, « Le rôle des ONG, p. 5.

³ *Ibid*, p. 7.

⁴ M-A. Pérouse De Montclos, Pour un développement.

⁵ *Ibid*.

⁶ Kaltoumi Maryama, 40 ans, ménagère, 12 Août 2021, Kousseri.

salutaire, car, il nous permet de réduire les dépenses en matière de scolarisation. Nous souhaitons que ce geste puisse continuer ». Fanta Cécile⁷ renchérit en affirmant que « le plan nous aide beaucoup à travers la fourniture des denrées alimentaires notamment le super-céréale pour fournir de l'énergie et de vitamine aux femmes enceintes et femmes allaitantes issues des familles vulnérables ».

Un point de vue partagé par Hussein Saïd⁸, pour qui les appuis que nous recevons du plan, Care, etc. nous aident à satisfaire une grande partie des besoins de nos ménages. Nous on est ici depuis 2017, c'est grâce aux diverses aides du gouvernement camerounais et des OING que nous survivons. Sans ces aides, nous ne pouvions pas bien survivre, car, notre activité principale génératrice de revenu étant l'agriculture, avec l'insécurité nous avons abandonné nos champs c'est-à-dire nos richesses. C'est pourquoi, si aujourd'hui nous avons la possibilité d'envoyer nos enfants à l'école et de subvenir à nos besoins c'est grâce aux aides multiformes que l'État nous donne à travers les ONGS.⁹

Comme le fait remarquer Yao ASSOGBA¹⁰, les ONG « mettent en œuvre ou soutiennent des petits projets ponctuels, à petite échelle, au ras du sol. Leur but est de répondre aux besoins essentiels des populations les plus pauvres », provenant souvent des régions vulnérables. Pour les ONG, l'adhésion des populations, la définition de leur propre projet communautaire, leur participation aux différentes étapes de réalisation du projet, la satisfaction de leurs besoins constituent les principes fondamentaux de toute pratique « développementale ». Le but ultime des ONG est de favoriser auprès des populations défavorisées, en améliorant leurs conditions, l'accès à un processus de développement. Voilà pourquoi les ONG investissent dans les domaines de développement tels que la lutte contre la faim, l'alimentation, la santé, l'agriculture, l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement, l'élevage, le crédit aux petites entreprises (agricoles, commerciales, artisanales, l'assistance aux groupements féminins, etc.). Certaines ONG se spécialisent dans des opérations d'urgence de tout ordre : épidémies, famines, inondations, réfugiés, etc.¹¹ Un autre domaine concerné par la question des

⁷ Fanta Cecile, 30 ans, ménagère, 20 Août 2021, Tokombéré.

⁸ Hussein Saïd, 50 ans, débrouillard, 1^{er} septembre 2021, Moskota.

⁹ Fanta Cécile, 30 ans, ménagère, 20 Août 2021, Tokombéré.

¹⁰ Yao Assogba, « Les ONG et le développement en Afrique ou la face cachée de la lune », in Coopération internationale: nouveaux défis, NPS, vol. 4, n° 1, 40-49, p. 45 <https://id.erudit.org/iderudit/301115ar>, consulté le 15 novembre 2021.

¹¹ Aboudou Toure Cheaka Et F. Nangbe, « Les ONG et le secteur informel e Afrique, quels types de relations et pour quel but ?, Essai sur les ONG, série N°2, Institut international pour l'environnement et pour le développement, (1991), p. 23, <https://www.pubs.iied.org%2Fpdfs%2F8751FIIED.pdf&usg=AOvVaw1EfpqPTMi3CgRDXltLeR4T>, consulté le 18 novembre 2021.

ONG est la santé. Certaines maladies comme le VIH/SIDA, la tuberculose, la poliomyélite, le paludisme, ... bien que plus préoccupantes dans les pays pauvres entraînent des externalités internationales dont les coûts sont très élevés. Les traitements et préventions, encore loin de la portée des pays du Sud, nécessitent une action collective. De ce fait, l'action des ONG améliore ainsi le bien-être de tous¹².

b- Proximité et souplesse comme forces des ONG PLAN et CARE

Les acteurs du secteur informel sont d'inspiration privée et volontariste. En ce sens, ils comptent sur leurs propres forces et ceci à partir des modestes moyens à leur disposition. C'est suivant cette perspective que les ONG interviennent auprès des communautés pour aider les populations à inscrire leurs activités dans le long terme. Dans leurs stratégies d'intervention, la formation et l'appui-conseil constituent la logistique de l'accompagnement dans le montage des dossiers financiers et leur orientation vers les personnes et institutions habilitées à répondre adéquatement à leurs préoccupations¹³.

Comme le note Cheaka et Nangbe¹⁴, de par les moyens dont elles disposent, les ONG ne peuvent pas ou du moins n'ambitionnent pas de couvrir des zones géographiques trop larges ; cette limitation concerne aussi leurs domaines d'intervention. Ce réalisme est naturel dans la mesure où la naissance de l'organisation répond avant tout à des besoins ciblés, généralement localisés. C'est dire que l'ONG définit son territoire d'intervention dans la mesure de ses moyens. Cette intervention ciblée lui permet d'être plus proche des communautés appuyées et d'apporter une aide sur mesure et selon les besoins. Dans cette perspective, les ONG s'efforcent manifestement de tenir compte de l'avis des communautés dans lesquelles elles œuvrent. Au-delà de la volonté d'agir autrement que les fonctionnaires de l'administration, la disponibilité à favoriser la participation des populations correspond également à une question d'ordre éthique. De ce point de vue, l'ONG se doit de rechercher une certaine légitimité dans son milieu de vie et de travail. La confiance que la communauté a en elle est un élément de réussite. Ceci est d'autant plus nécessaire que la survie de l'ONG dépend en partie du sentiment de la population et des résultats que ses actions produisent sur le terrain.

¹² J. Mathonnat Et M. Audibert, « Fonds fiduciaires et programmes verticaux : quelles contributions aux politiques sectorielles ? Revue de la littérature et exemple du secteur de la santé », 2016, *Papiers de recherche*, pages 1 à 88, <https://www.cairn.info/2Fonds-fiduciaires-et-programmes-verticaux--1000000148944-page-1.html&usg=AOvVaw0NfSbROmu8MSmHPdD1EvM4>, consulté le 18 novembre 2021.

¹³ T. Aboudou Cheaka et F. Nanbe, « Les ONG et le secteur informel en Afrique : Quels types de relations et pour quel but », *Essai sur les ONG*, série N°2, Institut international pour l'environnement et le développement, 1998, p. 20.

¹⁴ *Ibid.*, p. 23.

En effet, les niveaux de participation varient en fonction des objectifs à court ou à moyen termes. C'est alors qu'en guise de participation, on constate les situations suivantes :

- ✓ Amener les populations à confirmer ou à adhérer à des options définies par l'ONG ;
- ✓ Impliquer quelques personnes à mener un sondage ou des enquêtes plus ou moins approfondies sur les problèmes du milieu aux fins d'identifier des opportunités d'actions.
- ✓ Faire assurer de démarches administratives par des représentants d'une communauté auprès des autorités officielles ou traditionnelles du milieu, pour faciliter le processus d'une action.
- ✓ Faire contrôler ou valider les résultats d'un projet par le biais des réunions publiques ou par une commission représentant la communauté d'intervention, etc.

Cette participation est extensible, elle peut à la fois s'appliquer à l'ensemble d'un processus global d'action comprenant le diagnostic des problèmes d'une communauté donnée et les choix stratégiques à opérer, la conception des programmes et des projets de développement, leur planification, la mise en place de capacités organisationnelles, la gestion stratégiques de l'ensemble des activités, les arbitrages nécessaires, le contrôle et le suivi/évaluation, comme elle peut ne concerner que quelques aspects seulement des éléments sus-évoqués.

Comme le font remarquer les mêmes auteurs¹⁵, les organisations sont mises en œuvre pour correspondre à une situation donnée : soit répondre à un besoin ponctuel, soit s'inscrire dans une logique de durabilité plus longue¹⁶. Cette vocation utilitaire pourrait expliquer la flexibilité dont font preuve les ONG dans leurs techniques d'approche. S'adapter aux circonstances est non seulement le moyen le plus sûr de mieux répondre aux demandes et par ricochet aux besoins, mais surtout il s'agit pour elles de la stratégie la plus adéquate pour exploiter les opportunités qui viendraient à se présenter. Pour les mêmes raisons, les ONG ont besoins d'avoir des procédures d'action, surtout d'ordre administratif, plus souple et facilement adaptable aux différentes sollicitations.

De plus, les ONG sont créditées d'un esprit innovateur dans leurs démarches. De par leurs natures et leurs options idéologiques et philosophiques, les ONG sont inventives afin de gagner

¹⁵ T. Aboudou Cheaka et F. Nanbe, « Les ONG et le secteur informel ... » p. 22.

¹⁶ Aissatou Oumaté, 40 ans, Tailleuse, Tokombéré, 22 octobre 2021.

la confiance des populations. De ce point de vue, les ONG mettent au point des techniques et des solutions de masse dans le but de satisfaire le maximum possible des besoins et de populations. Cela dit, les ONG n'ont aucune obligation de résoudre les problèmes de tout le monde. Dans la logique de répartition des responsabilités, l'État doit s'occuper des services de l'intérêt public à dimension nationale, pendant que les ONG s'activent davantage dans la résolution des problèmes spécifiques des communautés déterminées. De ce point de vue, elles n'ont pas seulement la possibilité de personnaliser leurs solutions, mais elles se trouvent dans l'obligation d'inventer des méthodes et techniques alternatives selon les situations spécifiques.

Le travail des ONG bénéficie de ce point de vue d'un capital de sympathie dans la mesure où il semble à certains moins bureaucratique et plus efficace dans la lutte contre la pauvreté que l'aide bilatérale des gouvernements et l'aide des grandes institutions multilatérale¹⁷. En effet, les ONG sont devenues, particulièrement dès le début des années 1990, des interlocuteurs sérieux et des partenaires de certains gouvernements du Nord lors des grandes conférences internationales sur le développement social et sur le développement durable. Certaines d'entre elles ont développé une grande aptitude à fournir des expertises, des rapports et des analyses, ce qui a considérablement renforcé leur crédibilité. La reconnaissance du travail des ONG sur le terrain et de leur expertise dans certains domaines a permis aux ONG de devenir un interlocuteur privilégié d'autres offices de l'administration fédérale ; les ONG s'expriment lors de procédures de consultation et certaines sont régulièrement consultées par les pays hôtes. La qualité du travail d'organisations comme Médecins sans frontières et Plan international dans le domaine de l'accès aux médicaments en fait des interlocuteurs sérieux.

Voilà pourquoi Cheaka et Nanbe affirment que¹⁸:

Les ONG sont devenues un élément important de la gouvernance mondiale, qui n'est plus du seul ressort des gouvernements. D'autres acteurs société civile, secteur privé, parlementaires ont un rôle à jouer pour résoudre les problèmes globaux. Les grandes conférences mondiales des années 1990 ont permis de traiter des questions cruciales qui nécessitent une action concertée sur le plan international. Les médias et les ONG ont sans doute largement contribué à sensibiliser l'opinion publique aux enjeux en question. La société civile est un acteur important du débat démocratique. Aujourd'hui, la démocratie ne se résume plus, pour les citoyens, à l'élection de parlementaires qui adopteront les lois ; on parle de plus en plus de la démocratie participative, qui permet d'intervenir dans le débat politique. Cette intervention inclut les pressions directes des ONG sur les détenteurs du pouvoir et le lobbying auprès de parlementaires lors de discussions au Parlement sur des thèmes qui touchent la politique de développement. Quand les ONG dénoncent publiquement le manque de cohérence des politiques du gouvernement à l'égard des pays en développement, le pays hôtes et l'administration publique peuvent être mis sous pression et doivent quelquefois se distancer des positions des ONG ou répondre aux critiques. L'administration publique reconnaît toutefois souvent le rôle important des ONG pour relever

¹⁷ M. Edwards et D. Hulme, *Non-Governmental Organisations. Performance and Accountability: Beyond the Magic Bullet*, London, Earthscan Publications & Save the Children, 1998, p. 260.

¹⁸ *Ibid.*, p. 262.

l'importance de la coopération au développement et pour mieux prendre en compte les différents aspects de la politique extérieure qui ont des incidences sur les pays en développement (protectionnisme des pays du Nord, développement durable). Pour beaucoup de mouvements de solidarité avec le « tiers-monde », il s'agissait d'affirmer qu'il ne suffisait pas d'augmenter l'aide en « donnant plus », mais qu'il fallait aussi « prendre moins » ; autre succès remporté par les ONG, la pétition sur le désendettement, avec des signatures récoltées en 1990. Les ONG ont été étroitement associées à la gestion des fonds de contrepartie, les pays bénéficiant de remises de dettes s'engageant à déployer des ressources financières pour des projets de développement ; des campagnes internationales ont permis d'avancer rapidement dans le domaine de la lutte contre la pauvreté.

Le travail des ONG et des Nations unies permet ainsi d'ouvrir de nouveaux espaces de dialogue entre organisations internationales, États, syndicats, entreprises et ONG dans des domaines comme la promotion du commerce équitable, la lutte contre le travail des enfants et l'amélioration des conditions de travail. Il ne s'agit plus pour les ONG de se borner à dénoncer certains agissements d'entreprises multinationales par exemple, mais de collaborer avec les autres acteurs pour un meilleur respect de normes environnementales ou sociales ; le renforcement et la continuité de ces interventions contribueront à rendre les bénéficiaires dont les femmes plus autonomes à long terme. Ainsi peut-on affirmer sans risque de se tromper qu'on obtient les meilleurs résultats en matière d'amélioration des conditions de vie et la dignité des hommes et des femmes de tous âges affectés par la crise du bassin du Lac Tchad.

Selon rapport d'activités de plan publié en 2018, dans certaines communautés, les hommes décident même de l'utilisation des assistances qui sont spécifiques aux femmes, comme les kits de cuisine, les kits de dignité. Par exemple à Guinadji, Zamai, Mémé, Ouro-Tada, Serawa, c'est l'homme qui décide de l'utilisation même de certains articles reçus (les pagnes, les nattes, les matelas, les bouilloires ou encore les couvertures). Les activités des AVEC créent une meilleure dynamique organisationnelle et un esprit d'entrepreneuriat chez les femmes membres. Celles-ci veulent évoluer en organisation plus formelle car certaines réclament l'appui pour l'élaboration de dossiers de microprojets pour rechercher de financement.

Cette dynamique a fait un effet tache d'huile avec la création de groupes spontanés par les femmes non membres des AVEC qui espèrent l'appui de CARE. Les femmes sont aussi de plus en plus présentes. C'est dans cette lancée que Daguidam Naomie¹⁹ affirme que :

l'ONG Care nous aide beaucoup, surtout en matière de réalisation des adductions d'eau. L'organisation nous construit des puits, des biefs, des forages, etc. ; menant, nous n'effectuons plus des longues distances à la recherche d'eau. Dans tous les quartiers, nous avons des forages et des puits ; ceci contrairement aux années antérieures où nous n'avions pas des points d'eau potables, car, l'eau que nous consommions était puisée des sources douteuses notamment les rivières, les puits traditionnels et les mayos.

¹⁹ Daguidam Naomie, ménagère, 29 Août 2021, Mokolo.

Une idée largement partagée par Sawalda Kaldaossa²⁰ lorsqu'il déclare que

Les ONG de façon générale, nous les félicitons pour leurs actions humanitaires. Leurs différents appuis nous permettent d'améliorer les conditions de vie tant en santé, éducation, eau, nutrition, etc. Le vrai problème que nous avions avant c'était la difficulté d'accès à l'eau. Il fallait parcourir des longues distances pour aller chercher de l'eau dans les rigoles et les rivières. Ce genre d'eau nous donnait beaucoup des maladies hydriques. Aujourd'hui avec la multiplication des points d'eau potables, les problèmes d'eau insalubres sont jugulés grâce aux actions des ONGs et de l'État. Tout ce que nous pouvons dire c'est de dire merci à ces organisations et à l'État du Cameroun. Nous souhaiterions qu'ils continuent d'entreprendre des pareilles actions afin d'aider les ménages vulnérables dans leurs difficultés.

Bien que les ONG possèdent des atouts dans la souplesse et la rapidité de leur action, on connaît par contre aussi les limites de leurs actions.

Malgré leur volonté de jouer un rôle significatif et efficace dans la transformation des sociétés, les ONG semblent agir de fois comme si le développement consiste à réaliser des programmes à la carte dont la totalisation induit automatiquement les changements qualitatifs attendus. Cette logique consiste à privilégier le micro comme gage du succès, car le micro est à l'échelle du développement. Dans cette lancée, les secteurs essentiels ou les domaines d'action sont définis par les pays donateurs.

II- LIMITES DES ACTIONS DES ONG PLAN ET CARE DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD CAMEROUN

Dans cette partie, nous nous intéressons aux limites liées aux acteurs locaux et les limites inhérentes aux PLAN et CARE.

a- Limites liées aux acteurs locaux

Dans cette partie, nous analysons la manipulation des projets des ONG PLAN et CARE par les autorités locales et la non-application des conseils des ONG par la population locale. Les actions mises en œuvre par les OING au Cameroun le sont principalement sous forme de projet, qu'elles soient de durée courte, moyenne ou longue. Certains de ces projets doivent être validés par des autorités compétentes dans le domaine concerné qui en abusent quelquefois. C'est le cas par exemple, de la réorientation à des fins stratégiques d'un projet vers des localités qui leurs sont favorables ; l'insertion « exigée » de leurs proches dans le personnel du projet, les manœuvres de corruption, et lorsque ces démarches démagogiques ne trouvent pas écho favorable auprès des OING, certains projets se meurent dans des bureaux. Si l'État en tant

²⁰ Sawalda Kaldaossa, cultivateur, 30 Aout 2021, Mokolo.

qu'acteur local est aussi responsable de l'inefficacité de l'action des OING au Cameroun, l'autre grief collé aux actions des OING en général et des MSF et Plan international en particulier relève de la mauvaise gestion par la population bénéficiaire des actions offertes par les OING. C'est évidemment cette mauvaise gestion qui a débouché sur la mise en œuvre du concept de « tragédie des Communaux » qui fût développé par Garrett HARDIN en 1968 dans le domaine de l'agriculture²¹. Il a imaginé un pâturage ouvert à tous où l'on devrait s'attendre à ce que chaque éleveur essaie d'y mettre autant de bétail que possible, puisqu'il s'agit d'un terrain commun. Le pâturage n'étant pas une ressource illimitée, arrive le jour où il commence à s'épuiser. En tant qu'être rationnel, chaque éleveur cherche à y ajouter une bête de plus afin de maximiser son gain avant l'épuisement total de la réserve. Chaque homme est enfermé dans un système qui le contraint à augmenter son troupeau sans limite (dans un monde limité). La ruine est la destination vers laquelle tous les hommes se ruent, chacun à la poursuite de son propre meilleur intérêt dans une société qui croit en la liberté des communaux. La liberté dans les communaux apporte la ruine à tous. Il ajoute, une bête, et encore une et ils font tous la même chose jusqu'à ce que le pâturage s'épuise totalement et est abandonné par tous. Nous sommes ici dans une situation où le bien est commun, bien de tous et donc propriété de personne.

Selon Mahamat Abakar²²,

Pour être recruté dans les ONG et y mettre long de nos jours il faut avoir quelqu'un, sinon l'ONG peut te prendre, mais tu ne vas mettre long, tu ne peux travailler que pendant quelques mois. Pour avoir un contrat à long terme, il faut absolument avoir une personne qui puisse militer pour toi. Moi personnellement j'ai travaillé à PLAN pendant six mois, je veux bien continuer à travailler avec l'organisation, j'ai déposé le dossier à maintes reprises on m'a nourri des promesses, jusqu'à présent je ne suis appelé.

Ce point de vue est largement partagé par Haman Oumarou²³ lorsqu'il affirme que :

Moi, j'ai travaillé avec PLAN pendant six mois, nous apportons une assistance en nutrition, en matériels didactiques, etc. aux populations indigentes et déplacés, préalablement identifiée par l'équipe déployée par l'organisation. Ces deux déclarations laissent entrevoir la non-objectivité dans le recrutement des ONG, du fait que pour être recruté il faut être parrainé par une puissante personne ou avoir une godasse.

En ce qui concerne la négligence de la mise en pratique de sensibilisation faite par les ONG par la population locale, il faut signaler que toutes les initiatives faites par les ONG y compris le Plan international et le Care international dans le camp de Minawao pour la fabrication de foyers améliorés à partir de bouse de vache et d'argiles ont connu un échec. Car, ces initiatives n'ont pas permis un changement conséquent des pratiques et les foyers « 3 pierres

²¹ E-M. Mbonda, *L'action humanitaire en Afrique : Lieux et enjeux*, Humanitaire, 2008, p. 45.

²² Mahamat Abakar, débrouillard, Mora, 24 octobre 2021.

²³ Haman Oumarou, étudiant, Maroua 29 octobre 2021.

» continuent d'être les plus utilisés dans le camp pour les raisons suivantes. De même, il y a un ciblage partiel et réduit par rapport au nombre de ménages nécessitant du bois (2 500 des 16 000 ménages qui constituent le camp ont été bénéficiaires de projet de foyers améliorés, soit 15 %, ce qui reste relativement faible pour insuffler un réel changement de comportement). Il y a aussi une réticence culturelle des réfugiés à adopter un autre mode de cuisson qui nécessite un accompagnement technique des ménages sur le moyen terme, ainsi qu'il a été noté une faiblesse de l'accompagnement/formation des ménages cruciale à la réussite d'un tel projet. Certaines techniques adoptées ont été peu adaptées au milieu : la fabrication des foyers améliorés à partir de bouses de vaches alors qu'il y a très peu d'élevage aux alentours du camp /la construction de bio-digesteurs semble peu adaptée au contexte des réfugiés étant donné la technicité qu'elle exige²⁴.

Dans le cadre de la réponse COVID-19 du HCR, 14587 PDI et réfugiés, membres des communautés hôtes du Mayo-Sava et Mayo-Tsanaga ont bénéficié des savons à multi-usages du bailleur Unilever. La non-détention d'une carte nationale d'identité par la plupart des bénéficiaires constitue une grande difficulté dans leur identification. De plus, le transport des équipes et des intrants est conditionné par l'état des routes dans certains axes et les limitations liées à la présence sur le terrain à cause de l'insécurité dans certains villages. Les partenaires du relèvement précoce tels que l'organisation Jeunesse active pour la lutte contre la pauvreté, le VIH-SIDA et les souffrances (JAPSSO), DEMTOU Humanitaire, PNUD, HCR, PLAN International contribuent à réduire les besoins des populations en formation au métier agricole pour 56 femmes et 34 hommes, élevage soit 25 femmes et 30 hommes, emploi et auto-emploi des jeunes, redynamisation des économies locales, développement des activités génératrices de revenus, renforcement des activités agropastorales, des moyens de subsistance et des services sociaux de base, incluant la promotion de la cohésion sociale.

b- Limites inhérentes aux ONG CARE et PLAN

Dans cette partie, il est question de montrer les insuffisances imputables aux actions du CARE et PLAN dans la région de l'Extrême-Nord.

L'analyse des actions des ONG PLAN et CARE montrent que certaines thématiques (santé, éducation et développement) retiennent particulièrement l'attention des OING. Dans le

²⁴ OCHA, « Rapport de situation Extrême-nord Cameroun », N°11, <https://Freports.unocha.org%2Ffr%2Fcountry%2Fcameroon%2Fcard%2F5y6XLLguHF%2F&usg=AOvVaw0RXFDmrrUVvpxv9 aL 6p9j>, consulté le 19 novembre 2021.

cadre des domaines d'activités, le terme développement inclut le développement local, le développement économique, le développement organisationnel et institutionnel, le développement rural. Sans désigner donc un élément isolé, il renvoie à un ensemble de sous-domaines qui constituent ce secteur.

En même temps, certains domaines sectoriels tels que l'agriculture, la gouvernance, l'eau et l'assainissement ne préoccupent qu'une très petite poignée d'OING dans la région. Il se pose donc un problème dans le choix des domaines d'intervention. En plus, les OING intervenant dans le même domaine ne coordonnent pas toujours leurs efforts. La majorité des projets de développement ont lieu en zone rurale. En effet, c'est principalement dans les zones durement affectées par la crise enclavées et éloignées des centres urbains que subsistent encore d'énormes besoins, et parfois dans tous les secteurs. Certaines populations des communautés reculées adhèrent peu à certains projets, surtout lorsque le but visé est le changement de comportements ou des habitudes des membres d'une société. Comme le témoigne Nganadako²⁵ concernant les zones d'intervention du plan dans la région de l'Extrême-Nord : « Nous n'intervenons que dans trois départements notamment Mayo Sava, Logone et Charie et Mayo-Tsanaga. Et nos actions s'inscrivent dans l'éducation, la santé et la nutrition. »

Sur le plan éducatif, nous appuyons les enfants des ménages pauvres en leur donnant des fournitures scolaires notamment les cahiers, les livres, des ardoises en fonction des niveaux scolaires des élèves, pour mieux affronter l'année scolaire. L'année scolaire 2021/2022, nous avons offert des fournitures aux enfants de plusieurs localités en l'occurrence celles de Mora, Kerewa, Tourou, Kolofata. Il s'agit principalement des enfants des ménages déplacés.

Sur le plan sanitaire, nous prenons en charge les enfants et les femmes indigents c'est-à-dire qui sont en situation de précarité. Le plan vient en aide à ces personnes en supportant une partie des frais de leurs soins lorsqu'elles tombent malades ceci à travers une branche de notre structure qui fait dans la prise en charge des personnes indigentes malades.

Il s'avère nécessaire de souligner que l'analyse du contexte et la prise en compte des particularités locales constituent un point important dans la conception d'un projet de développement. L'on ne saurait, même pour une action de bienfaisance, débarquer dans une communauté pour la mise en œuvre d'un quelconque projet sans au préalable chercher à comprendre la culture de ce peuple. La culture est en effet constituée d'un ensemble d'éléments qui permettent aux membres d'une société donnée de trouver des solutions à leurs besoins. Selon Bronislaw Malinowski « les éléments constitutifs d'une culture auraient pour fonction de satisfaire les besoins essentiels de l'homme [...]. Par voie de conséquence, la culture constitue l'ensemble des réponses fonctionnelles à tous ces besoins, la culture désigne un ensemble de

²⁵ Nganadako Jean Pierre, débrouillard, 28 septembre 2021, Maroua.

solutions »²⁶. A priori, l'on ne saurait reprocher à un peuple de faire usage de ses us et coutumes pour subvenir aux multiples besoins qui sont siens. Seulement, il s'avère que certaines pratiques culturelles ne contribuent pas nécessairement au bien-être des membres de la communauté (dépôt des déchets organiques humains dans l'atmosphère, braconnage...²⁷.

En outre, il faut noter qu'à quelques exceptions près, les actions menées par les OING au Cameroun en général sont des projets de court et moyen terme (= 5 ans), rarement de longue durée. Si cette brève échéance ne constitue pas un problème pour des projets de réalisation des infrastructures, il n'en est pas de même pour des actions visant le changement de comportements d'une population donnée. En effet, il est difficile de croire que les membres d'une société, habitués à une certaine culture et à certaines pratiques puissent en quelques mois, modifier leurs habitudes suite à quelques réunions de sensibilisation. Ainsi, des fonds sont alloués aux pareils projets mais ceux-ci n'atteignent que rarement l'objectif visé.

De plus, il s'avère important de souligner le manque de visibilité des actions menées par ces organisations, voire desdites organisations elles-mêmes. Les preuves de leurs réalisations ne sont pas toujours communiquées. Il se pose donc un problème d'insuffisance de communication. Il ne s'agit non plus de demander à ces dernières de faire un tapage médiatique autour des projets qu'elles réalisent. Quelques effets inattendus négatifs liés à l'assistance ont été relevés par les communautés ; il s'agit de tension au sein des couples due à une mauvaise compréhension de l'approche genre par la communauté et les hommes en particulier. Ces derniers se plaignent de la réduction de l'estime/considération de leurs épouses à leurs égards du fait de l'assistance de CARE. Ils accusent aussi leurs épouses d'avoir abandonné leur rôle de gardienne de maison suite à leur participation aux réunions communautaires ». À Diffa, les hommes disent que depuis qu'elles reçoivent le Cash de CARE, les femmes maltraitent leurs maris, cela va jusqu'à entraîner des « divorces dû au changement de rôle ». A cela s'ajoute le fait que les hommes sont aussi psychologiquement affectés par la crise notamment en se sentant blessés dans leur orgueil de chef de ménage « incapable » de satisfaire les besoins de leurs familles, ils réagissent généralement en devenant irritables et violents envers leurs conjointes.

L'on note aussi une frustration et jalousie de la part des non bénéficiaires, notamment à Ouro-Tada où Maya Clarisse affirme que « certains bénéficiaires sont menacés et persécutés

²⁶ Mbonji Edjenguèlè, *Cultures et développement*, Master « Coopération internationale, Action humanitaire et Développement Durable », IRIC, 2011, p. 6.

²⁷ E-M., Mbonda, stratégie locale de ..., p. 71.

par les non bénéficiaires hôtes ». Ces mécontentements s'accompagnent souvent par des cas de cambriolages des ménages des déplacés. Un leader communautaire de Kapirom 2 au Tchad a affirmé que « les membres de la communauté sont jaloux de sa position de leader ». 5,2% des enquêtés pensent qu'il existerait des ménages non vulnérables (c'est-à-dire possédant du bétail important ou bénéficiant de soutien permanent) qui ont pourtant été ciblés pour bénéficier du cash. Les activités de *cash for work* (CFW) et d'ATPC/PHAST n'ont pas pris en compte la vulnérabilité spécifique des femmes²⁸.

En effet les activités du CFW n'ont pris en compte ni la limite des femmes face aux travaux nécessitant beaucoup d'effort physique (réhabilitation des pistes, de mares, etc.) ni le fait que certaines femmes ont des enfants, de ce fait il n'est pas indiqué qu'elles soient exposées avec leurs enfants à de longues heures sous le soleil, enfin les travaux n'ont pas considéré le calendrier journalier de travail des femmes qui doivent s'occuper tous les jours des tâches domestiques.²⁹.

De même, les jeunes de 18-35 ans (garçons, filles, jeunes femmes, et hommes) sont la cible du CFW, ce qui exclut les bras valides adultes de (35-45 ans) vulnérables. Quant à l'approche ATPC/ PHAST, elle est muette quant à la prise en compte de la capacité spécifique des ménages dirigés par les femmes et les personnes âgées ne disposant pas de bras valide à creuser le trou des latrines, condition nécessaire pour l'appui³⁰. En l'absence de ces considérations, ces activités risquent soit d'exclure ces groupes, pourtant vulnérables soit leur imposer un effort pouvant leur causer préjudice ou encore les amener à développer des stratégies (comme la prise de contraceptifs ambulatoires car les femmes enceintes ne sont pas éligibles³¹.

En conclusion, il était question de montrer les forces et les faiblesses du PLAN et CARE dans la région de l'Extrême-Nord³². Ainsi, tout comme les autres OING, PLAN et CARE ont des mérites et des lacunes dans leurs actions, du fait de la souplesse de leurs actions, de la proximité qu'elles ont avec la population locale, de la courte durée de leur contrat³³. Cependant, force est de constater que PLAN et CARE demeurent des acteurs importants dans l'amélioration des conditions de vie des populations de la région de l'Extrême-Nord.

²⁸ Djoubeyrou Dandi, 51 ans, Fonctionnaire, Gazawa, 04 novembre.

²⁹ Fanta Cécile, 37 ans, Ménagère Tokombéré, 20 août 2021.

³⁰ *Idem*.

³¹ Sawalda Kaldaossa, environ 58 ans Cultivateur, Mokolo, 30 août 2021.

³² Fanta Cécile, 37 ans, Ménagère Tokombéré, 20 août 2021.

³³ E-M. Mbonda, *L'action humanitaire en...*, p. 48.

CONCLUSION GÉNÉRALE

En définitive, il était question d'analyser les actions des organisations non gouvernementales dans la région de l'Extrême-Nord, principalement les ONG occidentales CARE et PLAN internationales. Pour ce faire, nous avons tenté de présenter le panorama de quelques ONG et quelques organisations internationales œuvrant dans la région. Il s'agit entre autres de Care international, Plan international, de Médecins sans frontière, d'international Medical corps, de Première urgence internationale, d'UNICEF, de HCR, pour ne citer que celles-ci. PLAN et CARE œuvrent en synergie avec l'État d'accueil, des autres ONG œuvrant dans le pays, les OI et les populations locales dans une perspective harmonieuse, condition sine qua non pour être à la hauteur des missions humanitaires pour lesquelles elles œuvrent. CARE et PLAN, dans leur démarche humanitaire s'investissent dans divers domaines : santé, éducation, hygiène, sécurité alimentaire, emploi, la réduction des inégalités du genre, pour ne citer que les secteurs principaux.

Dans le domaine de la santé, les deux organisations viennent en appui aux populations à travers l'approvisionnement en soins médicaux, la protection maternelle et infantile, la lutte contre les maladies tropicales. Dans le secteur de la salubrité, PLAN et CARE axent leurs efforts sur la sensibilisation en milieu scolaire notamment sur les risques des maladies liées à la mauvaise eau. S'agissant du volet éducatif, CARE et PLAN promeuvent le droit à l'éducation des enfants principalement celle de la jeune fille. Dans le domaine de la sécurité alimentaire, les actions des organisations visent l'approvisionnement en nourriture aux populations vulnérables, et les organisations travaillent avec la population locale pour augmenter son rendement agricole au travers d'activité comme la culture de nouvelles variétés de graine et la formation des familles à l'effet de s'approprier des meilleures techniques agricoles. Tout ceci a pour conséquence la réduction de la pauvreté et le réconfort des populations victimes des exactions de la nébuleuse secte *boko haram*.

Dans le domaine de l'emploi, les organisations aident les populations dans le renforcement des compétences en matière de gestion financière et le leadership dans une perspective d'épargner et de mener des activités de groupe dans le cadre du programme de mise en place de services financiers durables au niveau communautaire. Dans le secteur de la réduction des inégalités du genre, CARE et PLAN ont mis sur pied des activités de promotion de l'autonomisation des femmes à travers les activités d'association villageoise d'épargne et de crédit et divers appuis au développement qui ciblent les femmes. Toutes les actions de ces organisations ne sont pas exemptes des critiques, voilà pourquoi deux courants de pensée se sont évertués à apporter des critiques aux actions des ONG : marxisme et libéralisme. Le

premier courant estime que l'aide extérieure ou du moins des œuvres des ONG ne peut résoudre les problèmes de la pauvreté dans les pays bénéficiaires, au contraire elle aggrave l'insécurité alimentaire, car les apports en grande quantité des ressources alimentaires en cas de crise humanitaire augmentent l'offre des produits. Il en résulte une baisse de prix au niveau local. Ceci décourage l'investissement et la production locale des vivres. Les défenseurs du marxisme quant à eux considèrent les actions des ONG occidentales comme servant avant la cause des pays donateurs. Ils estiment que les œuvres des ONG sont un canal par lequel les pays industrialisés continuent par exercer leur domination sur les pays en développement, malgré leur indépendance politique.

Du fait des enjeux que recèlent les actions des ONG, il est important de remarquer que l'industrie de l'aide constitue un enjeu important, matérialisé par la concurrence entre les prestataires qui se disputent les parts de marché de l'humanitaire. Cette ruée vers l'humanitaire et l'altruisme masque des intérêts des pays « financeurs » des ONG. S'agissant du volet forces et limites des ONG, il est intéressant de noter que PLAN et CARE contribuent énormément à la réduction de la pauvreté du fait de leurs actions multiformes notamment leur proximité, leur souplesse vis-à-vis des populations vulnérables. Cependant, il est intéressant de souligner aussi que les actions menées par les ONG sont généralement des projets de court et moyen termes, rarement de long terme. Si cette brève échéance ne constitue pas un problème pour des projets de réalisation des œuvres importantes, il n'en est pas autant pour des œuvres visant le changement de comportement d'une population donnée.

ANNEXES

Annexe 1 : AUTORISATION DE RECHERCHE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
 PAIX-TRAVAIL-PATRIE

 UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I

 FACULTE DES ARTS, LETTRES ET
 SCIENCES HUMAINES

 DEPARTEMENT D'HISTOIRE



REPUBLIC OF CAMEROON
 PEACE-WORK-FATHERLAND

 THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

 FACULTY OF ARTS, LETTERS AND
 SOCIAL SCIENCES

 DEPARTMENT OF HISTORY

ATTESTATION DE RECHERCHE

Je soussigné, Professeur **BOKAGNE BETOBO Edouard**, Chef de Département d'Histoire de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Yaoundé I, atteste que l'étudiant **M. IYA Francky**, matricule **16R007** est inscrit en Master II dans le dit Département, option Histoire des Relations Internationales. Qu'il mène, sous la direction du **Pr. DIYE Jérémie** (*Maître de Conférences*), une recherche universitaire portant sur le thème : « **L'IMPACT DES ACTIONS DES ONG INTERNATIONALES SUR LES CONDITIONS SOCIO-ECONOMIQUES DES POPULATION DE L'EXTREME-NORD DU CAMEROUN : LE CAS DECARE ET PLAN INTERNATIONALES (1990-2020)** ».

Nous le recommandons aux responsables des administrations, des centres de documentations, d'archives et toutes autres institutions nationales ou internationales, en vue de lui faciliter la recherche.

En foi de quoi, la présente autorisation lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Yaoundé le **14 JUL 2022**

Le Chef de Département

B. G. E.
Bokagne Betobo Edouard
 de Conférences

Annexe 2 : QUESTIONNAIRE

Bonjour M./Mme, je suis IYA Francky, étudiant en Master à l'Université de Yaoundé et je mène une recherche universitaires sur le thème intitulé : « *Impact des ONG internationales sur les conditions socio-économiques des populations de l'extrême-nord du Cameroun : le cas de Care et Plan Internationales (1990-2020)* ». Dans le cadre de cette recherche, je compte sur votre collaboration afin pour obtenir des données essentielles afin de le mener jusqu'au bout. Si vous êtes d'accord je vous promets que les informations que vous nous fournirez ainsi que votre anonymat, si vous le désirez seront protégés et strictement réservés à la recherche.

QUESTIONNAIRE À L'ATTENTION DES INFORMATEURS

I. Identification

- a) Nom et Prénoms : _____
- b) Âge : _____
- c) Situation Matrimoniale : _____
- d) Profession : _____

II. Questions relatives aux ONG *Care* et *Plan international*

- a- En quelle année *Plan International* a-t-il commencé ses œuvres au Cameroun ?

- b- Combien d'antennes compte *plan international* à l'extrême-nord ? »

- c- Quels sont les domaines prioritaires de l'intervention de *plan international* ?

- d- Quels sont les domaines secondaires de ses actions ?

e- Dans combien de localités **plan** international intervient dans la région de l'Extrême-nord ?

f- Sur quelle base **plan** international choisit-il les localités afin d'intervenir ?

g- En quoi **plan** international intervient dans les localités cibles ?

h- Quels les types d'appui qu'offre **plan** international aux populations cibles ?

i- Quelle appréciation font les populations des différents aides que les **Plan** international leur offrent ?

j- Quelles sont les difficultés auxquelles est confronté l'ONG dans la région de l'Extrême-nord ?

k- Peut-on avoir les données numériques concernant les réalisations des **Plan** dans la région de l'Extrême-nord ?

Merci pour votre collaboration !!!

Annexe 3 : Demande d'entretien

Maroua, 20 Octobre 2021

IYA Francky
 Etudiant
 Université de Yaoundé I
 FALSH / Dpt d'Histoire
 Tel : 695554313

A
 Monsieur le Directeur du
 Plan-international de Maroua

Objet : Demande d'entretien en vue de recueillir des informations sur le plan-international pour un travail académique

Monsieur/Madame

J'ai l'honneur de venir très respectueusement auprès de votre haute personnalité solliciter un entretien avec vous en vue de recueillir des informations sur l'organisation pour un travail académique.

En effet, je suis étudiant régulièrement inscrit en Master II à l'Université de Yaoundé I. Je mène une recherche sur le thème : «impact des ONG internationales sur les conditions socioéconomiques des populations de l'Extrême-nord à l'Extrême-Nord Cameroun : cas de Care et Plan internationales (1990-2020) ».

Et comme l'organisation dont vous avez la charge œuvre dans l'amélioration des conditions de vie des populations locales dans le domaine de l'eau, je souhaiterais avoir un entretien pour le recueil d'informations en vue de rédiger un travail de recherche académique. Dans la mesure du possible, je souhaiterais vous rencontrer en date du 22 octobre 2021 à 10h.

Vous trouverez jointes à ma demande les pièces ci-après :

- ✓ La photocopie de la Carte Nationale d'Identité ;
- ✓ La photocopie de l'Attestation de recherche
- ✓ Le questionnaire de recherche.

Espérant que la présente note aura une suite favorable auprès de vous, je vous prie d'agréer Monsieur le Directeur l'expression de ma parfaite considération.

Iya Francky

Annexe 4 : SIÈGE DE PLAN CAMEROUN À MAROUA

Source : Cliché de Iya Francky, Février 2022.

Annexe 5 : SIÈGE DE CARE INTERNATIONAL À MAROUA

Source : Cliché de Iya Francky, Février 2022.

**Annexe 5 : CENTRE DE FORMATION CONTRUIT ET ÉQUIPÉ PAR PLAN
CAMEROUN POUR LA FORMATION DES JEUNES FILLES À MINAWAO**



Source : Cliché de Iya Francky, Février 2022.

**Annexe 6 : NOMS DE QUELQUES TAILLEURS FORLMÉS PAR LE PLAN DANS
LE DÉPARTEMENT DU MAYO-TSANAGA**

NOMS ET PRÉNOMS	SEXE	ÂGE
ANNETA MANNA	F	20
DOUDOU GAJE	F	20
KAVOU NPOUHO	F	19
WIDAM DAPSIA	F	24
JAMILA PETER	F	19
NANCY AMOS	F	24
MONICA JACOB	F	25
ASSABE LUKE	F	20
JUMMAI BITRUS	F	17
LUKA BITRUS	M	19
RIFKATOU LUKAS	F	29
LIDIYA JAKOUBOU	F	20
JUMMAI A	F	19
ANDRAWAS	F	23
HAWA ISTAFANUS	F	23
TALATU ALI	F	21
RIFKATOU YERIMA	F	22
SARATOU DAOUDA	F	18
HANNATOU DANIEL	F	20
NANCY YOUSOUF G	F	18

Annexe 7 : BLEAU DE RÉSULTATS POUR LE CEP 2016 PAR SEXE DANS QUELQUES ÉTABLISSEMENTS SELECTIONNÉS PAR LE PLAN

Sous-centres	N°	ÉCOLES	Nombres enregistrés			Nombres restant			Réussis			Pourcentage de réussite			Observation
			Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	
	1	EP BAIGAI 1	36	23	59	35	22	57	19	11	30	54,29	50,00	52,63	
	2	EP BAIGAI 2	49	22	59	47	22	69	27	10	27	57,45	45,45	53,62	
	3	EP BAWADA	6	2	8	6	2	8	2	0	2	33,33	0,00	25,00	
	4	EP DABA	13	21	34	14	18	32	6	1	7	42,86	5,56	21,88	
	5	EP JEGWE-SOUGOULE	2	0	2	2	0	2	2	0	2	100,00	0	100,00	Bravo
	6	EPC CHUGULE	16	9	25	15	9	24	4	2	6	26,67	22,22	25,00	
	7	EP ZOUBA-SOUGOULE	11	4	15	11	4	15	6	2	8	54,55	50,00	53,33	
		TOTAL S/C DABA	133	81	214	130	77	207	66	26	92	50,77	33,77	44,44	
	8	EP DJALINGO	14	4	18	14	4	18	5	0	5	35,71	0,00	27,78	
	9	EP GADALA	43	9	52	37	9	46	9	7	16	24,32	77,78	34,78	
	10	EP GAWAR	26	15	42	26	15	41	4	4	8	15,38	26,67	19,51	
	11	EP GAWAR WINDE	12	2	14	12	2	14	6	0	6	50,00	0,00	42,86	
	12	EP LOUGGUERE HAOUSS	20	5	25	18	5	23	6	1	7	33,33	20,00	30,43	
	13	EP MAYO-KAOLEDJI	5	0	5	5	0	5	1	0	1	20,00	0	20,00	
	14	EP MAYO-LADDE	31	13	44	31	13	44	2	0	2	6,45	0,00	04,55	
	15	EP WOURO-TADMAVOU	7	7	14	7	6	13	5	2	7	71,43	33,33	53,85	Avertissement
	16	EP WANAROU GAWAR	9	1	10	9	1	10	2	1	3	22,22	100,00	30,00	
	17	EP WOURO BOKKI	3	1	4	2	1	3	2	1	3	100,00	100,00	100,00	Bravo
	18	EP ZELLI YOLLEL	18	4	22	17	4	21	9	0	9	52,94	00,00	42,86	
	19	EP NASSARAO	4	1	5	4	1	5	1	0	1	25,00	0,00	20,00	
	20	EP TOUDOUROU	7	1	8	7	1	8	3	0	3	42,86	0,00	37,50	
		TOTAL S/C GAWAR	199	63	262	189	62	251	55	16	71	29,10	25,81	28,29	
	21	EP DJALINGO AVIATION	1	1	2	1	1	2	0	0	0	0,00	0,00	0,00	Avertissement
	22	EP KOUSSEHONE	43	35	78	41	35	76	12	5	17	29,27	14,29	22,37	
	23	EP MAYO-LEGGA	5	5	10	5	5	10	3	1	4	60,00	20	40,00	
	24	EP MAYO-SANGANARE	4	3	7	4	3	7	2	0	2	50,00	0,00	28,57	
	25	EP NGOLKODJOLA	11	10	21	10	10	20	1	0	1	10,00	0,00	5,00	Avertissement
	26	EP WOULAHANKOU	11	8	19	10	8	18	10	7	17	0,00	87,50	94,44	Bravo
	27	EP ARKWATRE	26	9	35	25	9	34	2	6	8	8,00	66,67	23 ; 53	
	28	EP ARMOUFTOUM	17	3	20	17	3	20	4	0	4	23,53	0,000	20,00	Avertissement
	29	EP ARWOULAKASKE	22	8	30	22	8	30	16	3	19	72,73	37,50	63,33	
		TOTAL S/C KOSSEHONE	140	82	222	135	82	217	50	22	72	37,04	26,83	33,18	
	30	EP BATAWAYA	5	0	5	5	0	5	4	0	4	80,00	/	80,00	Encouragement
	31	EP DINGLINDING	1	2	3	1	2	3	0	1	1	0,00	50,00	33,33	
	32	EP LDUBAM SOKOTAI	17	7	24	16	7	23	8	0	8	50	0,00	34,78	
	33	EP MADAMBROM	10	3	13	9	3	12	4	3	7	44,44	100,00	53,33	
	34	EP MAGOUMAZ 1	18	6	24	16	6	24	4	3	7	68,75	66,67	68,18	
	35	EP MAGOUMAZ 2	16	1	17	15	1	16	12	0	12	80,00	0,00	75,00	Bravo
	36	EP VOUZOD	1	0	1	1	0	1	1	0	1	100,00	/	100,00	Bravo
	37	EP ZIVER MONTAGNE	9	1	10	8	1	9	7	1	8	100,00	/	100,00	Bravo
	38	EPC JEGWE	19	10	29	19	10	29	18	9	27	87,50	100,00	93,10	Bravo
	39	EPARLTAVADAI	5	1	6	5	1	6	4	1	5	80,00	100,00	83,33	Bravo
		TOTAL S/C MAGOPUMAZ	101	31	132	95	31	126	69	19	88	72,63	61,29	69,84	Encouragement

Source : inspection de l'éducation de base de Mokolo

SOURCES ET RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I. SOURCES ÉCRITES

1. Les ouvrages

Adda, J., (1996), *La Mondialisation de l'économie*, Tome I : Genèse, Paris, La découverte.

Badie, B. Et Smouts, M-C., (1999), *Le Retournement du monde, sociologie de la scène internationale*, Presses de Sciences Po et Dalloz.

Bookchin, et Murray, (1993), *Une Société à refaire*, Montréal, Éditions Écosociété.

braudel, f., (1985), *La Dynamique du capitalisme*, Paris, Ed. Arthaud, Flammarion, coll. Champs.

Edwards, M. Et Hulme D., (1998), *Non-Governmental Organisations. Performance and Accountability: Beyond the Magic Bullet*, London, Earthscan Publications & Save the Children.

Febvre, L., (1992), *Combats pour l'Histoire*, Armand Colin, Paris.

Golle, J-P., (2007), *La Contribution des ONG dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, Conférences des OING de conseil de l'Europe.

Gonne, B., et al, 2017, *Plan de gestion des ressources naturelles et de partage de terres entre les populations d'accueil, les Déplacés, les Retournés et les Réfugiés dans les départements du Logone et Chari et du Mayo Sava Extrême-nord du Cameroun*, Centre d'Etudes de Recherche en Paix Sécurité et Intégration, PNUD.

Hours B., (1998), *L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*. Paris, L'Harmattan.

Kaltoumi Hamani et Fatouma Zara Laouan, (2018), *Evaluation d'impact Genre de la réponse de CARE à la crise du Bassin du Lac Tchad au Cameroun, Niger et Tchad*, CARE.

Mbonji Edjenguele, (2011), *Cultures et développement*, Master « Coopération internationale, Action humanitaire et Développement Durable », IRIC.

Neveu, E., (1996), *Sociologie des mouvements sociaux*, La découverte.

Pérouse De Montclos, M-A., (2015), Pour un développement « humanitaire » ? Les ONG à l'épreuve de la critique, Marseille IRD.

Reich, R., (1993), *L'économie Mondialisée*, Paris, Dunod.

RIST, G., (1996), *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

Rosenau, J-N., (1990), *Turbulence in world politics*, Princeton paperbacks.

Seignobos, C., (2000), *Atlas de la province de l'Extrême-nord*, Paris, IRD.

SOMMIER, I., (2004), *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*-Champs, Flammarion.

Wedel, J., (2009), *Shadow elite: how the world's new power brokers undermine democracy, government, and the free market*. New York, Basic Books.

2. Les dictionnaires et encyclopédie

Dictionnaire le *Robert*, 2000, Paris.

Le dictionnaire encyclopédique de l'administration publique.

3. Les articles et revues

Aboudou Toure Cheaka et. Nangbe F., (1998), « Les ONG et le secteur informel en Afrique, quels types de relations et pour quel but ? », Essai sur les ONG, série N°2, Institut international pour l'environnement et pour le développement.

ACF, (2015), « Rapport d'Evaluation Multisectorielle, Région de l'Extrême-Nord, Cameroun Première Urgence-Aide Médicale Internationale ».

ACF, (2020), Rapport final, Enquête SMART, 4 aires de santé des districts sanitaires de Goulfey, de Makary et Kousseri, département du Logone-Chari, Région de l'Extrême-Nord Cameroun.

Aldashev, G., (2009), « La Logique compétitive des ONG du Nord ». In Rémon M. (éd.) : *ONG et acteurs locaux : l'ultime alternative ? Les limites du modèle participatif au Sud et la concurrence des ONG dans le Nord*, Namur, Presses universitaires de Namur.

Atsuyuki Kado, (2018), « Etudes des filières économiques et de formation à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes », PNUD.

Barbieri, C., et al., (1978), « L'exode rural au Cameroun », Travaux et Documents de l'ISH, N°11.

Baumann, M., (2003), « *Marché du travail, réseaux et capital social* », in LEIMDORFER, F., et MARIE, A., *L'Afrique des citadins, sociétés civiles en chantier*, Karthala, Dakar.

Beaud, M., (1997), « Soumission croissante des sociétés à l'économie : fatalité économique ou responsabilité humaine ? », in KLEIN J-L. et al., (sous la direction de), *Au-delà du néolibéralisme : quel rôle pour les mouvements sociaux ?* Sainte-Foy, PUQ

Cue, M., (2010), « Objectifs du millénaire pour le développement : un partenariat déséquilibré entre le Nord et le Sud ». *Stateco*, n°105, AFRISTAT- INSEE - IRD (DIAL).

Département de l'Information des Nations Unies, Charte des Nations Unies et statut de la Cour internationale de justice, Article 71, réimpression de juin 1998, New York.

Faur, Y., (1998), « Les ONGs : de l'action à la recherche, de la compréhension à la banalisation », in J-P Deler, (dir) *ONG et développement*, Karthala, ORSTOM.

Hugon, P., (2005), « L'éclatement des Suds et les nouvelles relations internationales ». *Revue internationale et stratégique*, 3, n°59.

Merle, M., (1996), « Un imbroglio juridique : le statut des OING, entre le droit international et les droits nationaux », *Bulletin de l'UATI*, n°1.

PNUD, (2020), « Rapport sur le développement humain », PNUD.

Tellier, L-N., (1996), « Le Québec et ses régions à l'intérieur de la dynamique spatiale de l'économie mondiale », in PROULX M-U., (sous la direction de), *Le phénomène régional au Québec*, Sainte-Foy, PUQ.

Wallerstein, I., (1982), « La crise comme transition », in *La crise, qu'elle crise ?* Paris, Maspéro.

4. Thèses et mémoires

Tsafack, J., (2013), « Etat des lieux de l'œuvre des organisations internationales non gouvernementales dans la région centre du Cameroun de 1960 à 2010 », Mémoire présenté et soutenu en vue de l'obtention du diplôme de Master, Université de Yaoundé II.

Yotchou Lidam, (2000), « Les organisations non gouvernementales (ONG) et le développement durable dans l'Extrême-Nord Cameroun, depuis l'indépendance », rapport de licence en Histoire, Université de Ngaoundéré.

5. Chapitres d'ouvrage

Amewoa Agbessi Komla, (2008), « L'aide au développement aide-t-elle le développement ? Le cas de l'Afrique sub-saharienne », Thèse de doctorat, Université de Limoges.

Faur, Y., (1998), « Les ONG : de l'action à la recherche, de la compréhension à la banalisation », in DELER J-P., (dir) *ONG et développement*, Karthala, ORSTOM.

Goulet, D., (1995), « Développement mondial : stratégies éthiques », in DUFOUR J. et al., (sous la direction de), *L'éthique du développement : entre le l'éphémère et le durable*, Chicoutimi, GRIR/UQAC.

Marie, A., (2003), « Pas de société civile sans démocratie », in *L'Afrique des citoyens, sociétés civiles en chantier (Abidjan, Dakar)*, F. LEIMDORFER F., et MARIE A., Karthala.

Pender, J., (2007), « Country ownership: the evasion of donor accountability ». In Bickerton C. et al., (eds) : *Politics without sovereignty: a critique of contemporary international relations*, Oxon, University College London Press.

II. SOURCES WEBOGRAPHIQUES

ABOUDOU TOURE CHEKA et F. NANGBE, (1998), *Les ONG et le secteur informel en Afrique : quels types de relations et pour quel but ?* https://url?saJZT_fVIO consulté le 26 novembre 2021.

ACF, (2018), « Rapport moral d'activités », [https://Rapport-moral-dactivites-2018\[1\].pdf](https://Rapport-moral-dactivites-2018[1].pdf), consulté le 23 novembre 2021.

ACF, 2020, « Rapport final, Enquête SMART, 4 aires de santé des districts sanitaires de Goulfey, de Makary et Kousseri, département du Logone-Chari, Région de l'Extrême Nord Cameroun », <https://fews.net/fr/west-africa/cameroon/food-security-outlook-update>, consulté le 04 novembre 2021.

ALIMA, (2018), « Rapport Annuel », <https://alima.ngo/en/wp-content/uploads/sites/23/2019/07/Rapport-Annuel-2018.pdf>, consulté le 24 novembre 2021.

BARBIERI, C., et al, (1978), « L'exode rural au Cameroun », Travaux et Documents de l'ISH, N°11.E. **MONVAL**, (2015), *Valeur ajoutée et limites des ONG internationales dans deux crises "non-traditionnelles"*, ACP, Liberia, <https://grotiusfr.cdn.ampproject.org/v/s/grotius.fr/valeur-ajoutee-et-limitesdes-ong-internationales-dans-deux-crisesnontaditionnelles/amp/?> consulté le 12 décembre 2021.

Care international, (2016), « Rapport annuel », [https://www.care-international.org%2Ffiles%2Ffiles%2Fpublications%2FCare International Annual Report 2017 8921 FRE 5 Online\(2\).pdf&usg=AOvVaw0RxMmOp7uuKHzuC84GsmM4](https://www.care-international.org%2Ffiles%2Ffiles%2Fpublications%2FCare%20International%20Annual%20Report%202017%208921%20FRE%205%20Online(2).pdf&usg=AOvVaw0RxMmOp7uuKHzuC84GsmM4), consulté le 18 novembre 2021.

DOUCIN, M., (2005), « Les organisations non gouvernementales "acteurs-agis" des relations internationales ? », *Science politique*. Institut d'études politiques de Bordeaux; Université Montesquieu - Bordeaux IV, Français, <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00365820>, consulté le 24 novembre 2021.

Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, (2009), *État des lieux et recommandations. Faim, catastrophes, espoir : repenser l'action humanitaire en Afrique*, Rapport d'étude, 2009,

<http://w3.ifrc.org/meetings/statutory/ga/ga09/Reports/177700-BiA-Report-FR-LR.pdf>,

consulté le 05 février 2021.

FONTANEL, J. et ECHINARD, Y., (1990), « La puissance économique-politique des organisations non gouvernementales dans le monde d'aujourd'hui », https://www.africct.org/wp-content/uploads/2009/12/49_Fontanel_Echinard_ONG.pdf, consulté le 29 novembre 2021.

HOURS, B., (2004), « Les ong : outils et contestation de la globalisation », <https://www.Fhorizon.documentation.ird.>, consulté le 18 novembre 2021.

[https://www.care-international.org%2Ffiles%2Ffiles%2Fpublications%2FCARE-International-Annual-Report-2010-fr\(1\).](https://www.care-international.org%2Ffiles%2Ffiles%2Fpublications%2FCARE-International-Annual-Report-2010-fr(1).), consulté le 18 novembre 2021.

<https://www.explic.com/maison/quels-sont-les-avantages-et-inconvenients-d-une-ong/>, consulté le 04 octobre 2021.

https://www.premiere-urgence.org/wp-content/uploads/2017/03/LIB_TOT_PSS_Consultancy-VF.pdf, consulté le 15 septembre 2021.

<https://www.pubs.iied.org%2Fpdfs%2F8751FIIED.pdf&usg=AOvVaw1EfpqPTMi3CgRDXltLeR4T>, consulté le 18 novembre 2021.

MAMAN, J., (2020), développement local à l'Extrême-nord : Plan International explore de nouveaux sillons », Cameroon Tribune, 25 Juin, [http://www.cameroon-tribune.cm/article.html/33282/dr?html/developpement local](http://www.cameroon-tribune.cm/article.html/33282/dr?html/developpement%20local), consulté le 19 octobre 2021.

MATHONNAT, J., et AUDIBERT, M., (2016), « Fonds fiduciaires et programmes verticaux : quelles contributions aux politiques sectorielles ? Revue de la littérature et exemple du secteur de la santé », *Papiers de recherche*, pages 1 à 88, <https://www.cairn.info%2Ffonds-fiduciaires-et-programmes-verticaux--1000000148944-page-1.html&usg=AOvVaw0NfSbROmu8MSmHPdD1EvM4>, consulté le 18 novembre 2021.

MSF, (2017), « Bulletin d'information Janvier-février », https://www.msf.fr%2Fsites%2Fdefault%2Ffiles%2F2018-03%2Frapport-annuel-msf-2016-2017.pdf&usg=AOvVaw31g6KXejm8XDOUOihG_QKE, consulté le 29 novembre 2021.

OCHA, (2021), « Rapport de situation Extrême-nord Cameroun », N°11, https://Freports.unocha.org%2Ffr%2Fcountry%2Fcameroon%2Fcard%2F5y6XLLguHF%2F&usg=AOvVaw0RXFDmrrUVvpxv9_aL_6p9j, consulté le 19 novembre 2021.

PERROULAZ, G., (2004), « Le rôle des ONG dans la politique de développement : forces et limites, légitimité et contrôle », *Annuaire suisse de politique de développement*, no 23, vol 2, pp. 9-24. <https://doi.org/10.4000/aspd.446>, consulté le 08 décembre 2021.

Plan international, (2018), « rapport d'activités », http://plan-international/org./es/file/36034/donnmoad?token=khyJjh_r, consulté le 19 octobre 2021.

Plan international, (2019), « Revue annuelle mondiale », https://www.plan-international.org%2Fes%2Ffile%2F39791%2Fdownload%3Ftoken%3DYVt_2WRF&usg=AOvVaw27vGvIk45KP0BS0u_slqZg, consulté le 19 novembre 2021.

YAO ASSOGBA, (1991), « Les ONG et le développement en Afrique ou la face cachée de la lune », in *Coopération internationale: nouveaux défis*, NPS, vol. 4, n° 1, 40-49, p. 45 <https://id.erudit.org/iderudit/301115ar>, consulté le 15 novembre 2021.

III. SOURCES ORALES

Liste des informateurs

N°	Nom et Prénom	Agés	sexe	Profession	Lieu et date d'entretien
1.	Kaltoumi Maryama	35	Féminin	Ménagère	Kousseri, 12 août 2021
2.	Daguidam Naomie	51	Féminin	Ménagère	Mokolo, 29 août 2021
3.	Sawalda Kaldaossa	58	Masculin	Cultivateur	Mokolo, 30 août 2021
4.	Fanta Cécile	37	Féminin	Ménagère	Tokombéré, 20 août 2021
5.	Hussein Said	61	Masculin	Cultivateur	Koussri, 12 août 2021
6.	Oumaté Mahamat	49	Masculin	Maçon	Mora, 24 octobre 2021
7.	Aissatou Oumaté	40	Féminin	Tailleuse	Tokombéré, 22 octobre 2021
8.	Mahamat Abakar	46	Masculin	Débrouillard	Mora, 24 octobre 2021
9.	Haman Oumarou	64	Masculin	Etudiant	Maroua, 29 octobre 2021
10.	Djoubeirou Dandi	62	Masculin	Fonctionnaire	Gazawa, 04 novembre 2021
11.	Nganadako Jean Pierre	55	Masculin	Débrouillard	Maroua, 04 novembre 2021

TABLE DES MATIÈRES

DÉDICACE	i
REMERCIEMENTS	ii
SOMMAIRE	iii
LISTE DES ACRONYMES ET SIGLES	v
LISTE DES ILLUSTRATIONS	vii
CARTE	vii
FIGURE	vii
IMAGES	vii
PHOTOGRAPHIES	vii
RÉSUMÉ	viii
ABSTRACT	ix
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
1. Présentation du sujet	2
2. Motivations du choix du sujet	6
3. Intérêts du sujet	7
4. Cadre conceptuel	8
5. Cadre théorique	14
6. Délimitations du sujet	17
a) Cadre géographique	17
b) Cadre temporel	20
7. Revue de la littérature	20
8. Problématique	26
9. Objectif de recherche	26
a) Objectif général	26
b) Objectifs spécifiques	26
10. Hypothèses de recherche	27
a) Hypothèse générale	27
b) Hypothèses spécifiques	27
11. Méthodologie	27
a) Collecte des données	27
b) Difficultés rencontrées	28

c) Traitement et analyse des données _____	28
12. Nomenclature du travail _____	29

CHAPITRE I : PANORAMA DES ONG INTERVENANT DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD CAMEROUN _____ 30

I- UN PROFIL PLURIEL DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON GOUVERNEMENTALES PRÉSENTES DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD CAMEROUN _____	31
a- Quelques ONG internationales œuvrant dans la région de l'Extrême-Nord _____	31
b- Organisations des nations unies _____	38
II- PRÉSENTATION DES ONG PLAN ET CARE _____	40
a- Généralité sur l'ONG Plan international _____	40
b- Généralité sur Care internationale _____	44

CHAPITRE II : PARTENAIRES DES ONGS PLAN ET CARE DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD _____ 48

I- COLLABORATION ENTRE ONG PLAN, CARE, ÉTAT ET POPULATIONS LOCALES _____	49
a- Collaboration entre Plan international, Care international et État _____	49
b- Collaboration entre PLAN, CARE et populations locales _____	51
II- PARTENARIAT ENTRE PLAN, CARE ET OING ET OI _____	53
a- Partenariat entre PLAN, CARE et autres ONG dans la région de l'Extrême-Nord _____	53
b- Synergie d'action entre PLAN, CARE et OI dans la région de l'Extrême-Nord _____	56

CHAPIRE III : RÉALISATIONS DE CARE ET PLAN INTERNATIONAUX DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD _____ 60

I- LES DOMAINES D'INTERVENTION DU PLAN ET CARE DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD _____	61
a- Santé : domaine prioritaire pour PLAN et CARE international _____	61
b- Les autres domaines du CARE et DU PLAN international _____	66
II- IMPACTS DES APPUIS DU CARE ET PLAN SUR LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS DE LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD _____	71
a- Impact des apports du PLAN et CARE sur le plan scolaire et sanitaire dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun _____	72
b- Impact des appuis du PLAN et CARE dans le domaine de l'entrepreneuriat et la réduction des inégalités du genre _____	79

CHAPITRE IV : ENJEUX DES APPUIS DES ONG PLAN ET CARE DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD CAMEROUN _____ 83

I- CRITIQUES DES APPUIS DES ACTIONS DES ONG _____	84
a- Les critiques des appuis des ONG par les libéralistes _____	84
b- Critique des actions des ONG par les marxistes _____	85
II- PLAN ET CARE COMME INSTRUMENTS AUX INTÉRÊTS DES PUISSANCES OCCIDENTALES _____	88

a- PLAN et CARE comme acteurs de la démocratie occidentale _____	88
b- Appui des ONG et affaiblissement de l'État d'accueil _____	91

CHAPITRE V : FORCES ET LIMITES DES ONGS PLAN ET CARE DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD CAMEROUN _____ 95

I- FORCES DES ONG PLAN ET CARE DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD CAMEROUN _____	96
a- Réduction de la pauvreté comme force des ONG PLAN et CARE dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun _____	96
b- Proximité et souplesse comme forces des ONG PLAN et CARE _____	99
II- LIMITES DES ACTIONS DES ONG PLAN ET CARE DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD CAMEROUN _____	103
a- Limites liées aux acteurs locaux _____	103
b- Limites inhérentes aux ONG CARE et PLAN _____	105

CONCLUSION GÉNÉRALE _____ 109

ANNEXES _____ 114

Annexe 1 : AUTORISATION DE RECHERCHE _____	115
Annexe 2 : QUESTIONNAIRE _____	116
Annexe 3 : Demande d'entretien _____	118
Annexe 4 : SIÈGE DE PLAN CAMEROUN À MAROUA _____	119
Annexe 5 : SIÈGE DE CARE INTERNATIONAL À MAROUA _____	120
Annexe 5 : CENTRE DE FORMATION CONTRUIT ET ÉQUIPÉ PAR PLAN CAMEROUN POUR LA FORMATION DES JEUNES FILLES À MINAWAO _____	121
Annexe 6 : NOMS DE QUELQUES TAILLEURS FORLMÉS PAR LE PLAN DANS LE DÉPARTEMENT DU MAYO-TSANAGA _____	121
Annexe 7 : BLEAU DE RÉSULTATS POUR LE CEP 2016 PAR SEXE DANS QUELQUES ÉTABLISSEMENTS SELECTIONNÉS PAR LE PLAN _____	122

SOURCES ET RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES _____ 123

I. SOURCES ÉCRITES _____	124
1. Les ouvrages _____	124
2. Les dictionnaires et encyclopédie _____	125
3. Les articles et revues _____	125
4. Thèses et mémoires _____	127
5. Chapitres d'ouvrage _____	127
II. SOURCES WEBOGRAPHIQUES _____	128
III. SOURCES ORALES _____	131

TABLE DES MATIÈRES _____ 132